



## APPEL D'OFFRES

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**  
**Réception des soumissions**  
**Agriculture et Agroalimentaire Canada**

Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Centre de service de l'est  
Service de réception des offres  
2001, boulevard Robert-Bourassa, bureau 671-TEN  
Montréal, QC  
H3A 3N2

**SOUMISSION PRÉSENTÉE À :**

**Agriculture et Agroalimentaire Canada**

Par la présente, nous offrons de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires :

Sujet				
Services de rénovation et de construction à Harrow				
N° de l'invitation			Date	
01B46-15-0204			2015-12-08	
N° de référence du client				
201516-146				
N° de dossier				
01B46-15-0204				
L'invitation prend fin				
Jour de semaine	Mois	Jour	Année	Heure
Mardi	Décembre	29	2015	14:00
Heure du jour			Fuseau horaire	
<input type="radio"/> matin <input checked="" type="radio"/> après-midi			HNE	
F.A.B				
<input type="radio"/> Installations <input checked="" type="radio"/> Destination <input type="radio"/> Autre				
Adresser toute demande de renseignements à :				
Carol Rahal				
Titre :				
Agent contractuel				
Courriel :				
carol.rahala@agr.gc.ca				
Numéro de téléphone		Poste	Numéro de télécopieur	
514 315-6143			514 283-1918	
Destination				
Centre de recherche et de développement à Harrow 2585, chemin de comté 20 Harrow (Ontario) NOR 1G0.				

**Instructions : Voir ci-inclus**

Livraison exigée		Livraison proposée	
Le 31 mars 2016			
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur			
Numéro de téléphone		Poste	Numéro de télécopieur

**BUREAU ÉMETTEUR**

Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Centre de service de l'est  
Service de réception des offres  
2001, boulevard Robert-Bourassa, bureau 671-TEN  
Montréal, QC  
H3A 3N2

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur  
(caractère d'impression)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date



## TABLE DES MATIÈRES

1. Appel d'offres
2. Annexe « A » / Instructions générales à l'intention des soumissionnaires
3. Annexe « B » / Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires
4. Annexe « C » / Formulaire de soumission et d'acceptation
5. Annexe « D » / Travaux majeurs – Conditions générales
6. Annexe « E » / Spécifications techniques & Plans
7. Annexe « F » / Conditions d'assurance
8. Annexe « G » / Documents contractuels
9. Annexe « H » / Contrat

### Formulaire

- Cautionnement de soumission
- Attestation d'assurance
- Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux
- Cautionnement d'exécution
- Attestation T4-A
- Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel



## Annexe « A »

# INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- IG01 Établissement des soumissions
- IG02 Identité ou capacité juridique du soumissionnaire
- IG03 Taxes applicables
- IG04 Frais d'immobilisation
- IG05 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG08 Présentation des soumissions
- IG09 Révision des soumissions
- IG10 Rejet des soumissions
- IG11 Coûts relatifs aux soumissions
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Conflit d'intérêts / Avantage indu

### IG01 ÉTABLISSEMENT DES SOUMISSIONS

- 1) La soumission doit :
  - a) être présentée sur le **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC avec le dossier d'appel d'offres ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC;
  - b) être établie en fonction des documents du dossier d'appel d'offres énumérés dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires;
  - c) être remplie correctement à tous égards;
  - d) porter la signature originale d'un représentant dûment autorisé du soumissionnaire; et
  - e) être accompagnée
    - (i) de la garantie de soumission précisée à l'IG07; et
    - (ii) de tout autre document précisé ailleurs dans l'appel d'offres où il est stipulé que ce document doit accompagner la soumission.
- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG10, toute modification aux sections pré dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par les signataires de la soumission. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls.
- 3) Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire dans les documents du dossier d'appel d'offres.

## **INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

### **IG02 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE**

- 1) Pour confirmer le pouvoir des signataires ou déterminer la capacité juridique en vertu de laquelle le soumissionnaire entend conclure un marché, il faut que le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel fournisse à la demande du Canada, avant l'attribution du contrat, une preuve satisfaisante :
  - a) de ce pouvoir de signature et
  - b) de la capacité juridique en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

La preuve satisfaisante du pouvoir de signer peut être une copie certifiée conforme d'une résolution nommant les personnes autorisées à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes. La preuve de la capacité juridique peut prendre la forme d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement du nom commercial d'un propriétaire unique ou d'une société de personnes.

### **IG03 TAXES APPLICABLES**

- 1) Par « taxes applicables », on entend la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale, payable par le Canada, selon la loi, comme la taxe de vente du Québec (TVQ) en date du 1er avril 2013.

### **IG04 FRAIS D'IMMOBILISATION**

- 1) Pour l'application de l'article 1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES des Conditions générales du contrat, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits municipaux spéciaux d'aménagement ou de réaménagement qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance des permis de construire.

### **IG05 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT**

- 1) Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

### **IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS**

- 1) Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre toute information demandée dans cet avis, y compris les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

### **IG07 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION**

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Cette garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas être incluses

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

dans le calcul de la garantie de soumission requise. Le montant maximum de la garantie de soumission exigée est fixé à 2 000 000 \$.

- 2) Le cautionnement de soumission doit être fourni sur un formulaire approuvé <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appS> dûment rempli et portant des signatures originales, et il doit provenir d'une entreprise dont les cautionnements sont acceptés par le Canada au moment de la clôture de l'appel d'offres ou d'une entreprise désignée à l'Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, intitulé [Compagnies de cautionnement reconnues](#).
- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu. Il peut s'agir :
  - a) d'une lettre de change, d'une traite bancaire ou d'un mandat de poste à l'ordre du receveur général du Canada, certifié ou fourni par une institution financière agréée; ou
  - b) d'obligations du gouvernement du Canada ou d'obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de l'IG07 :
  - a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant cette institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
  - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat est certifié par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat, confirmant que cette institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de l'IG07; et
  - c) une institution financière agréée est :
    - (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements, conformément à la définition établie par la [Loi canadienne sur les paiements](#);
    - (ii) une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
    - (iii) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province;
    - (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
    - (v) la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations visées à l'alinéa 3b) de l'IG07 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date de clôture de l'appel d'offres, et doivent être :
  - a) payables au porteur;
  - b) accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable pour le Canada comme solution de rechange à un dépôt de garantie, et le montant doit être établi comme il est mentionné ci-dessus pour un dépôt de garantie.
- 7) La lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée au paragraphe 6) de l'IG07 doit :
- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom,
    - (i) doit verser un paiement au receveur général du Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
    - (ii) doit accepter et payer les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;
    - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer ce paiement ou à accepter et à payer ces lettres de change; ou
    - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
  - b) préciser la somme nominale que l'on peut tirer;
  - c) préciser la date d'expiration;
  - d) prévoir le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
  - e) faire en sorte que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
  - f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* (RUUCD) de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI n° 600 (selon les RUUCD de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet effet); et
  - g) être émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
- 8) La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans les plus brefs délais possibles, suivant :
- a) la date de clôture de l'appel d'offres, pour un soumissionnaire dont la soumission est non conforme; et
  - b) la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
  - c) l'attribution du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée aux deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement;

## **INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

- d) la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
  - e) l'annulation de la demande de soumissions pour tous les soumissionnaires.
- 9) Nonobstant les dispositions du paragraphe 8) de l'IG07 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées pour quelque raison que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

### **IG08 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS**

- 1) Il faut inclure le Formulaire de soumission et d'acceptation, dûment rempli, et la garantie de soumission dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné dans le formulaire d'APPEL D'OFFRES pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture de l'appel d'offres.
- 2) Sauf indication contraire dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires :
- a) la soumission doit être en dollars canadiens;
  - b) aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte; et
  - c) aucune demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera prise en considération.
- 3) Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont clairement dactylographiés ou écrits en caractères d'imprimerie sur l'enveloppe de soumission :
- a) numéro de l'appel d'offres;
  - b) nom du soumissionnaire;
  - c) adresse de retour; et
  - d) date et heure de clôture.
- 4) La responsabilité de faire parvenir la soumission à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire.

### **IG09 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

- 1) Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Le document ou la télécopie doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant le soumissionnaire.
- 2) La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique.

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 3) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une modification antérieure doit clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
- 4) Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les modifications irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur les autres modifications recevables.

### IG10 REJET DES SOUMISSIONS

- 1) Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
- 2) Sans limiter la portée générale du paragraphe 1) de l'IG10, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
  - a) le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visés par la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), de l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), de l'article 380 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 418 (Vente d'approvisionnement défectueux à Sa Majesté) du *Code criminel du Canada* ou de l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), du paragraphe 80 (2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
  - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être;
  - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé par la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou en voie de l'être, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
  - d) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
  - e) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, d'un de ses employés ou d'un sous-traitant visé par sa soumission;
  - f) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
  - g) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures du soumissionnaire avec le Canada :
    - (i) le Canada a exercé ou entend exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, au sous-traitant ou à l'employé visé par la soumission; ou
    - (ii) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le juge incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Lors de l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)d)(iv) de l'IG10, le Canada peut tenir compte, notamment, des points suivants :

## **INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

- a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
  - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
  - c) la gestion générale des travaux et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de son représentant; et
  - d) l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 1), 2) et 3) de l'IG10, le Canada peut rejeter toute soumission en raison d'une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère adéquat du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux et, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires ou un ensemble de forfaits et de prix unitaires, la mesure dans laquelle chaque prix proposé tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
  - b) la capacité du soumissionnaire à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux de façon compétente dans le cadre du contrat; et
  - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans les cas où le Canada prévoit rejeter une soumission en application des paragraphes 1), 2), 3) ou 4) de l'IG10, excluant l'alinéa 2)g), l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera dix (10) jours pour faire valoir son point de vue avant que la décision définitive ne soit prise concernant le rejet.
- 6) Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

### **IG11 COÛTS RELATIFS AUX SOUMISSIONS**

- 1) Aucun paiement ne sera versé pour des frais engagés aux fins de la préparation et de la présentation d'une soumission en réponse à l'appel d'offres. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés à cette fin, ainsi que des frais qu'il aura engagés pour l'évaluation de sa soumission.

### **IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES**

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession tous les permis, licences, inscriptions, attestations, déclarations, dépôts ou autres autorisations valides requis pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 1) de l'IG12, le soumissionnaire doit, sur demande et dans les délais précisés, fournir une copie de chaque permis, licence, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiqués dans la demande.

## **INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

- 3) Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de la soumission.

### **IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT**

- 1) Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'appel d'offres, on pourra envisager des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des marchés reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres.

### **IG14 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU**

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
  - a) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de l'appel d'offres ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
  - b) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires, et le Canada juge que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
- 2) L'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens ou services décrits dans l'appel d'offres (ou des biens ou services semblables) ne sera pas en soi considérée par le Canada comme un avantage indu ou comme constituant un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés ci-dessus.
- 3) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de l'appel d'offres. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.



## Annexe « B »

# INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant la période de soumission
IP03	Visite facultative des lieux
IP04	Révision des soumissions
IP05	Résultats de l'appel d'offres
IP06	Insuffisance de fonds
IP07	Période de validité des soumissions
IP08	Documents de projet
IP09	Sites Web
IP10	Exigences relatives à la sécurité du personnel

### IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

- 1) Les documents de soumission sont les suivants :
  - (a) INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES - Page 1 du formulaire AAFC / AAC5323-F;
  - (b) INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES – Formulaire AAFC / AAC5301-F;
  - (c) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION – Formulaire AAFC / AAC5313-F;
  - (d) Clauses et conditions précisées dans les DOCUMENTS CONTRACTUELS;
  - (e) Dessins et devis;
  - (f) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (AAFC / AAC5320-F) et les annexes s'y rattachant;
  - (g) toute modification publiée avant la date de clôture.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

### IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE SOUMISSION

- 1) Toute demande de renseignements concernant l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'APPEL D'OFFRES – page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'appel d'offres. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent de négociation des marchés examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à cet appel d'offres envoyées pendant la période de soumission doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent de négociation des marchés dont le nom figure à la page 1 de l'APPEL D'OFFRES. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

## **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

### **IP03 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX**

- 1) Une visite des lieux aura lieu le jeudi , 17 décembre, 2015 à  
10:00  AM  PM HNE.

Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à

Centre de recherche et de développement de Harrow, 2585, route de comté  
20, Harrow (Ontario) NOR 1G0.

### **IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

- 1) Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG09 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 514 283-1918 .

### **IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

- 1) À la suite de la clôture de l'appel d'offres, les résultats pourront être obtenus auprès du bureau de réception des soumissions en envoyant un courriel à carol . rahal @agr . gc . ca .

### **IP06 INSUFFISANCE DE FONDS**

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués pour les travaux, le Canada, à sa discrétion exclusive, peut prendre l'une ou l'autre, ou une combinaison, des mesures suivantes :
- (a) annuler l'appel d'offres;
  - (b) obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse;
  - (c) négocier avec le soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse une réduction du prix offert ou de la portée des travaux de 15 % au plus. S'il s'avère impossible de parvenir à une entente satisfaisante pour le Canada, ce dernier exercera l'option (a) ou l'option (b).

### **IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

- 1) Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel qu'il est précisé à la disposition 4 du FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION. Dès la réception d'un avis écrit du gouvernement du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :
- (a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
  - (b) annuler l'appel d'offres.

## **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)**

- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou aux termes de l'IG10 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES.

### **IP08 DOCUMENTS DE PROJET**

- 1) À l'attribution du contrat, l'entrepreneur retenu recevra en version papier un ensemble de documents signés (plans d'exécution, devis et modificatifs), sous pli scellé. Des copies supplémentaires, jusqu'à concurrence de deux ( 2 ), seront fournies sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir d'autres copies et d'en acquitter les frais.

### **IP09 SITES WEB**

L'accès à certains des sites Web figurant dans les documents d'appel d'offres est assuré au moyen d'hyperliens. Voici une liste des adresses des sites Web :

Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appL>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

### **IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL**

- 1) Les membres du personnel de l'entrepreneur retenu, de même que tous les sous-traitants et leurs employés, qui réaliseront une partie des travaux dans le cadre du marché subséquent doivent se conformer aux exigences de sécurité suivantes :
- Les membres du personnel devant réaliser une partie des travaux doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ valide, délivrée ou approuvée par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Tant que les évaluations de sécurité du personnel n'ont pas été complétées à la satisfaction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le personnel de l'entrepreneur ou du sous-traitant NE PEUT réaliser les travaux prévus dans le marché. Chaque membre du personnel proposé doit remplir un « Formulaire d'autorisation de sécurité » (SCT/TBS 330-23F) à la demande du Canada.



## Annexe « C »

### FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION



## FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX

<b>SA01 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</b>					
Description des travaux					
Offrir des services de construction visant à moderniser des salles de réunion existantes. Tous les travaux sont décrits dans les plans et devis et comprennent notamment la démolition, des travaux électriques et mécaniques, la construction de nouveaux murs, la finition de murs et de planchers, des plafonds suspendus et l'installation de canalisation de plancher. Les travaux auront lieu à Agriculture et Agroalimentaire Canada, Centre de recherche et de développement de Harrow, 2585, route de comté 20, Harrow (Ontario) NOR 1G0.					
Numéro de l'invitation à soumissionner 01B46-15-0204			Numéro de dossier / projet 201516-146		
<b>SA02 DÉNOMINATION COMMERCIALE ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE</b>					
Nom					
Adresse					
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Rue	Type de rue	Direction de la rue
BP ou numéro de route		Municipalité (ville, village, etc.)		Province	Code postal
No. de téléphone		No. de télécopieur		Courriel	
<b>SA03 OFFRE</b>					
1) Le soumissionnaire offre au Canada, représenté par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant de soumission total de :					
\$ _____ taxes applicables en sus (TPS/TVH/TVQ) (exprimé en chiffres seulement)					
<b>SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS</b>					
1) La soumission ne peut être retirée pendant une période de <u>60</u> jours suivant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.					
<b>SA05 ANNEXES</b>					
1) Les annexes suivantes sont jointes au présent Formulaire de soumission et d'acceptation :					
<input checked="" type="checkbox"/> Annexe 2					
<b>SA06 ACCEPTATION ET CONTRAT</b>					
1) À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la disposition CS01 DOCUMENTS DU CONTRAT.					
<b>SA07 DURÉE DES TRAVAUX</b>					
1) L'entrepreneur doit mener à bien les travaux d'ici le <u>2016-03-31</u>					
<b>SA08 GARANTIE DE SOUMISSION</b>					
1) L'entrepreneur doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION.					
2) Si un dépôt de garantie est donné comme garantie de soumission et que l'entrepreneur, suite à l'acceptation de sa soumission par le Canada, refuse de fournir la garantie contractuelle exigée à la disposition CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE, le dépôt de garantie sera confisqué; toutefois, le Canada peut renoncer à son droit de confisquer le dépôt de garantie, si cela est dans l'intérêt public.					

**SA09 SIGNATURE**

Nom et titre de la personne autorisée  
à signer au nom du soumissionnaire  
(en caractères d'imprimerie)

Nom

Titre

Signature

Date

Nom

Titre

Signature

Date

**FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION**  
**CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX**  
**ANNEXE 2**

**LISTE DES SOUS-TRAITANTS**

L'entrepreneur sous-traitera les parties des travaux énoncés ci-dessous au sous-traitant désigné. L'entrepreneur convient de n'apporter aucun changement à la liste des sous-traitants avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite du représentant ministériel. L'entrepreneur reconnaît que, pour chaque partie des travaux, si plus d'un sous-traitant est désigné, si aucun sous-traitant n'est désigné ou si l'entrepreneur néglige d'indiquer que les travaux seront effectués par ses propres employés, selon le cas, la soumission sera jugée irrecevable.

**LISTE DE L'ÉQUIPEMENT**

**LISTE DES MATÉRIAUX**



## Annexe « D »

# TRAVAUX MAJEURS – CONDITIONS GÉNÉRALES



TRAVAUX MAJEURS - CONDITIONS GÉNÉRALES

Page 1 of 58

**CONDITIONS GÉNÉRALES POUR LES TRAVAUX MAJEURS:  
FORMULAIRE AAC 5321 :**

Date de Révision

CG1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Original
CG2	ADMINISTRATION DU CONTRAT	Original
CG3	EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX	Original
CG4	MESURES DE PROTECTION	Original
CG5	MODALITÉS DE PAIEMENT	Original
CG6	RETARDS ET MODIFICATION DES TRAVAUX	Original
CG7	DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT	Original
CG8	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	Original
CG9	SÉCURITÉ DES CONTRATS	Original
CG10	ASSURANCE	Original

**CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- CG1.1 INTERPRÉTATION
  - CG1.1.1 En-têtes et renvois
  - CG1.1.2 Terminologie
  - CG1.1.3 Application de certaines dispositions
  - CG1.1.4 Achèvement substantiel
  - CG1.1.5 Achèvement
- CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS
  - CG1.2.1 Généralités
  - CG1.2.2 Ordre de priorité
  - CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents
- CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR
- CG1.4 DROITS ET RECOURS
- CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS
- CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR
- CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA
- CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES
- CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS
- CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE
- CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES
- CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES
- CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS
- CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS
- CG1.15 SUCCESSION
- CG1.16 CESSION
- CG1.17 POTS-DE-VIN
- CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS
- CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

**CG1.1 INTERPRÉTATION****CG1.1.1 En-têtes et renvois**

- 1) Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits seulement pour en faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un paragraphe ou un alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi au paragraphe ou à l'alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

**CG1.1.2 Terminologie**

- 1) Dans le contrat

« Canada », « État » et « Sa Majesté » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« Certificat d'achèvement » signifie le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;

« Certificat d'achèvement substantiel » signifie le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont substantiellement achevés;

« Certificat de mesure » désigne le certificat délivré par le Canada pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie des travaux à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;

« Conditions supplémentaires » désigne la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;

« Contrat » désigne les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées à ces documents par convention des parties;

« Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou de la modification au contrat désigne un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« Dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« Entente à forfait » désigne la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entente à prix unitaire » désigne la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entrepreneur » signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada;

« Fournisseur » signifie la personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;

« Garantie du contrat » signifie toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;

« Jour ouvrable » désigne une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux;

« Matériaux » comprend les marchandises, articles, machineries, équipements, appareils et choses devant être fournis en vertu du contrat pour être incorporés aux travaux;

« Montant du contrat » signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat, excluant les taxes applicables;

« Outillage » comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;

« Personne » comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;

« Représentant du ministère » signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;

« Sous-traitant » désigne une personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6 SOUS-TRAITANCE, pour exécuter une ou des parties des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;

« Surintendant » signifie l'employé ou du représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 SURINTENDANT;

« Tableau des prix unitaires » signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, telle que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013;

« Travaux » désigne, sous réserve de toute disposition contraire du contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

### **CG1.1.3 Application de certaines dispositions**

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à prix unitaire.

### **CG1.1.4 Achèvement substantiel**

- 1) Les travaux sont considérés comme étant substantiellement achevés :
  - a) lorsque, à la suite des inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux prévus au contrat est, de l'avis du Canada, prête à être utilisée par le Canada ou est utilisée aux fins prévues;
  - b) lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
    - (i) 3 % des premiers 500 000 \$;
    - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$; et

(iii) 1 % du reste

du montant du contrat au moment du calcul de ce coût.

- 2) Lorsque la totalité ou une partie substantielle des travaux est prête à être utilisée aux fins prévues et
  - a) que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée, conformément à la CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
  - b) que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés,

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été terminée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa l'alinéa 1)b) de la CG1.1.4, et ce coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

#### **CG1.1.5 Achèvement**

- 1) Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

### **CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

#### **CG1.2.1 Généralités**

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de l'un quelconque de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

#### **CG1.2.2 Ordre de priorité**

- 1) En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :
  - a) toute modification ou variante des documents contractuels apportée conformément aux Conditions générales;

- b) toute modification déposée avant la date de clôture de l'appel d'offres;
- c) les Conditions supplémentaires;
- d) les Conditions générales;
- e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
- f) les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

- 2) En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent :
  - a) les devis l'emportent sur les dessins;
  - b) les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
  - c) les dessins à grande échelle l'emportent sur les dessins à petite échelle.

### **CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents**

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, les renseignements, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements :
  - a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
  - b) dont l'entrepreneur a pris connaissance auprès d'une source distincte du Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignements visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignement visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre

personne que ce soit, à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.

- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

### **CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR**

- 1) L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant.
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires du Canada.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

### **CG1.4 DROITS ET RECOURS**

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

### **CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS**

- 1) Le temps est de l'essence même du contrat.

### **CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR**

- 1) L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et tous les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- 2) L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de toutes, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentés ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de

l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et de toute autre personne à tous les niveaux, dans l'exécution des travaux.

- 3) Pour l'application du paragraphe 2) de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

#### **CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA**

- 1) Le Canada, sous réserve des dispositions de la [Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif](#), de la [Loi sur les brevets](#) et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de tous coûts, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat attribuables directement à :
  - a) une lacune ou un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est propriétaire;
  - b) une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur aux fins des travaux.

#### **CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES**

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de celles-ci, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé, aux conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant le début des travaux sur le chantier, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada.
- 4) Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt a été accepté ou non.
- 5) Si l'administration municipale n'a pas accepté le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 4) de la CG1.8.

- 6) Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » désigne une administration qui aurait compétence pour autoriser l'exécution des travaux si le propriétaire n'en était pas le Canada.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux prévus au contrat.
- 8) Conformément à la déclaration statutaire visée au paragraphe 4) de la CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX, l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province ou le territoire où sont effectués les travaux prévus au contrat, fournit au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans cette province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS PROPRIÉTÉ DU CANADA, l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, du paiement des taxes applicables ou du dépôt de garantie pour le paiement des taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, cet outillage et ces droits conformément aux lois pertinentes.
- 10) Les ministères et les organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
- 11) Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande de paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- 12) L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, notamment pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- 13) Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification visant à augmenter le montant du contrat, si un avis public assez détaillé de la modification, qui aurait pu permettre à l'entrepreneur d'en calculer les effets, a été donné avant la date de clôture de la soumission.
- 14) Retenue d'impôt de 15 % – Agence du revenu du Canada

En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.) et du [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à

moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

#### **CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS**

- 1) Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte ces lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toute autre personne à tous les niveaux et de toute autre personne participant à l'exécution des travaux qui est assujettie à ces lois.

#### **CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE**

- 1) Si le Canada est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur :
  - a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
  - b) de retirer du chantier toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Canada, comporter un risque pour la sécurité nationale;et l'entrepreneur doit s'y conformer.
- 2) Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1) de la CG1.10.

#### **CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES**

- 1) Le Canada ordonnera à l'entrepreneur de retirer du chantier toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès au chantier à toute personne ainsi retirée.

#### **CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES**

- 1) L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
- 2) L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou le chantier sans le consentement préalable du Canada.

#### **CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS**

- 1) Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

#### **CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS**

- 1) Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pas pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit d'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause ou condition.
- 3) Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

#### **CG1.15 SUCCESSION**

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16 CESSION, au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

#### **CG1.16 CESSION**

- 1) L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit du Canada.

#### **CG1.17 POTS-DE-VIN**

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

#### **CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS**

- 1) À la présente :
  - a) « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, ou à la négociation d'une partie ou de

- la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce contrat;
- b) « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation employeur-employé;
  - c) « personne » comprend une personne ou un groupe de personnes, une corporation, une société de personnes, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), L.R.C. 1985, ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.) et de ses modifications.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.
  - 3) Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
  - 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

#### **CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES**

- 1) Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou de personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).
  - 2) Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
  - 3) L'entrepreneur est tenu par la loi de respecter tout changement apporté à la réglementation durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services assujettis aux sanctions empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit résilié conformément à la CG7.3
- RÉSILIATION DU CONTRAT.

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 2 - ADMINISTRATION DU CONTRAT**

- CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE
- CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT
- CG2.3 AVIS
- CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER
- CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX
- CG2.6 SURINTENDANT
- CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE
- CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

**CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE**

- 1) Le Canada doit désigner un représentant du ministère et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du représentant du ministère.
- 2) Le représentant du ministère exerce les devoirs et fonctions du Canada en vertu du contrat.
- 3) Le représentant du ministère est autorisé à adresser des instructions et directives à l'entrepreneur et à accepter au nom du Canada tout avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 4) Le représentant du ministère doit, dans un délai raisonnable, examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

**CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT**

- 1) Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant:
  - a) la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
  - b) l'interprétation des dessins et devis en cas d'erreur, omission, ambiguïté ou divergence dans leur texte ou intention;
  - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
  - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
  - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou
  - f) l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8, « Règlement des différends ».

- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

### **CG2.3 AVIS**

- 1) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
- 2) Tout avis, ordre ou autre communication donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties:
  - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
  - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
  - c) dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
- 3) Un avis donné en vertu de la CG7.1, « Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur », de la CG7.2, « Suspension des travaux », et de la CG7.3, « Résiliation du contrat » doit être par écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle opérant sous une raison sociale, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

### **CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER**

- 1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

### **CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX**

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Le Canada doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.

- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soit fabriqués, installés ou complétés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des frais et des dépenses raisonnables encourus par le Canada pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et aux représentants des administrations compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation dans des établissements situées ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir tous ses autres devoirs et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, des travaux sont désignés aux fins de l'exécution d'essais, inspections ou pour fin d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et la date auxquels ils auront lieu.
- 6) Si des travaux désignés pour des essais, inspections ou approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais, inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux et veiller à ce que les inspections, essais ou approbations soient exécutés ou donnés intégralement et d'une manière satisfaisante et recouvrir ou faire recouvrir à nouveau les travaux à ses frais.

#### **CG2.6 SURINTENDANT**

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait

été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.

### **CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

- 1) Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6, « Surintendant », l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison:
  - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
  - b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
  - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CG2.7, il:
  - a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
  - b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte;
  - c) lorsque les Conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet un exemplaire de la plainte au Programme du travail de RHDCC, à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les Conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDCC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement social.)
- 4) Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon le Canada, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.

- 6) Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9, « Droit de compensation », à concurrence de ladite somme.
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant:
  - a) une sentence arbitrale rendue conformément à la [Loi sur l'arbitrage commercial](#) L.R. 1985, ch. 17 (2esupplément);
  - b) une décision écrite rendue en application de la [Loi canadienne sur les droits de la personne](#), L.R. 1985, ch. H-6;
  - c) une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
  - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, le Canada peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1, « Travaux retirés à l'entrepreneur ».
- 10) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6, « Sous-traitance », l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

## **CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS**

- 1) L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4, « Exécution des travaux », tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous-receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 3 - EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX**

- CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT
- CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS
- CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER
- CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX
- CG3.5 MATÉRIAUX
- CG3.6 SOUS-TRAITANCE
- CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS
- CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE
- CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION (ANNULÉE)
- CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA
- CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX
- CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER
- CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

**CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT**

- 1) L'entrepreneur doit:
  - a) préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
  - b) surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
  - c) aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et

préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

**CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS**

- 1) L'entrepreneur doit signaler au Canada avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada, résultant de l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevés dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

**CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER**

- 1) Sous réserve de la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs », l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de santé et sécurité relativement à l'exécution des travaux. Dans les cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit interrompre les travaux, apporter des modifications ou

ordonner l'exécution de travaux supplémentaires pour assurer la sécurité des personnes et la protection des travaux, ainsi que de la propriété avoisinante.

- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur avise les autorités compétentes en matière de santé et sécurité à l'emplacement des travaux de la date prévue pour le début des travaux et leur fournit tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

#### **CG3.4 EXECUTION DES TRAVAUX**

- 1) L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, des machineries et équipements de construction, de l'eau, du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.
- 2) L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement » il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
- 4) Lorsque requis par écrit par le Canada, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que le Canada juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
- 6) L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles au Canada.
- 7) À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

**CG3.5 MATÉRIAUX**

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse au Canada une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.
- 3) Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes:
  - a) la demande de substitution doit être adressée par écrit au Canada et être appuyée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et autres données qui peuvent être exigées par le Canada;
  - b) la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
  - c) la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour le Canada;
  - d) l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

**CG3.6 SOUS-TRAITANCE**

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de sous-traiter des travaux.
- 3) L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
- 4) Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6.
- 5) Si le Canada s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
- 6) L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.

- 7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.
- 8) Nul contrat entre le l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement du Canada à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité au Canada.

### **CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS**

- 1) Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit:
  - a) conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;
  - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en prenant compte leur incidence sur les travaux;
  - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou les autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit:
  - a) collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
  - b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
  - c) participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier d'exécution;
  - d) dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs, ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit le Canada, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquiescer de cette obligation, aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées;
  - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à

l'emplacement du travail , il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.

- 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux et à la condition que l'entrepreneur:
  - a) engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7;
  - b) donne au Canada, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».

### **CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE**

- 1) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
- 2) L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

### **CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION**

ANNULÉE.

### **CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA**

- 1) Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8, « Lois, permis et taxes#160;», tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux, appartiennent au Canada aux fins des travaux, dès leur acquisition, utilisation ou affectation et continue d'appartenir au Canada:
  - a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
  - b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit dévolu au Canada en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 2) Les matériaux ou l'outillage appartenant au Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 ne doivent pas, sans le consentement écrit du Canada, être enlevés de

l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux..

- 3) Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, que les matériaux ou outillage appartiennent au Canada.

### **CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX**

- 1) L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les déficiences soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
- 3) Lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, le Canada peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

### **CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER**

- 1) L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.
- 2) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
- 3) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 4) Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés du Canada ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs ».

### **CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX**

- 1) Sans restreindre la portée des garanties implicites ou explicites prévues par la loi ou le contrat, l'entrepreneur, à ses frais:

- a) rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées aux termes du certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
  - b) rectifie et répare toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date du certificat d'achèvement;
  - c) transfère et cède au Canada, toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de 12mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de 12mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
  - d) remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
  - 3) L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 doit être par écrit et doit signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».

**Conditions générales (CG) 4 - Mesures de protection**

- CG4.1 Protection des travaux et des biens
- CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques
- CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada
- CG4.4 État de site contaminé

**CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS**

- 1) L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par le Canada à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis du Canada sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

**CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES**

- 1) L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer :
  - a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
  - b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau publics ou privés ne soit indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux, des matériaux ou de l'outillage;
  - c) que les risques d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux soient éliminés et que tout incendie soit rapidement maîtrisé;
  - d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
  - e) que des services médicaux adéquats soient offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement ;
  - f) que des mesures sanitaires adéquates soient prises relativement aux travaux et à leur emplacement;
  - g) que l'ensemble des jalons, bouées et repères placés à l'emplacement des travaux par le Canada soient protégés et ne soient pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.

- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que le Canada juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

#### **CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LE CANADA**

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3, l'entrepreneur est responsable, envers le Canada de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que le Canada a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur n'est pas responsable, envers le Canada, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'entrepreneur n'utilise les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par le Canada uniquement que pour l'exécution du contrat.
- 4) En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), le Canada peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers le Canada et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
- 5) L'entrepreneur tient des registres, que le Canada peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par le Canada et, lorsque le Canada l'exige, il établit à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

#### **CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINE**

- 1) Pour l'application de la CG4.4, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui a pas été divulgué ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur le chantier, il doit :
  - a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
  - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
  - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

- d) Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, le Canada détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision du Canada.
- e) Si le Canada juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives du Canada en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.
- f) Le Canada peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
- g) Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4, « Calcul du prix », doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT**

- CG5.1 Interprétation
- CG5.2 Montant à verser
- CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts
- CG5.4 Paiement progressif
- CG5.5 Achèvement substantiel des travaux
- CG5.6 Achèvement définitif
- CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada
- CG5.8 Réclamations et obligations
- CG5.9 Droit de compensation
- CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement
- CG5.11 Retard de paiement
- CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées
- CG5.13 Remise du dépôt de garantie

**CG5.1 INTERPRÉTATION**

Dans les présentes modalités de paiement:

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux », ou à la CG5.6, « Achèvement définitif ».
- 3) Un montant est en « souffrance » lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16h, heure de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

**CG5.2 MONTANT À VERSER**

- 1) Sous réserve à toutes autres dispositions du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû au Canada par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce

montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.

- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.
- 4) Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires, pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

### **CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS**

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent:
  - a) après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
  - b) après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;
  - c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3.
- 3) En cas de changements visés à l'alinéa 2) de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8, « Comptes et vérification », comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
- 5) Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

**CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF**

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer, auprès du Canada :
  - a) une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable au Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive;
  - b) une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations en vertu de la loi en ce qui a trait aux Conditions de travail et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
- 2) Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, le Canada procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis du Canada:
  - a) sont conformes aux dispositions du contrat; et
  - b) ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à payer », et de l'alinéa 5) de la CG5.4, le Canada verse à l'entrepreneur une somme égale à:
  - a) 95p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
  - b) 90p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 3) de la CG5.4 au plus tard:
  - a) 30 jours après la réception par le Canada de la réclamation progressive et la déclaration statutaire visées à l'alinéa 1) de la CG5.4; ou
  - b) 15 jours après que le Canada ait reçu le calendrier d'avancement de l'entrepreneur ou son calendrier d'avancement à jour, conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement »selon l'échéance la plus éloignée.
- 5) Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive; cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu de l'alinéa 3 de la CG5.4.

**CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX**

- 1) Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1b) de la CG1.1.4, « Achèvement substantiel », le Canada délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel:
  - a) indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
  - b) décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
  - c) décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13, « Garantie et rectification des défauts des travaux », en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.11, « Travaux défectueux ».
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 4) de la CG5.5, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble:
  - a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif »
  - b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour corriger les défauts décrites dans le certificat d'achèvement substantiel;
  - c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) Le Canada paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 au plus tard:
  - a) 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
  - b) 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
    - i. une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8, « Lois, permis et taxes »;
    - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »; et
    - iii. une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1, « Calendrier d'avancement »;

selon l'échéance la plus éloignée.

#### **CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF**

- 1) Lorsque le Canada est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5, « Achèvement », le Canada délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8, « Règlements des différends », est exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les présentes.
- 2) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 3) de la CG5.6, le Canada verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », et à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux ».
- 3) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 dans au plus tard:
  - a) 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
  - b) 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
    - i. une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
    - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »;

selon l'échéance la plus éloignée.

#### **CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA**

- 1) Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne constituent une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

#### **CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS**

- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur doit transmettre au Canada, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin de d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, le

Canada peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.

- 4) Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par:
  - a) un tribunal compétent;
  - b) un arbitre dûment nommé pour adjuger de la réclamation; ou
  - c) le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour le Canada, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales:
  - a) le montant qui peut être versé par le Canada au réclamant en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
  - b) un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider tout privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
  - c) pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut.
- 6) à la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.
- 7) L'alinéa 3) de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations:
  - a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat et qui est transmis au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6, « Achèvement définitif », et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant:
    - i. aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte

sur une somme qui fut légalement retenue à même les sommes dues au réclamant; ou

- ii. s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du réclamant;
- b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
  - 9) Le Canada doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

#### **CG5.9 DROIT DE COMPENSATION**

- 1) Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9, l'expression « contrat en cours » signifie un contrat conclu entre le Canada et l'entrepreneur :
  - a) en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
  - b) à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

#### **CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT**

- 1) Pour les fins de cette clause:
  - a) les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
  - b) « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de

prolongation accordée en vertu de la CG6.5, « Retards et prolongation du délai », et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble:
  - a) de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
  - b) des coûts encourus par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
  - c) de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10.

#### **CG5.11 RETARD DE PAIEMENT**

- 1) Nonobstant la CG1.5, « Rigueur des délais », tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5, « Modalités de paiement », ne constitue pas un défaut du Canada aux termes du contrat.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1, « Interprétation » les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes:
  - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus; et
  - b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

#### **CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES**

- 1) Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.

- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et exigible en vertu du contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est censée être en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

#### **CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE**

- 1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas manqué à ses engagements en vertu du contrat ou ne soit pas en défaut au terme du contrat, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt selon le taux établi en application de l'article 21(2) de la [\*Loi sur la gestion des finances publiques \(LGFP\)\*](#).

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 6 - RETARDS ET MODIFICATIONS DES TRAVAUX**

- CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX
- CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL
- CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE
- CG6.4 CALCUL DU PRIX
  - CG6.4.1 CALCUL DU PRIX AVANT D'APPORTER DES MODIFICATIONS
  - CG6.4.2 CALCUL DU PRIX APRÈS AVOIR APPORTÉ DES MODIFICATIONS
  - CG6.4.3 CALCUL DU PRIX DES PRIX UNITAIRES
- CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

**CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX**

- 1) En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut ordonner pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui, conformes à l'intention générale du contrat.
- 2) Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4, « Calcul du Prix ».

**CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL**

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et, celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur, ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit au Canada de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.

- 5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence.
- 8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

### **CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE**

- 1) Pour les fins de la présente clause :
  - a) restes humains » signifie la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
  - b) « vestiges archéologiques » signifie pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries;
  - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » signifie objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit l'alinéa 1) de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par l'alinéa 1) de la CG6.3, il doit :
  - a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
  - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
  - c) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément au sous-alinéa 2) b) de la CG6.3, le Canada détermine promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description

donnée à l'alinéa 1) de la CG6.3 ou s'il est visé par cet alinéa, et il indique par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada

- 4) Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur permet, à la satisfaction du Canada, l'accès au chantier et collabore avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du Canada.
- 6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4, « Calcul du prix », et de la CG6.5, « Retards et prolongation de délai », s'appliquent.

## **CG6.4 CALCUL DU PRIX**

### **CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications**

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration négociée au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration négociée.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1, le prix est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

**CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications**

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
  - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
  - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2;
  - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12, « Intérêts sur les réclamations réglées ».
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 Sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
  - a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
  - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
  - c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception des taxes applicables;
  - d) les frais de location d'outillage ou un montant équivalent à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
  - e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
  - f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
  - g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
  - h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

**CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires**

- 1) Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3, il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p.100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
  - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
  - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p.100 de la quantité estimative.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p.100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
  - a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
  - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 :
  - a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
  - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85p.100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

**CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI**

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement en conformité du présent alinéa, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.

- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.
- 4) Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé dans l'alinéa 4) de la CG6.5, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la CG6.5 doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre au Canada de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que le Canada peut exiger à cette fin.
- 7) i, de l'avis du Canada, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 7 - DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT**

- CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR
- CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX
- CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT
- CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

**CG7.1 TRAVAUX RETIRES A L'ENTREPRENEUR**

- 1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, Avis, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
  - a) fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit du Canada à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3, « Avis »
  - b) néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
  - c) devient insolvable ou a commis un acte de faillite et na pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#);
  - d) abandonne les travaux;
  - e) fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16, « Cession » ou
  - f) fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur na droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, le Canada peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'as pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés

ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.

- 6) Lorsque le Canada certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillage, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#), il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

### **CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX**

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a nécessairement encourus en raison de la suspension; ces frais sont calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3, « Résiliation du contrat ».

### **CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT**

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada verse à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4, « Calcul du prix », moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.

- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5, « Modalités de paiement », qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

#### **CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE**

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier manqué à ses obligations ou est en défaut aux termes du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire pour les fins du contrat.

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 8 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

- CG8.1 INTERPRÉTATION
- CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION
- CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND
- CG8.4 NÉGOCIATION
- CG8.5 MÉDIATION
- CG8.6 CONFIDENTIALITÉ
- CG8.7 RÈGLEMENT
- CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS
  - CG8.8.1 INTERPRÉTATION
  - CG8.8.2 APPLICATION
  - CG8.8.3 COMMUNICATION
  - CG8.8.4 NOMINATION D'UN MÉDIATEUR DE PROJET
  - CG8.8.5 CONFIDENTIALITÉ
  - CG8.8.6 DATE ET LIEU DE LA MÉDIATION
  - CG8.8.7 REPRÉSENTATION
  - CG8.8.8 PROCÉDURES
  - CG8.8.9 ACCORD DE RÈGLEMENT
  - CG8.8.10 FIN DE LA MÉDIATION
  - CG8.8.11 FRAIS
  - CG8.8.12 PROCÉDURES SUBSEQUENTES

**CG8.1 INTÉRPRETATION**

- 1) On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », y compris les réclamations de l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.
- 2) Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la CG8 ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition de l'alinéa 1) de la CG8.1, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la CG5.10, « Dédommagement pour retard d'achèvement ».

**CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION**

- 1) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2) Les parties conviennent de se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

**CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND**

- 1) Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la CG8.2, « Consultation et collaboration », est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la CG8. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 2) L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée à l'alinéa 1) de la CG8.3 et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la CG8.4, « Négociation ». Cet avis doit référer spécifiquement à la CG8.4, « Négociation », et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.
- 3) L'envoi d'un avis écrit conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 par l'entrepreneur n'aura pas pour effet de dégager pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
- 4) Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada donne à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
- 5) Nulle disposition de la CG8 n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la CG6.2, « Changements des conditions du sous-sol ».

#### **CG8.4 NÉGOCIATION**

- 1) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé à l'alinéa 2) de la CG8.3 ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
- 2) Si les représentants visés à l'alinéa 1) de la CG8.4 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les 10 jours ouvrables afin de régler les questions non résolues, les parties font appel à un deuxième niveau de négociation impliquant un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
- 3) Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les 30 jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, à l'expiration de cette période envoyer au Canada un avis écrit conformément à la CG2.3,

« Avis », dans les 10 jours ouvrables qui suivent cette date, et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.

- 4) Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG8.3, « Avis de différend », et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

### **CG8.5 MÉDIATION**

- 1) Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », cette médiation doit se dérouler conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends ».
- 2) Si aucun médiateur de projet n'a été antérieurement nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties nomment un médiateur de projet conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends », dès qu'un avis de demande de médiation a été donné aux termes de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation ».
- 3) Si le différend n'est pas résolu:
  - a) dans les 10 jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes de l'alinéa 2) de la CG8.5, dans le cas où aucun médiateur n'a été préalablement nommé;
  - b) dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé; ou
  - c) dans tout autre délai prolongé d'un commun accord des parties; le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en avisant les parties par écrit de la date d'effet de la cessation de la médiation.

### **CG8.6 CONFIDENTIALITÉ**

- 1) Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés par les parties et leurs représentants, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et d'une manière confidentielle. Toutefois, la recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée lors d'un interrogatoire judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre d'une procédure de règlement extrajudiciaire des différends.

### **CG8.7 RÈGLEMENT**

- 1) Tout accord de règlement portant sur la totalité ou une partie d'un différend et conclu par quelque moyen que ce soit, est constaté par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

### **CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS**

#### **CG8.8.1 Interprétation**

Dans les présentes règles

- 1) « coordonnateur » signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

#### **CG8.8.2 Application**

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

#### **CG8.8.3 Communication**

- 1) Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3, « Avis ».

#### **CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet**

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le « médiateur de projet ») pour diriger une médiation conformément aux présentes, de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent un contrat avec le médiateur de projet, lequel est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et est agréé par les parties.
- 2) À défaut de désigner un médiateur de projet conformément à l'alinéa 1) de la CG8.8.4, celui-ci est désigné par les parties dans les 17 jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la CG2.3, « Avis », demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation en la manière prévue aux présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit rencontrer les exigences requises aux fins du contrat visé à l'alinéa 1) de la CG8.8.4.
- 3) Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles transmettent au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de 2 jours:
  - a) une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu de l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend »
  - b) une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions encore en litige et les références pertinentes au contrat;
  - c) une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu de l'alinéa 3 de la CG8.4, « Négociation ».
- 4) Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 3a) b) et c) de la CG8.8.4 ainsi qu'une demande exigeant l'assistance d'un médiateur de projet, mutuellement acceptable aux deux parties, en conformité des présentes règles.
- 5) Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à l'alinéa 4) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que

des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs suggérés qu'ils jugent acceptables, selon un ordre de préférence. Chaque médiateur ainsi listé doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.

- 6) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à l'alinéa 5) de la CG8.8.4, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
- 7) Dans les 2 jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
- 8) En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet qu'il leur est acceptable. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
- 9) Si les parties n'ont pas antérieurement conclu un contrat avec un médiateur de projet mutuellement acceptable, le coordonnateur déploiera les efforts raisonnables pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable aux deux parties, qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
- 10) En cas de réussite des négociations visées à l'alinéa 9) de la CG8.8.4, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.
- 11) À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à l'alinéa 10) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à l'alinéa 3) de la CG8.8.4.

#### **CG8.8.5 Confidentialité**

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG8.8.5 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
- 2) La recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée dans le cadre d'une procédure arbitrale ou judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre du processus de médiation.
- 3) Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une séance de médiation.
- 4) Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.

- 5) L'échange de tout renseignement pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, est sous toute réserve et lesdits renseignements sont considérés par les parties et leurs représentants comme étant confidentiels, sauf disposition contraire de la loi.

#### **CG8.8.6 Date et lieu de la médiation**

- 1) Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des séances de médiation le plus tôt possible, tenant compte que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que 10 jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

#### **CG8.8.7 Représentation**

- 1) Lors d'une séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.
- 2) Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de finaliser un arrangement à l'amiable.

#### **CG8.8.8 Procédures**

- 1) Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite, pendant la médiation. Cet échange se fait au plus tard 2 jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
- 2) Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement, pendant une séance de médiation, s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.
- 3) Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de 10 jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

#### **CG8.8.9 Accord de règlement**

- 1) Les parties consignent par écrit tout accord de règlement qu'elles ont conclu, avec suffisamment de détails afin que les parties comprennent clairement:
  - a) les questions réglées,
  - b) les obligations assumées par chaque partie, incluant les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées,
  - c) les conséquences de l'omission d'observer l'accord conclu par les parties.
- 2) Les parties conviennent d'exécuter l'accord de règlement dans les meilleurs délais et, à tout le moins, dans les délais prévus par l'accord de règlement.

**CG8.8.10 Fin de la médiation**

- 1) L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune d'elles un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 2) Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la négociation par voie de médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 3) Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les 10 jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

**CG8.8.11 Frais**

- 1) Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

**CG8.8.12 Procédures subséquentes**

- 1) Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,
  - a) un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure,
  - b) des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige,
  - c) un aveu fait par une partie, pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti,
  - d) le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2) Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci, dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3) Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
  - a) à son rôle dans la médiation,
  - b) aux questions en litige dans la médiation, dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

**CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE****CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE****CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE****CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE**

- 1) L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les quatorze (14) jours suivant la réception d'un avis confirmant que le Canada accepte son offre, obtenir et déposer auprès du Canada une garantie contractuelle sous l'une ou plusieurs des formes prescrites dans la clause CG9.2 (TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE).
- 2) Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie doit être conservée et traitée conformément à la clause CG5.13 (REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE) et à la clause CG7.4 (DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE).
- 3) Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux.
- 4) Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.

**CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE**

- 1) L'entrepreneur doit déposer auprès du Canada soit a) soit b) :
  - a) un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50 % du montant du contrat;
  - b) un dépôt de garantie ou une lettre de crédit irrévocable représentant au moins 20 % du montant du contrat.
- 2) Le cautionnement d'exécution et le cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe 1) de la clause CG9.2 doivent être présentés sur un formulaire approuvé par le Canada et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada.
  - a) Le formulaire approuvé pour le cautionnement d'exécution est affiché sur le site Web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appS>
  - b) Le formulaire approuvé pour le cautionnement du paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est affiché sur le site Web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appS;>
  - c) La liste des compagnies de cautionnement reconnues est affichée sur le site Web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appL>

- 3) Le dépôt de garantie mentionné à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 consiste en :
- a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière agréée ou fourni par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou;
  - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de la clause CG9.2 :
- a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
  - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de la clause CG9.2;
  - c) une institution financière agréée est :
    - i. une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);
    - ii. une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
    - iii. une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
    - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
    - v. la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations mentionnées à l'alinéa 3b) de la clause CG9.2 doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être :
- a) payables au porteur;
  - b) accompagnées d'un document de transfert dûment signé de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
  - c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) La lettre de crédit irrévocable mentionnée à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 doit :

- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom :
  - i. doit verser un paiement au Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
  - ii. doit accepter et payer les lettres de change tirées par le Canada;
  - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change; ou
  - iv. autorise une autre institution financière à négocier à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées;
- b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
- c) préciser sa date d'expiration;
- d) prévoir le paiement à vue à l'ordre du receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le Canada;
- e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), version de 2007, publication de la CCI n° 600. En vertu des *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet égard;
- g) être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles, avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

**Conditions générales (CG) 10 – Assurances**

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

CG10.2 INDEMNITÉ D'ASSURANCE

**CG10.1 POLICES D'ASSURANCE**

- 1) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au Canada conformément aux exigences des « Conditions d'assurance ».
- 2) Les polices d'assurance mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.1 doivent être:
  - a) en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux « Conditions d'assurance » et
  - b) prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance ».

**CG10.2 INDEMNITE D'ASSURANCE**

- 1) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement au Canada, et
  - a) les sommes ainsi versées seront retenues par le Canada aux fins du contrat;  
ou
  - b) si le Canada en décide ainsi, seront conservées par le Canada, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 2) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
- 3) Si le Canada choisit conformément à l'alinéa 1) de la CG10.2 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et du Canada relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre:
  - a) le total du montant des pertes ou dommages subis par le Canada, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et leur emplacement et de toute autre somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément au sous-alinéa 1)b) de la CG10.2,
  - b) l'ensemble des sommes payables par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 4) Toute différence établie conformément à l'alinéa 3) de la CG10.2 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.

- 5) Suite au paiement prévu à l'alinéa 4) de la CG10.2, le Canada et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, mais seulement à l'égard de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée à l'alinéa 3) de la CG10.2.
- 6) S'il n'est pas exercé de choix en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG10.2, l'entrepreneur, sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, déblaie et nettoie les travaux et leur emplacement et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 7) Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues à l'alinéa 6) de la CG10.2, le Canada lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.2 et à même lesdites sommes, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 8) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, tout paiement par le Canada en exécution des obligations prévue à l'alinéa 7) de la CG10.2 est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100p. 100 du montant réclamé, nonobstant les sous-alinéas 3)a) et 3)b) de la CG5.4, « Paiement progressif ».



## Annexe « E »

# SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES & PLANS



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

## **Meeting Room Modernization**

**Greenhouse and Processing Crops Research Centre  
2585 County Road 20  
Harrow, Ontario**

**Issue Date: 2015-11-23**

## **Project Specifications**

This page left blank intentionally.

**Consultants:**

**Architect**

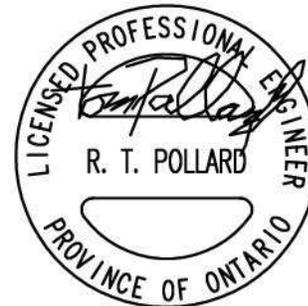
☐ Donald Ardiel Architect  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario  
N6G 4W9  
☎ (519) 850-0792  
✉ [don@ardiel.ca](mailto:don@ardiel.ca)  
Contact: Donald Ardiel



2015-11-23

**Mechanical and Electrical Engineer**

Pollard Engineering Limited  
P.O. Box 22089  
London, Ontario  
N6C 5Y3  
☎ (519) 685-2570  
✉ [tpollard@execulink.com](mailto:tpollard@execulink.com)  
Contact: Tom Pollard



2015-11-25

This page left blank intentionally.

<b>Section</b>	<b>Title</b>	<b>Pages</b>
<b>Division Zero</b>		
Section 00 01 07	Professional Seals	1
<b>Division One</b>		
Section 01 11 01	Summary of Work	2
Section 01 11 01	General Instructions – Minor Works	6
Section 01 35 29	Health and Safety Requirements	2
Section 01 45 00	Quality Control	2
<b>Division Two</b>		
Section 02 41 99	Demolition for Minor Works	2
<b>Division Three</b>		
Section 03 54 00	Floor Preparation and Self-leveling Underlayment	2
<b>Division Seven</b>		
Section 07 92 00	Joint Sealants	3
<b>Division Eight</b>		
Section 08 11 13	Steel Hollow Metal Frames	2
Section 08 14 11	Wood Doors	1
Section 08 42 40	Sliding Aluminum Entrance System	6
Section 08 80 00	Glazing	2
<b>Division Nine</b>		
Section 09 21 99	Partitions for Minor Works	5
Section 09 51 10	Acoustic Panel Ceiling	2
Section 09 65 16	Resilient Tile Flooring	3
Section 09 91 23	Interior Painting and Repainting	8

## **Drawings**

### **Architectural**

A.0	Notes, Key Plan
A.1	Floor and Demolition Plans
A.2	Reflected Ceiling Plan and Floor Pattern Plan
A.3	Sections
A.4	Sections
A.5	Room Elevations
A.6	Room Elevations
A.7	Room Elevations

### **Mechanical**

M.1	Floor Plan Mechanical
M.2	Notes and Schedules

### **Electrical**

E.1	Floor Plan Lighting
E.2	Floor Plan Power
E.3	Notes and Schedules

---

PART 1 - GENERAL

- 1.1 PRECEDENCE .1 For Federal Government projects, Division 01 Sections take precedence over technical specification sections in other Divisions of this Project Manual.
- 1.2 WORK COVERED BY CONTRACT DOCUMENTS .1 Work of this Contract comprises modernization of a suite of meeting and training rooms in existing space. The building is located at 2585 County Road 20, Harrow Ontario. Work includes, but is not limited to:
- .1 removal of existing floor tile and adhesive, lay-in tile ceiling system, mechanical distribution system, and electrical components.
  - .2 installation of new flooring, partitions, ceiling systems, doors and frames, painting, mechanical distribution system and electrical and data system components.
- .2 Work excluded from the scope of this contract includes:
- .1 installation of data cabling and connectors.
- 1.3 CONTRACT METHOD .1 Construct Work under single, stipulated price contract.
- 1.4 WORK COORDINATION .1 Construct Work to accommodate Owner's use of premises, including access to and through the front entrance and access to offices and laboratories.
- 1.5 CONTRACTOR USE OF PREMISES .1 Contractor shall limit use of premises for Work, for limited storage, and for access, to allow;
- .1 Owner occupancy.
  - .2 Work by other contractors.
- .2 Coordinate use of premises under direction of Departmental Representative.
- .3 Obtain and pay for use of additional storage or work areas needed for operations under this Contract.
- 1.6 OWNER OCCUPANCY .1 Owner will occupy premises during entire construction period for execution of normal operations. Access to exits is not to be obstructed during construction.
- .2 Cooperate with Owner in scheduling operations to minimize conflict and to facilitate Owner usage.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 NOT USED .1 Not used.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 NOT USED .1 Not used.

END OF SECTION

This page left blank intentionally.

## PART 1 - GENERAL

### 1.1 MINIMUM STANDARDS

- .1 Execute work to meet or exceed:
  - .1 National Building Code of Canada 2010, National Fire Code of Canada 2010, Ontario Building Code 2012 and any other code of provincial or local application, including all amendments up to project date, provided that in any case of conflict or discrepancy, the more stringent requirements shall apply.
  - .2 Rules and regulations of authorities having jurisdiction.
  - .3 Fire Commissioner of Canada, No. 301, Standard for Construction Operations, and No. 302, Occupational Safety and Health, Chapter 3-6, Feb. 1992.
  - .4 Observe and enforce construction safety measures required by National Building Code, Part 8 Safety Measures at Construction and Demolition Sites, Occupational Health and Safety Act and Regulations for Construction Projects, Revised Statutes of Ontario 1990, Chapter O.1 as amended, O. Reg. 213/91 as amended by O. Reg. 631/94, O. Reg. 143/99, O. Reg. 571/99, O. Reg. 145/00, O. Reg. 527/00, R.R.O. 1990, Reg. 834, O. Reg. 278/05 (Asbestos), Workplace Safety and Insurance Board and municipal statutes and authorities.
  - .5 Environmental Protection Act, O. Reg. 102/94 and O. Reg. 103/94.

### 1.2 AUTHORITIES HAVING JURISDICTION

- .1 The Fire Commissioner of Canada is the sole authority having jurisdiction over this project with regards fire standards.
- .2 Fire Testing requirements are for ULC or WHI listed and labeled products.
- .3 Substitution of ULI or other Fire testing reports for required ULC and WHI testing is acceptable to the Departmental Representative only if the issuing organization is accredited and listed in the "Directory of Accredited Certification Organizations (CAN-P-1505C), 1993" published by the Standards Council of Canada, 1-800-267-8220. Testing shall be to the Canadian standards and the tested products shall bear the appropriate label approved by the Fire Commissioner of Canada.
- .4 Submit 3 copies of test reports under the letterhead of the accredited organization to the Departmental Representative.

### 1.3 SAFETY PLANS FOR WORK ORDERS

- .1 Provide a Fire Safety Plan, specific to the work location, in accordance with NBC 2010, Division B, Part 8, Article 8.1.1.1 and NFC 2010, Division B, Part 2, subsection 2.8.2 prior to commencement of work. The plan shall be coordinated with, and integrated into, the existing Facility Emergency Procedures and Evacuation Plan in place at the site. Departmental Representative will provide Facility Emergency Procedures and Evacuation Plan. Deliver two copies of the Fire Safety Plan to the Departmental Representative not later than 14 days before commencing work.
- .2 On award of Contract, submit to Departmental Representative, two copies of Contractor's and sub-contractors':
  - .1 Site Specific Safety Plan.
  - .2 Safety Communication Plan.
  - .3 Emergency Procedures Plan.

- 
- 1.4 TAXES .1 Pay applicable Federal, Provincial and Municipal taxes.
- 1.5 FEES, PERMITS, CERTIFICATES AND LETTERS .1 Provide authorities having jurisdiction with information requested.  
.2 Pay fees and obtain certificates, permits and letters required.  
.3 Obtain Fire Commissioner of Canada Inspection Letter of Deficiencies from Departmental Representative. Submit a copy of the FCC letter with a list of remedial measures taken to correct deficiencies.  
.4 Furnish certificates, permits and letters when requested.
- 1.6 EXAMINATION .1 Examine existing conditions and determine conditions affecting work.
- 1.7 DOCUMENTS .1 Keep one copy of contract documents and shop drawings on the site.
- 1.8 SUBMITTALS PROCEDURES .1 Submit number of hard copies specified for each type and format of submittal and in also submit in electronic format as pdf files. Forward pdf files on CD, USB or through email.
- 1.9 CONTRACTOR'S AS-BUILT DRAWINGS AND SPECIFICATIONS .1 As work progresses, neatly record significant deviations from the Contract drawings and specifications using fine, red marker on full size white prints and specifications. Make the same changes on the electronic files.  
.2 Neatly print lettering and numbers in size to match original. Lines may be drawn free-hand but shall be neat and accurate. Add at each title block note: "AS BUILT". Also circle on List of Drawings each title and number of drawing marked with "AS-BUILT" information. Circle on Table of Contents each specification section number and title of specification sections marked with "AS-BUILT" information.  
.3 Record following significant deviations:  
.1 Significant deviations which are concealed in construction and can not be identified by visual inspection.  
.2 Alternative materials and systems installed replacing original materials and systems specified by trade name.  
.4 Turn one set, paper copy and electronic copy, of AS-BUILT drawings and specifications over to Departmental Representative on completion of work.  
.5 If project is completed without significant deviations from Contract drawings and specifications submit to Departmental Representative one set of drawings and specifications marked "AS-BUILT".
- 1.10 OPERATIONS AND MAINTENANCE DATA .1 On completion of project submit to Departmental Representative 2 copies of Operations and Maintenance Data assembled in 2 255 x 295 mm vinyl-covered, 3-ring, loose-leaf binders with title sheet labeled "Fire Stopping Materials and Instructions - 2013", project title, date and list of contents. Organize content into applicable sections between hard paper dividers with labeled tabs as necessary.  
.2 Include in each binder warranties and guarantees in form approved by Departmental Representative and suppliers' names and addresses, names, addresses and phone numbers of sub-contractors and suppliers, list of materials with names of manufacturer and source of supply. Neatly type lists and rates. Use clear drawings, diagrams or manufacturer's

literature.

1.11 SHOP DRAWINGS  
AND PRODUCT DATA  
SHEETS

- .1 Prior to submission check and certify as correct, shop drawings and product data sheets. Issue to Departmental Representative each submission at least 14 days before dates reviewed submission will be needed.
- .2 Submission two copies of WHMIS MSDS – Material Safety Data Sheets for each product used in fire stopping assembly and/or materials.
- .3 Where technical sections specify that shop drawings bear the stamp of a Registered Professional Engineer, the Engineer must be registered in the Province of Ontario.
- .4 Submit 3 prints and 1 electronic copy of product data sheets or brochures for requirements requested in specification Sections and as requested by Departmental Representative where shop drawings will not be prepared due to standardized manufacture of product.
- .5 The review of shop drawings and product data sheets by Agriculture and Agri-Food Canada (AAFC) is for sole purpose of ascertaining conformance with general concept. This review shall not mean that AAFC approves detail design inherent in shop drawings, responsibility for which shall remain with Contractor submitting same, and such review shall not relieve Contractor of responsibility for errors or omissions in shop drawings or of responsibility for meeting all requirements of construction and Contract Documents. Without restricting generality of foregoing, Contractor is responsible for dimensions to be confirmed and correlated at job site, for information that pertains solely to fabrication processes or to techniques of construction and installation and for co-ordination of Work of all sub-trades.
- .6 Submit 3 prints and 1 electronic of product data sheets for standard manufactured items. Indicate VOC's in g/l for adhesives, primers, sealants, paints, curing and sealing compounds, sealers, particleboard, plywood, preserved wood, and any other product that emits more than 25 g/l VOC during application, curing, initial off gassing or end use.
- .7 Responsibility for errors, omissions or deviations from requirements of Contract Documents is not relieved by Departmental Representative's review of submittals.

1.12 DESIGN DATA,  
TEST REPORTS,  
CERTIFICATES,  
MANUFACTURER'S  
INSTRUCTIONS,  
MANUFACTURER'S  
FIELD REPORTS

- .1 Prior to submission check and certify as correct each submission. Issue to Departmental Representative each submission at least 14 days before reviewed submission will be needed.
- .2 Submit 3 white print copies of each item requested.
- .3 For products bearing the 'Ecologo' of the Environmental Choice Program, Environment Canada, Canadian Environmental Protection Act, Environmental Choice Product Guidelines:
  - .1 Submit two copies of the licensing criteria statements and the verification of compliance with Sections 3(a) and 3(b) of the ECP to the Departmental Representative. For adhesives, paints, primers and sealants, cleaners and degreasers, floor polishes, water borne surface coatings, indicate VOC in g/l.
  - .2 Alternatively, material in original containers bearing the 'Ecologo' or products bearing the 'Ecologo' will satisfy this requirement.
- .4 Responsibility for errors, omissions or deviations from requirements of Contract Documents is not relieved by Departmental Representative's review of submittals.

1.13 SAMPLES

- .1 Submit duplicate samples of fire stopping materials.

---

	.2	Identify manufacturer's name and product.
	.3	Installed work shall match reviewed sample.
<u>1.14 ADDITIONAL DRAWINGS</u>	.1	Departmental Representative may furnish additional drawings to clarify work.
	.2	Such drawings become part of Contract Documents.
<u>1.15 PROTECTION</u>	.1	Protect existing work from damage.
	.2	Replace damaged existing work with material and finish to match original.
	.3	Move furniture and fittings and replace following completion of each work period.
	.4	Cover furniture and fittings prior to commencing work.
	.5	Remove coverings and clean following completion of each work period.
<u>1.16 EXISTING SERVICES</u>	.1	Establish location, protect and maintain existing utility lines.
	.2	Maintain existing services in occupied areas.
	.3	Use designated existing sanitary facilities.
	.4	Use existing water and electrical services at no cost.
	.5	Use elevator designated, protect walls from damage.
<u>1.17 TEMPORARY FACILITIES AND SERVICES</u>	.1	Provide and maintain temporary facilities and services required to carry out work.
	.2	Remove temporary facilities and services on completion of work.
<u>1.18 MATERIAL AND EQUIPMENT</u>	.1	Use new products unless otherwise specified.
	.2	Deliver and store material and equipment to manufacturer's instructions with manufacturer's labels and seals intact.
	.3	When material or equipment is specified by standard or performance specifications, upon request of Departmental Representative, obtain from manufacturer an independent testing laboratory report, stating that material or equipment meets or exceeds specified requirements.
<u>1.19 FASTENINGS</u>	.1	Provide fastenings of type, size and spacing required to assure secure anchorage.
	.2	Obtain Departmental Representative's permission before using explosive actuated fasteners.
<u>1.20 CO-ORDINATION AND CO-OPERATION</u>	.1	Site, building and work areas will be occupied during execution of work.
	.2	Execute work with minimum disturbance to occupants, public and normal use of site, building, and work areas..
<u>1.21 INSPECTION AND TESTING</u>	.1	When initial tests and inspections reveal work not to contract requirements, pay for tests and inspections required by Departmental Representative on corrected work.
<u>1.22 COST BREAKDOWN</u>	.1	Within 48 hours of notification of acceptance of bid furnish a cost breakdown by Section aggregating contract price.
	.2	Show separately cost of equipment purchased exempt from Ontario Retail Sales Tax under your Ontario Sales Tax license number.

---

	.3	Within 48 hours of acceptance of bid submit a list of subcontractors.
<u>1.23 SCHEDULING</u>	.1	On award of contract submit bar chart construction schedule for work, indicating anticipated progress stages within time of completion. When schedule has been reviewed by the Departmental Representative take necessary measures to complete work within scheduled time. Do not change schedule without notifying Departmental Representative.
	.2	Carry out work Monday to Friday from 8:00 to 16:00 hours.
	.3	Carry out noise generating work Monday to Friday from 17:00 to 22:00 hours.
	.4	Interior painting of washrooms, service areas, new space or unoccupied space may be carried out during normal working hours.
	.1	Provide continuous ventilation during and after application of paint. Run ventilation system 24 hours per day during installation at 30% outside air; provide continuous ventilation for 7 days after completion of application of paint.
<u>1.24 CLEANING</u>	.1	Maintain project free of accumulated waste and rubbish.
	.2	Final cleaning:
	.1	Remove temporary protection.
	.2	Remove dust, dirt and foreign matter from surfaces. HEPA vacuum interior surfaces.
	.3	Broom clean paved exterior surfaces, rake clean other exterior surfaces.
<u>1.25 CONSTRUCTION &amp; DEMOLITION WASTE</u>	.1	Carefully deconstruct and source separate materials/equipment and divert from D&C waste destined for landfill to maximum extent possible.
	.2	Contractor is allowed to remove material from AAFC site only with AAFC approval.
	.3	Provide facilities for collection, handling and storage of source separated wastes.
<u>1.26 ASBESTOS DISCOVERY</u>	.1	If during alteration work existing asbestos material is discovered (e.g. fireproofing, acoustic or thermal insulation, pipe or tank covering) stop work and immediately notify Departmental Representative. Do not remove any existing material containing asbestos fibres.
<u>1.27 DESIGNATED SUBSTANCES</u>	.1	The project site has been surveyed for the presence of designated substances referred to in the Occupational Health and Safety Act and Regulations for Construction Projects, O.Reg. 213/91 as amended.
	.2	The Designated Substances Survey will be available from the Owner.
<u>1.28 SPECIAL PROTECTION AND PRECAUTIONS</u>	.1	Comply with the requirements of the Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage, and disposal of hazardous materials; and regarding labeling and the provision of material safety data sheets acceptable to HRSDC - Labour Program.
<u>1.29 IAQ - INDOOR AIR QUALITY</u>	.1	Comply with CSA Z204-94(R1999), Guideline for Managing Indoor Air Quality in Office Buildings.

1.30 POLLUTION  
CONTROL

- .1 Spills of deleterious substances:
  - .1 Immediately contain, limit spread and clean up in accordance with provincial regulatory requirements.
  - .2 Report immediately to Ontario Spills Action Centre:  
1-800-268-6060.
  - .3 Further information on dangerous goods emergency cleanup and precautions including a list of companies performing this work can be obtained from the Transport Canada 24-hour number (613) 996-6666 collect.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

## PART 1 - GENERAL

### 1.1 REFERENCES

- .1 National Building Code 2010 (NBC):
  - .1 NBC 2010, Division B, Part 8 Safety Measures at Construction and Demolition Sites.
- .3 National Fire Code 2010 (NFC):
  - .1 NFC 2005, Division B, Part 2 Emergency Planning, subsection 2.8.2 Fire Safety Plan.
- .4 Province of Ontario:
  - .1 Occupational Health and Safety Act Revised Statutes of Ontario 1990, Chapter O.1 as amended, and Regulations for Construction Projects, O. Reg. 213/91 as amended.
  - .2 Workplace Safety and Insurance Act, 1997.
  - .3 Municipal statutes and authorities.
- .5 Fire Commissioner of Canada (FCC):
  - .1 FC-301 Standard for Construction Operations, June 1982.

### 1.2 SUBMITTALS

- .1 Make submittals in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Submit site-specific Health and Safety Plan: Within 7 days after date of Notice to Proceed and prior to commencement of Work. Health and Safety Plan must include:
  - .1 Results of site specific safety hazard assessment.
  - .2 Results of safety and health risk or hazard analysis for site tasks and operations found in work plan.
  - .3 Measures and controls to be implemented to address identified safety hazards and risks.
- .3 Departmental Representative will review Contractor's site-specific Health and Safety Plan and provide comments to Contractor within 5 days after receipt of plan. Revise plan as appropriate and resubmit plan to Departmental Representative within 5 days after receipt of comments from Departmental Representative.
- .4 Departmental Representative's review of Contractor's final Health and Safety plan should not be construed as approval and does not reduce the Contractor's overall responsibility for construction Health and Safety.
- .5 Submit names of personnel and alternates responsible for site safety and health.
- .6 Submit copies of orders, directions or reports issued by health and safety inspectors of the authorities having jurisdiction.
- .7 Submit copies of incident and accident reports.
- .8 Submit Material Safety Data Sheets (MSDS) in accordance with Section 01 11 01.
- .9 Submit Workplace Safety and Insurance Board (WSIB)- Experience Rating Report.

### 1.3 SAFETY ASSESSMENT

- .1 Perform site specific safety hazard assessment related to project.

1.4 REGULATORY  
REQUIREMENTS

- .1 Comply with the Acts and regulations of the Province of Ontario.
- .2 Comply with specified standards and regulations to ensure safe operations at site.

1.5 PROJECT/SITE  
CONDITIONS

- .1 Refer to the Designated Substances Report for a list of all designated substances on the site.

1.6 COMPLIANCE  
REQUIREMENTS

- .1 Comply with Ontario Occupational Health and Safety Act, R.S.O. 1990 Chapter 0.1, as amended.

1.7 RESPONSIBILITY

- .1 Be responsible for health and safety of persons on site, safety of property on site and for protection of persons adjacent to site and environment to extent that they may be affected by conduct of Work.
- .2 Comply with and enforce compliance by employees with safety requirements of Contract Documents, applicable federal, provincial, territorial and local statutes, regulations, and ordinances, and with site-specific Health and Safety Plan.
- .3 Where applicable the Contractor shall be designated "Constructor", as defined by Occupational Health and Safety Act for the Province of Ontario.

1.8 UNFORSEEN  
HAZARDS

- .1 Should any unforeseen or peculiar safety-related factor, hazard, or condition become evident during performance of Work, immediately stop work and advise Departmental Representative verbally and in writing.
- .2 Follow procedures in place for Employees Right to Refuse Work as specified in the Occupational Health and Safety Act for the Province of Ontario.

1.9 CORRECTION OF  
NON-COMPLIANCE

- .1 Immediately address health and safety non-compliance issues identified by authority having jurisdiction or by Departmental Representative.
- .2 Provide Departmental Representative with written report of action taken to correct non-compliance of health and safety issues identified.
- .3 Departmental Representative may stop Work if non-compliance of health and safety regulations is not corrected.

1.10 WORK STOPPAGE

- .1 Give precedence to safety and health of public and site personnel and protection of environment over cost and schedule considerations for Work.
- .2 Assign responsibility and obligation to Competent Supervisor to stop or start Work when, at Competent Supervisor's discretion, it is necessary or advisable for reasons of health or safety. Departmental Representative may also stop Work for health and safety considerations.

PART 2 – PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

**END OF SECTION**

PART 1 - GENERAL

1.1 SECTION  
INCLUDES

- .1 Inspection and testing, administrative and enforcement requirements.
- .2 Tests and mix designs.
- .3 Equipment and system adjust and balance.

1.2 INSPECTION

- .1 Allow Departmental Representative access to Work. If part of Work is in preparation at locations other than Place of Work, allow access to such Work whenever it is in progress.
- .2 Give timely notice requesting inspection if Work is designated for special tests, inspections or approvals by Departmental Representative instructions, or law of Place of Work.
- .3 If Contractor covers or permits to be covered Work that has been designated for special tests, inspections or approvals before such is made, uncover such Work, have inspections or tests satisfactorily completed and make good such Work.
- .4 Departmental Representative may order any part of Work to be examined if Work is suspected to be not in accordance with Contract Documents. If, upon examination such work is found not in accordance with Contract Documents, correct such Work and pay cost of examination and correction. If such Work is found in accordance with Contract Documents, Departmental Representative shall pay cost of examination and replacement.

1.3 PROCEDURES

- .1 Notify appropriate agency and Departmental Representative in advance of requirement for tests, in order that attendance arrangements can be made.
- .2 Submit samples and/or materials required for testing, as specifically requested in specifications. Submit with reasonable promptness and in an orderly sequence so as not to cause delay in Work.
- .3 Provide labour and facilities to obtain and handle samples and materials on site. Provide sufficient space to store and cure test samples.

1.7 REJECTED WORK

- .1 Remove defective Work, whether result of poor workmanship, use of defective products or damage and whether incorporated in Work or not, which has been rejected by Departmental Representative as failing to conform to Contract Documents. Replace or re-execute in accordance with Contract Documents.
- .2 Make good other Contractor's work damaged by such removals or replacements promptly.
- .3 If in the opinion of Departmental Representative it is not expedient to correct defective Work or Work not performed in accordance with Contract Documents, Departmental Representative may deduct from Contract Amount difference in value between Work performed and that called for by Contract Documents, amount of which shall be determined by Departmental Representative.

---

<u>1.12 EQUIPMENT AND SYSTEMS</u>	.1	Submit testing, adjusting and balancing reports for mechanical, electrical and building equipment systems.
	.2	Submit Commissioning/Closing Documentation in accordance with Section 01 11 01.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED .1 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED .1 Not Used.

END OF SECTION

**Part 1 GENERAL**

**1.1 REFERENCES**

- .1 National Building Code of Canada (NBC), Part 8 - Safety Measures at Construction and Demolition Sites (2010).
- .2 Comply with any safety measures required by local authority(ies) having jurisdiction.
- .3 CSA International:
  - .1 CSA S350-M1980(R2003), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.

**1.2 SITE CONDITIONS**

- .1 If material resembling spray or trowel-applied asbestos or other designated substance be encountered, stop work, take preventative measures, and notify Consultant immediately.
  - .1 Proceed only after receipt of written instructions has been received from Consultant.
- .2 Notify Consultant before disrupting building access or services.

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 NOT USED**

**Part 3 EXECUTION**

**3.1 EXAMINATION**

- .1 Inspect building with Consultant and verify extent and location of items designated for removal, disposal, alternative disposal, recycling, salvage and items to remain.
- .2 Locate and protect utilities. Preserve active utilities traversing site in operating condition.
- .3 Notify and obtain approval of utility companies before starting demolition.

**3.2 PROTECTION**

- .1 Keep noise, dust, and inconvenience to occupants to minimum.
- .2 Protect building systems, services and equipment.
- .3 Provide temporary dust screens, covers, railings, supports and other protection as required.

**3.3 PREPARATION**

- .1 Protection of In-Place Conditions:
  - .1 Prevent damage to adjacent structures, utilities, landscaping features and parts of building to remain in place.
  - .2 Keep noise, dust, and inconvenience to occupants to minimum.
  - .3 Protect building systems, services and equipment.
  - .4 Provide temporary dust screens, covers, railings, supports and other protection as required.

.5 Do Work in accordance with Section 01 11 01.

**3.4 CLEANING**

.1 Progress Cleaning: clean in accordance with Section 01 11 01.

.1 Leave Work area clean at end of each day.

.2 Final Cleaning: upon completion remove surplus materials, rubbish, tools and equipment in accordance with Section 01 11 01.

.3 Refer to demolition drawings and specifications for items to be salvaged for reuse.

.4 Waste Management: separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 11 01.

.1 Remove recycling containers and bins from site and dispose of materials at appropriate facility.

END OF SECTION

## **Part 1 General**

### **1.1 SECTION INCLUDES**

- .1 It is the intent that the work of this section is the entire scope of work to prepare all existing floor finishes to receive final finish flooring.
- .2 The intent of this section is that a single subcontractor is engaged by the general contractor to carry out all floor repair and preparation prior to the commencement of the main body work.
- .3 The scope of work is to include, but not be limited to:
  - .1 Removal of file tile adhesive through mechanical grinding or other means acceptable to the Departmental Representative and the finish flooring manufacture's representative.
  - .2 Concrete or grout infill of slab-on-grade where concrete has been cut and removed for installation of new conduit and electrical floor boxes .
  - .3 Infill of all cracks and slab damages.
  - .4 Levelling of low areas as may be required for the installation self-levelling underlayment and finish flooring.
  - .5 All work to prepare the floor shall be completed as one scope of work and the finish of the floor shall be resilient to withstand general interior construction activities.

### **1.2 QUALITY ASSURANCE**

- .1 Applicator Qualifications: Company specializing in performing the work of this section with minimum three (3) years documented experience and approved by the manufacturer.

### **1.3 ENVIRONMENTAL REQUIREMENTS**

- .1 Do not install underlayment until floor penetrations and peripheral work are complete.
- .2 Maintain minimum ambient temperatures of 10 degrees C 24 hours before, during and 72 hours after installation of underlayment.
- .3 During the curing process, ventilate spaces to remove excess moisture.

## **Part 2 Products**

### **2.1 MANUFACTURERS**

- .1 Underlayment System:
  - .1 Underlayment: Ardex GS-4 Self-Levelling Repair Underlayment for concrete, distressed gypsum, and wood subfloors.
  - .2 Primer: Ardex P 51 Primer
  - .3 Finish: Ardex Feather Finish self-drying, cement-based finishing underlayment.
  - .4 Approved equal underlayment system may be provided.

### **2.2 MATERIALS**

- .1 Underlayment: Gypsum based mix.
- .2 Water: Potable and not detrimental to underlayment mix materials.
- .3 Primer: Manufacturer's recommended type.
- .4 Joint and Crack Filler: Latex based.

- .5 Mesh Reinforcement: Galvanized diamond metal lath, 3.4 lb/sq yd if recommended by manufacturer for specific installation.

### **2.3 MIXING**

- .1 Site mix materials in accordance with manufacturer's written instructions.
- .2 Mix to self-levelling consistency.

## **Part 3 EXECUTION**

### **3.1 EXAMINATION**

- .1 Verify that substrate surfaces are clean, dry, unfrozen, do not contain petroleum bi-products, or other compounds detrimental to underlayment material bond to substrate.

### **3.2 PREPARATION**

- .1 Where manufacturer's recommended maximum thickness of self-levelling underlayment system is insufficient to level floor, use addition plywood subfloor of appropriate thickness to bring the floor to be levelled within manufacturer's tolerances.
- .2 Remove substrate surface irregularities. Fill voids and deck joints with filler. Finish smooth.
- .3 Vacuum clean surfaces.
- .4 Prime substrate to manufacturer's written instructions. Allow to dry.
- .5 Close floor openings.

### **3.3 APPLICATION**

- .1 Install underlayment and mesh reinforcement to manufacturer's instructions.
- .2 Place to minimum 1/8 inch thickness and maximum thickness as recommended by manufacturer.
- .3 Place before partition installation.
- .4 Transition to existing floor surface; use stiff mix to slope to align with existing floor.

### **3.4 CURING**

- .1 Air cure to manufacturer's written instructions.

### **3.5 APPLICATION TOLERANCE**

- .1 Top Surface: Level to 3mm (1/8 inch) in 3048mm (10 ft.).

### **3.6 PROTECTION OF FINISHED WORK**

- .1 Do not permit traffic over unprotected floor underlayment surfaces.

### **3.7 SCHEDULES**

- .1 Refer to demolition drawing and floor finish drawing for locations of demolition and new flooring installation.

## PART 1 - GENERAL

### 1.1 SECTION INCLUDES

- .1 Materials, preparation and application for caulking and sealants.

### 1.2 REFERENCES

- .1 American Society for Testing and Materials International, (ASTM)
  - .1 ASTM C919-12, Standard Practice for Use of Sealants in Acoustical Applications.
  - .2 ASTM C920-11, Standard Specification for Elastomeric Joint Sealants.
- .2 Canadian General Standards Board (CGSB)
  - .1 CGSB 19-GP-5M-[1984], Sealing Compound, One Component, Acrylic Base, Solvent Curing (Issue of 1976 reaffirmed, incorporating Amendment No. 1).
  - .2 CAN/CGSB-19.13-[M87], Sealing Compound, One-component, Elastomeric, Chemical Curing.
- .3 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS)
  - .1 Material Safety Data Sheets (MSDS).

### 1.3 SUBMITTALS

- .1 Submit product data in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Manufacturer's product to describe.
  - .1 Caulking compound.
  - .2 Primers.
  - .3 Sealing compound, each type, including compatibility when different sealants are in contact with each other.
- .4 Submit manufacturer's instructions in accordance with Section 01 11 01.
  - .1 Instructions to include installation instructions for each product used.

### 1.5 DELIVERY, STORAGE, AND HANDLING

- .1 Deliver, handle, store and protect materials in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Deliver and store materials in original wrappings and containers with manufacturer's seals and labels, intact. Protect from freezing, moisture, water and contact with ground or floor.

### 1.7 PROJECT CONDITIONS

- .1 Environmental Limitations:
  - .1 Do not proceed with installation of joint sealants under following conditions:
    - .1 When ambient and substrate temperature conditions are outside limits permitted by joint sealant manufacturer or are below 4.4°C.
    - .2 When joint substrates are wet.
- .2 Joint-Width Conditions:
  - .1 Do not proceed with installation of joint sealants where joint widths are less than those allowed by joint sealant manufacturer for applications indicated.
- .3 Joint-Substrate Conditions:
  - .1 Do not proceed with installation of joint sealants until contaminants capable of interfering with adhesion are removed from joint substrates.

## PART 2 - PRODUCTS

### 2.1 SEALANT MATERIALS

- .1 Do not use caulking that emits strong odours, contains toxic chemicals or is not certified as mould resistant in air handling units.
- .2 When low toxicity caulks are not possible, confine usage to areas which offgas to exterior, are contained behind air barriers, or are applied several months before occupancy to maximize offgas time.
- .3 Where sealants are qualified with primers use only these primers.

### 2.2 SEALANT MATERIAL DESIGNATIONS

- .1 Acrylic Latex One Part.
  - .1 To CAN/CGSB-19.17.
- .2 Acoustical Sealant.
  - .1 To ASTM C919, primerless, Type S, Grade NS, Class 50, SWRI validated.
- .3 Preformed Compressible and Non-Compressible back-up materials.
  - .1 Polyethylene, Urethane, Neoprene or Vinyl Foam.
    - .1 Extruded open or closed cell foam backer rod.
    - .2 Size: oversize 30 to 50%.

### 2.3 SEALANT SELECTION

- .1 Perimeters of interior frames: Sealant type: Acrylic Latex One Part.
- .2 Concealed face of gypsum board on metal studs on the office side of new partitions: Sealant type: Acoustical Sealant.

### 2.4 JOINT CLEANER

- .1 Non-corrosive and non-staining type, compatible with joint forming materials and sealant recommended by sealant manufacturer.
- .2 Primer: as recommended by manufacturer.

## PART 3 - EXECUTION

### 3.1 PROTECTION

- .1 Protect installed Work of other trades from staining or contamination.

### 3.2 SURFACE PREPARATION

- .1 Examine joint sizes and conditions to establish correct depth to width relationship for installation of backup materials and sealants.
- .2 Clean bonding joint surfaces of harmful matter substances including dust, rust, oil grease, and other matter which may impair Work.
- .3 Do not apply sealants to joint surfaces treated with sealer, curing compound, water repellent, or other coatings unless tests have been performed to ensure compatibility of materials. Remove coatings as required.
- .4 Ensure joint surfaces are dry and frost free.

- .5 Prepare surfaces in accordance with manufacturer's directions.

### 3.3 PRIMING

- .1 Where necessary to prevent staining, mask adjacent surfaces prior to priming and caulking.
- .2 Prime sides of joints in accordance with sealant manufacturer's instructions immediately prior to caulking.

### 3.4 BACKUP MATERIAL

- .1 Apply bond breaker tape where required to manufacturer's instructions.
- .2 Install joint filler to achieve correct joint depth and shape, with approximately 30% compression.

### 3.5 APPLICATION

- .1 Sealant.
  - .1 Apply sealant in accordance with manufacturer's written instructions.
  - .2 Mask edges of joint where irregular surface or sensitive joint border exists to provide neat joint.
  - .3 Apply sealant in continuous beads.
  - .4 Apply sealant using gun with proper size nozzle.
  - .5 Use sufficient pressure to fill voids and joints solid.
  - .6 Form surface of sealant with full bead, smooth, free from ridges, wrinkles, sags, air pockets, embedded impurities.
  - .7 Tool exposed surfaces before skinning begins to give slightly concave shape.
  - .8 Remove excess compound promptly as work progresses and upon completion.
- .2 Curing.
  - .1 Cure sealants in accordance with sealant manufacturer's instructions.
  - .2 Do not cover up sealants until proper curing has taken place.
- .3 Cleanup.
  - .1 Clean adjacent surfaces immediately and leave Work neat and clean.
  - .2 Remove excess and droppings, using recommended cleaners as work progresses.
  - .3 Remove masking tape after initial set of sealant.

### 3.6 SCHEDULE

- .1 Interior Sealant Joint:
  - .1 Control and expansion joints on exposed interior surfaces of exterior walls.
  - .2 Perimeter joints on exposed interior surfaces of exterior openings.
  - .3 Perimeter joints between interior wall surfaces and frames of interior doors, windows, storefronts, louvers, elevator entrances and similar openings.
  - .4 Other interior joints in vertical surfaces and non-traffic horizontal surfaces subject to movement for which no other sealant is specified.

END OF SECTION

This page left blank intentionally.

**Part 1 GENERAL**

**1.1 REFERENCES**

- .1 American National Standards Institute (ANSI):
  - .1 ANSI/BHMA A156.16-2008, Auxiliary Hardware.
- .2 American Society for Testing and Materials International (ASTM):
  - .1 ASTM A568-11a/A568M-11a, Standard Specification for Steel, Sheet, Carbon, Structural, and High-Strength, Low-Alloy, Hot-Rolled and Cold-Rolled, General Requirements for.
  - .2 ASTM A653/A653M-11, Standard Specification for Steel Sheet, Zinc-Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy-Coated (Galvannealed) by the Hot-Dip Process.
  - .3 Canadian Steel Door Manufacturers Association (CSDMA)  
[www.csdma.org/english/publications.html](http://www.csdma.org/english/publications.html)
    - .1 Recommended Dimensional Standards For Commercial Steel Doors and Frames 2000.
    - .2 Recommended Selection and Usage Guide for Commercial Steel Door and Frame Products 2009.
    - .3 Recommended Specifications for Sound Retardant Steel Doors and Frames 2006.

**1.2 PRODUCT DATA SHEETS**

- .1 Submit product data sheets in accordance with Section 01 11 01.

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 MATERIALS**

- .1 Non-rated Frame:
  - .1 Welded hollow metal frame, 16ga., mitred corners, wraparound.
  - .2 Fasteners: use new wall anchorage as recommended by frame manufacturer for wall condition.
  - .3 Throat depth: 124mm. Verify dimension on site.
  - .4 Metal: tension levelled sheet steel to ASTM A568/A568M, Class 1, with ZF075 zinc coating on both sides designation to ASTM A653/A653M, minimum 30% total recycled content.
- .2 Primer: zinc rich, organic, ready mix to CAN/CGSB-1.181, Ecologo certified.
- .3 Door bumpers: to ANSI/BHMA-A156.16, type L03011.

**Part 3 EXECUTION**

**3.1 INSTALLATION**

- .1 Install frames plumb, square and level in accordance with manufacturer's instructions and templates.
- .2 Install labelled steel fire rated doors and frames to NFPA 80.
- .3 Provide even margins between doors and jambs and doors and flooring as follows:

- .1 Hinge side: 1.0 mm.
- .2 Latch side and head: 1.5 mm.
- .3 Flooring: 13 mm.
- .4 Secure anchorages and connections to adjacent construction.
- .5 Touch-up with primer scratched or damaged zinc finish.

END OF SECTION

**Part 1 GENERAL**

**1.1 PRODUCT DATA**

- .1 Architectural Woodwork Manufacturers Association of Canada (AWMAC):
  - .1 AWI/AWMAC/WI AWS-2009.
- .2 Canadian Standards Association (CSA):
  - .1 CAN/CSA-O132.2 SERIES-90(R2003,) Wood Flush Doors.

**1.2 PRODUCT DATA SHEETS**

- .1 Submit product data sheets in accordance with Sections 01 11 01.

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 MATERIALS AND FABRICATION**

**2.2 Wood doors to CAN/CSA-0132.2 Series, flush:**

- .1 Interior Type II bond adhesive plywood faced, solid, mat-formed wood particleboard core; surface suitable for paint finish.
- .2 Door bumpers: to ANSI A156.16, type L03011.

**Part 3 EXECUTION**

**3.1 INSTALLATION**

- .1 Install doors and hardware in accordance with CAN/CSA-O132.2 Series 90, Appendix A.
- .2 Provide even margins between doors and jambs and doors and flooring as follows:
  - .1 Hinge side: 1.0 mm.
  - .2 Latch side and head: 1.5 mm.
  - .3 Flooring: 13 mm.
- .3 Adjust hardware after doors installed for smooth effortless operation.

END OF SECTION

This page left blank intentionally.

## PART 1 - GENERAL

### 1.1 RELATED DOCUMENTS

- .1 Drawings and general provisions of the Contract, including General and Supplementary Conditions and Division 1 Specification Sections, apply to this Section.

### 1.2 SCOPE OF WORK OF THIS SECTION

- .1 This section includes the following types of sliding aluminum entrance systems:
  1. Interior, single manually operated sliding aluminum entrance systems with sidelite.
- .2 Related Sections:
  - .1 Division 7 Sections for caulking to the extent not specified in this section.
  - .2 Division 8 Section "Door Hardware" for hardware to the extent not specified in this Section.
  - .3 Division 16 Sections for electrical connections including conduit and wiring for automated controls systems.

### 1.3 REFERENCES

- .1 References: Comply with the version year adopted by the Authority Having Jurisdiction.
- .2 American National Standards Institute (ANSI).
  - .1 ANSI Z97.1 Standards for Safety Glazing Material Used in Buildings.
- .3 American Society for Testing and Materials (ASTM).
  - .1 ASTM B221 Standard Specification for Aluminum and Aluminum Alloy Extruded Bars, Rods, Wire, Profiles and Tubes.
  - .2 ASTM B209 Standard Specification for Aluminum and Aluminum Alloy Sheet and Plate.
- .4 American Architectural Manufacturers Association (AAMA).
  - .1 AAMA 611 Voluntary Specification for Anodized Architectural Aluminum.
- .5 National Association of Architectural Metal Manufacturers (NAAMM).
  - .1 Metal Finishes Manual for Architectural Metal Products.

### 1.4 PERFORMANCE REQUIREMENTS

- .1 General: Provide doors that have been designed and fabricated to comply with specified performance requirements, as demonstrated by testing manufacturer's corresponding standard systems.
- .2 Sliding aluminum entrance door equipment accommodates up to 220 pounds (100 kg) weight of doors.
- .3 Entrapment Force Requirements:
  - .1 Power Operated Sliding Doors: Not more than 67 N (15 lbf) required to prevent a door from closing when the door travel speed is at a rate not faster than .3 metres per second.

- .2 Sliding doors provided with a breakaway device shall require no more than 222N (50 lbf) applied 25 mm (1 ") from the leading edge of the lock stile for the breakout panel to open.

#### 1.5 SUBMITTALS

- .1 Comply with Division 01 - Submittal Procedures.
- .2 Product Data: Manufacturer's product data sheets including installation details, material descriptions, dimensions of individual components and profiles, fabrication, operational descriptions and finishes.
- .3 Shop Drawings: Submit manufacturer's shop drawings, including elevations, sections and details, indicating dimensions, materials, and fabrication of doors, frames, sidelites, hardware, finish, options and accessories.
- .4 Samples: Submit manufacturer's samples of aluminum finish.
- .5 Operating and Maintenance Manuals: Provide manufacturers operating and maintenance manuals for each item comprising the complete door opening installation in quantity as required in Division 01, Closeout Submittals. The manual to include the name, address, and contact information of the manufacturers providing the hardware and their nearest service representatives. The final copies delivered after completion of the installation test to include spare parts list.
- .6 Warranties and Maintenance: Special warranties and maintenance agreements specified in this Section.

#### 1.6 QUALITY ASSURANCE

- .1 Manufacturers Qualifications: Engage qualified manufacturers with a minimum 10 years of documented experience in manufacturing of doors and equipment of similar to that indicated for this Project and that have a proven record of successful in-service performance.
- .2 Installer Qualifications: Installers, trained by the primary product manufacturers, with a minimum 5 years documented experience installing and maintenance of units similar in material, design, and extent to that indicated for this Project and whose work has resulted in construction with a record of successful in-service performance.
- .3 Source Limitations for sliding aluminum entrance systems: Obtain each type of door, frame, and operator specified in this Section from a single source, same manufacturer unless otherwise indicated.
- .4 Emergency Exit door requirements: Comply with requirements of authorities having jurisdiction for sliding entrance doors serving as a required means of egress.

#### 1.7 PROJECT CONDITIONS

- .1 Field Measurements: Verify actual dimensions of openings to sliding aluminum entrance systems by field measurements before fabrication and indicate on shop drawings.

#### 1.8 COORDINATION

- .1 Electrical System Roughing-in: Coordinate layout and installation of automatic entrances with connections to power supplies and access control system as applicable.

## 1.9 WARRANTY

- .1 General Warranty: Reference Division 01, General Requirements. Special warranties specified in this Article shall not deprive Owner of other rights Owner may have under other provisions of the Contract Documents and shall be in addition to, and run concurrent with, other warranties made by Contractor under requirements of the Contract Documents.
- .2 Sliding aluminum entrance systems shall be free of defects in material and workmanship for a period of one (1) year from the date of substantial completion.
- .3 During the warranty period a factory-trained technician shall perform service and affect repairs.
- .4 During the warranty period all warranty work, including but not limited to emergency service, shall be performed during normal business hours.

## PART 2 - PRODUCTS

### 2.1 ACCEPTABLE PRODUCTS

- .1 Accepted Manufacturers: ASSA ABLOY Entrance Systems, Tormax Automatics, and Record Automatics (Canada).
- .2 Models – Manual:
  - .1 Besam VersaMax™ ICU/CCU Sliding Door Package; sliding aluminum door, frame, and sidelite.
  - .2 TORMAX Series TX9300 Inside Slide Door Systems (without automated controls).
  - .3 Record-USA Record-USA Series 5900 Sliding Door System.
- .4 Configurations:
  - .1 Single parting, fixed sidelite, Sliding Door System – Manual operation.
    - .1 Configuration: Single parting, two equal panel door unit with one operable leaf and one fixed sidelite units.
    - .2 Minimum Clear Door Opening Width: 1016mm (40”).
    - .3 Emergency Breakaway Capability: Sliding leaf only.
    - .4 Mounting: Overhead header installed between jambs.
  - .2 Dimensions: Confirm door package dimensions as indicated on Architectural drawings.

### 2.2 ALUMINUM DOORS AND FRAMES

- .1 Doors and Frames: Extruded Aluminum, Alloy 6063-T5.
  - .1 Door panels shall have a minimum 3.2 mm (1/4”) structural wall thickness including adjoining horizontal members and perimeter frames where applicable.
  - .2 Door Construction shall be by means of an integrated corner block with 9.5mm (3/8”) diameter all-thread through bolt from each stile.
  - .3 Glass Stops shall be 15.8 mm (5/8”) wall thickness and shall provide security function as a standard by means of a fixed non-removable exterior section with glazing to be performed from the interior only. Glazing stops that allow for glass removal from the exterior shall not be deemed as equivalent.

- .4 Bottom rails shall be provided with a concealed adjustable sweep gasket that is capable of withstanding exposure to 400° F for a minimum of 30 minutes.
- .5 Vertical Stiles shall be 54mm ( 2-1/8”).
- .6 Bottom Rails shall be 102mm (4”).
- .2 Glass: Glazing shall comply with ANSI Z97.1, thickness as indicated.
  - .1 Door Panel and Sidelite Glazing: 6mm (1/4”) tempered, unless otherwise specified.
  - .2 Glazing Installation: Dry glazing.
    - .1 See Division 8 Section Glazing for requirements.
- .3 Door Carriers: Manufacturer’s standard carrier assembly that allows vertical adjustment.
  - .1 Roller Wheels: Two (2) steel roller wheel, 55mm (2-3/16”) diameter, per active door leaf for operation over replaceable extruded nylon 6/6 track. Single journal with sealed oil impregnated bearings.
  - .2 Two (2) Self-aligning anti-risers per leaf.
- .4 Framing Members: Provide sliding aluminum entrance systems complete assemblies. Manufacturer’s standard extruded aluminum framing reinforced as required to support loads.
  - .1 Vertical Jambs shall be 44.5mm (1-3/4”) by 114.3mm (4-1/2”).
- .5 Header: Closed design extruded aluminum header unit extending full width of entrance unit to conceal door carrier assemblies, and roller track, complete with hinged access panel for service and adjustment.
  - .1 Size – Automatically operated entrance: 178mm (7”) to 215.9mm (8 ½”) wide by 101.6mm (4”) to 120.7mm (4 3/4”), depending on manufacturer.
  - .2 Size – Manually operated entrances: 114.3mm (4 ½”) wide by 101.6mm (4”) to 120.7mm (4 3/4”), depending on manufacturer.
  - .3 ” Hinge Point: Continuous hinge at top of header allows for complete access for adjustments.
  - .4 Design: Manufacturer’s standard closed header.
- .6 Hardware: Provide manufacturer’s standard hardware as required for operation indicated.
  - .1 Breakaway arms and bottom pivot assembly shall allow panels to breakout to 90 degrees. Force to breakout slider panel adjustable to a maximum 50 lbf (222 N).
  - .2 Door pulls shall be provided as indicated.
    - .1 Manufacturer’s recessed pull installed on breakout side and surface-mounted, C-shaped pull installed on non-breakout side of active door leaves. Door pull mounting shall not decrease clear opening width.
  - .3 Power driven open/close operation shall be provided as indicated.
    - .1 A power driven open/close operator activated by a touchless, knowing act type sensing device.
- .7 Guide Track/Threshold: Manufacturer’s threshold as indicated.

1. Trackless Design: Aluminum guide integrated into the bottom of the sidelight portion of the door assembly.
  - .1 Guide shall allow breakout from any position except when door is latched.
  - .3 Presence detecting sensors to be field installed and adjusted.

### 2.3 ALUMINUM FINISHES

- .1 Comply with NAAMM's "Metal Finishes Manual for Architectural and Metal Products" for recommendations for applying and designating finishes.
- .2 Anodized Finish:
  - .1 AAMA 611, Clear, AA- M12C22A41, Class I, 0.018 mm.

## PART 3 - EXECUTION

### 3.1 EXAMINATION

- .1 Examine doors and frames, with Installer present, for compliance with requirements for installation tolerances, wall and floor construction, and other conditions affecting performance.
- .2 Examine roughing-in for electrical source power to verify actual locations of wiring connections.
- .3 Proceed only after such discrepancies or conflicts have been resolved.

### 3.2 INSTALLATION

- .1 Do not install damaged components. Fit frame joints to produce hairline joints free of burrs and distortion. Rigidly secure non-movement joints.
- .2 Install sliding aluminum entrance systems plumb and true in alignment with established lines and grades without warp or rack of framing members and doors. Anchor securely in place.
  - .1 Install surface mounted hardware using concealed fasteners to greatest extent possible.
  - .2 Set headers, carrier assemblies, tracks, operating brackets and guides level and true to location with anchorage for permanent support.
  - .3 Where aluminum will contact dissimilar metals, concrete, or masonry, protect against galvanic action and corrosion.
- .3 Glazing: Sliding aluminum entrance systems door panels in accordance with the Glass Association of North America (GANA) Glazing Manual, published recommendations of glass product manufacturer, and published instructions of sliding aluminum entrance systems manufacturer.
- .4 Sealants: Comply with requirements specified in division 7 Section "Joint Sealants" to provide weather tight installation.
  - .1 Set thresholds and framing members in full bed of sealant.
  - .2 Seal perimeter of framing members with sealant.
- .5 Signage: Apply signage on both sides of each door and sidelite as required by manufacturer.

### 3.3 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Manufacturers Field Services:

- .1 Manufacturer's representative shall provide technical assistance and guidance for installation of doors.

3.4 ADJUSTING

- .1 Adjust doors and hardware for smooth, safe operation.

3.5 CLEANING AND PROTECTION

- .1 Clean adjacent surfaces soiled by door installation.
- .2 Clean glass and metal surfaces promptly after installation. Remove excess sealants, compounds, dirt and other substances. Repair damages finish to match original finish.
  - .1 Comply with requirements in Division 08 Section Glazing for cleaning and maintaining glass.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

- 1.1 RELATED SECTIONS .1 Section 08 11 17: Sliding Aluminum Entrance Systems

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 MATERIALS .1 Tempered safety glass (FB-G): to CAN/CGSB-12.1-M90, Thickness: 6mm; Type 2-tempered, fully tempered with horizontal tempering; Tint: Clear; Category I impact resistance; Transparent.
- .2 Float glass (GL- ): to CAN/CGSB-12.3-M91, Glazing Quality, 6 mm thick.
- .3 Setting blocks: neoprene, Shore "A" 80 durometer hardness to ASTM D2240-05(2010), 100 x 6 mm x width to suit glass.
- .4 Glazing tape: preformed butyl with continuous spacer, Shore "A" 10-15 durometer hardness, paper release, black colour, 3 x 9.5 mm.
- .5 Gasket: black neoprene to ASTM C542-05(2011), "U" cavity type with lock strip.
- .6 Sealant: multicomponent, chemical curing to CAN/CGSB-19.24-M90, Type 2, Class A, Ecologo certified.
- .7 Translucent window film: 3M Fasara Glass Finishes or approved equal. Pattern to be chosen by Architect.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 EXAMINATION .1 Section 01 11 01: Verification of existing conditions before starting work.
- .2 Verify that openings for glazing are correctly sized and within tolerance.
- .3 Verify that surfaces of glazing channels or recesses are clean, free of obstructions that may impede moisture movement, weeps are clear, and ready to receive glazing.

- 3.2 PREPARATION .1 Clean contact surfaces with solvent and wipe dry.
- .2 Seal porous glazing channels or recesses with substrate compatible primer or sealer.
- .3 Prime surfaces scheduled to receive sealant.  
Install sealant in accordance with manufacturer's instructions.

- 3.3 INSTALLATION .1 Glass:
- .1 Clean and dry surfaces.
- .2 Apply glazing tape to fixed stops.
- .3 Place setting blocks at 1/3 points.
- .4 Set glass on setting blocks against tape.
- .1 Apply glazing tape to glass.

- .2 Install stops.
- .3 Apply sealant behind stop and tool to smooth surface.
- .4 Install glass in aluminum doors and screens with neoprene gasket.
- .2 Install frosted translucent window film to the rear side of the glazing panels as per manufacturer's published instructions.

### 3.4 CLEANING

- .1 Section 01 11 01: Cleaning installed work.
- .2 Remove glazing materials from finish surfaces.
- .3 Remove labels after Work is complete.
- .4 Clean glass and adjacent surfaces.

END OF SECTION

**Part 1 GENERAL**

**1.1 REFERENCES**

- .1 ASTM International
  - .1 ASTM C1396-11/C1396M-11, Standard Specification for Gypsum Wallboard.
  - .2 ASTM C475-02(2007)/C475M-[02(2007)], Standard Specification for Joint Compound and Joint Tape for Finishing Gypsum Board.
  - .3 ASTM C514-[04(2009)e1], Standard Specification for Nails for the Application of Gypsum Board.
  - .4 ASTM C645-[09a], Standard Specification for Nonstructural Steel Framing Members.
  - .5 ASTM C754-[09a], Standard Specification for Installation of Steel Framing Members to Receive Screw-Attached Gypsum Panel Products.
  - .6 ASTM C840-[08], Standard Specification for Application and Finishing of Gypsum Board.
  - .7 ASTM C954-[10], Standard Specification for Steel Drill Screws for the Application of Gypsum Panel Products or Metal Plaster Bases to Steel Studs from 0.033 in. (0.84 mm) to 0.122 in. (2.84 mm) in Thickness.
  - .8 ASTM C1002-[07], Standard Specification for Steel Self-Piercing Tapping Screws for the Application of Gypsum Panel Products or Metal Plaster Bases to Wood Studs or Steel Studs.
  - .9 ASTM C1047-10a, Standard Specification for Accessories for Gypsum Wallboard and Gypsum Veneer Base.
  - .10 ASTM E2638-10, Standard Test Method for Objective Measurement of the Speech Privacy Provided by a Closed Room.
- .2 Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)
  - .1 CAN/ULC-S102-10, Standard Method of Test for Surface Burning Characteristics of Building Materials and Assemblies.

**1.2 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING**

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 11 01 and with manufacturer's written instructions.
- .2 Delivery and Acceptance Requirements: deliver materials to site in original factory packaging, labeled with manufacturer's name and address.
- .3 Storage and Handling Requirements:
  - .1 Store materials indoors in dry location and in accordance with manufacturer's recommendations in clean, dry, well-ventilated area.
  - .2 Store materials inside, level, under cover. Protect from weather, damage from construction operations and other causes, in accordance with manufacturer's printed instructions.
  - .3 Handle materials to prevent damage to edges or surfaces. Protect metal accessories and trim from being bent or damaged.
  - .4 Store and protect partition materials from nicks, scratches, and blemishes.
- .4 Replace defective or damaged materials with new.

---

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 MATERIALS**

- .1 Performance/Design Criteria:
  - .1 Partition assembly to be non-combustible construction and fire resistance rated.
- .2 Non-structural Metal Framing:
  - .1 Non-load bearing channel stud framing: to ASTM C645, stud width as per drawings, roll formed from 0.53 mm thickness hot dipped galvanized steel sheet, for screw attachment of gypsum board. Knock-out service holes at 460 mm centres.
  - .2 Floor and ceiling tracks: to ASTM C645, in widths to suit stud sizes, 32 mm flange height.
- .3 Gypsum Board:
  - .1 Standard board: to ASTM C1396/C1396M Type X, 15.9mm mm thick, 1200 mm wide x maximum practical length, ends square cut, edges tapered.
- .4 Framing Accessories:
  - .1 Provide metal furring runners, hangers, tie wires, inserts, and anchors as required for framing.
  - .2 Drywall furring channels: 22 mm x 0.5 mm core thickness galvanized steel channels for screw attachment of gypsum board.
  - .3 In locations where existing channel is to continue to new construction, match thickness of existing channel.
  - .4 Steel tapping screws: to ASTM C1002.
  - .5 Casing beads, corner beads, control joints and edge trim: to ASTM C1047, zinc-coated by electrolytic process, 0.5 mm base thickness, perforated flanges, one piece length per location.
- .5 Acoustic Insulation:
  - .1 Owen's Corning QuietZone Acoustic Batt Insulation or approved equal.
    - .1 Type I: Unfaced glass fiber insulation complying with ASTM C 665 and ASTM E 136.

**2.2 ACCESSORIES**

- .1 Sealants: in accordance with to ASTM C475.
- .2 VOC limit [250] g/L maximum to [SCAQMD Rule 1168].
- .3 Insulating strip: rubberized, moisture resistant, 3 mm thick closed cell neoprene strip, 12 mm wide, with self sticking permanent adhesive on one face, lengths as required.

**Part 3 EXECUTION**

**3.1 EXAMINATION**

- .1 Verification of Conditions: verify conditions of substrates previously installed under other Sections or Contracts are acceptable for product installation in accordance with manufacturer's written instructions prior to partition installation.
  - .1 Visually inspect substrate in presence of Consultant.
  - .2 Inform Consultant of unacceptable conditions immediately upon discovery.

- .3 Proceed with installation only after unacceptable conditions have been remedied and after receipt of written approval to proceed from Consultant.

### **3.2 ERECTION OF FRAMING**

- .1 Install steel framing members to receive screw-attached gypsum board in accordance with ASTM C754 except where specified otherwise.
- .2 Align partition tracks at floor and ceiling and secure at 600 mm on centre maximum.
- .3 Place studs vertically at 400 mm on centre and maximum of 50 mm from abutting walls, and at each side of openings and corners. Position studs in tracks at floor and ceiling. Cross brace steel studs as required to provide rigid installation to manufacturer's instructions.
- .4 Erect metal studding to tolerance of 1:1000.
- .5 Co-ordinate simultaneous erection of studs with installation of service lines. When erecting studs ensure web openings are aligned.
- .6 Include two studs extending from floor to ceiling at each side of openings wider than stud centres specified. Secure studs together, 50 mm apart using column clips or other approved means of fastening placed alongside frame anchor clips.
- .7 Install heavy gauge single jamb studs at openings.
- .8 Include 40 mm stud or furring channel secured between studs for attachment of fixtures behind lavatory basins, toilet and bathroom accessories, and other fixtures including grab bars and towel rails, attached to steel stud partitions.
- .9 Install steel studs or furring channel between studs for attaching electrical and other boxes.
- .10 Extend gypsum board to 12mm from underside of metal deck except where indicated.
- .11 Maintain clearance under beams and structural slabs to avoid transmission of structural loads to studs. Use double track slip joint.
- .12 Install continuous insulating strips to isolate studs from uninsulated surfaces.

### **3.3 ERECTION OF GYPSUM BOARD AND ACCESSORIES**

- .1 Do application and finishing of gypsum board in accordance with ASTM C840 except where specified otherwise.
- .2 Erect hangers and runner channels for suspended gypsum board ceilings in accordance with ASTM C840 except where specified otherwise.
- .3 Support light fixtures by providing additional ceiling suspension hangers within 150 mm of each corner and at maximum 600 mm around perimeter of fixture.
- .4 Frame with furring channels, perimeter of openings for access panels, light fixtures, diffusers, and grilles.
- .5 Install 19 x 64 mm furring channels parallel to, and at exact locations of steel stud partition header track.
- .6 Furr for gypsum board faced vertical bulkheads within and at termination of ceilings.
- .7 Furr above suspended ceilings for gypsum board fire and sound stops and to form plenum areas as indicated.

- .8 Install wall furring for gypsum board wall finishes in accordance with ASTM 840, except where specified otherwise.
- .9 Install acoustic insulation to fill all spaces compressed as per manufacturers published instructions.
- .10 Install gypsum boards in direction that will minimize number of end-butt joints. Stagger end joints 250 mm minimum.

### **3.4 APPLICATION**

- .1 Apply single or double layer gypsum board to metal furring or framing as indicated on drawings using screw fasteners. Maximum spacing of screws 300 mm on centre.
- .2 Laminate double layers of gypsum board as per manufacturer's instructions.
- .3 Apply water-resistant gypsum board where epoxy coating to be applied. Apply water-resistant sealant to edges, ends, cut-outs which expose gypsum core and to fastener heads.

### **3.5 INSTALLATION**

- .1 Erect accessories straight, plumb or level, rigid and at proper plane. Use full length pieces where practical. Make joints tight, accurately aligned and rigidly secured. Mitre and fit corners accurately, free from rough edges. Secure at 150 mm on centre.
- .2 Install casing beads around perimeter of suspended ceilings.
- .3 Install casing beads where gypsum board butts against surfaces having no trim concealing junction and where indicated. Seal joints with sealant.
- .4 Install access doors to electrical and mechanical fixtures specified in respective sections.
- .5 Rigidly secure frames to furring or framing systems.
- .6 Finish face panel joints and internal angles with joint system consisting of joint compound, joint tape and taping compound installed according to manufacturer's directions and feathered out onto panel faces.
- .7 Finish corner beads, control joints and trim as required with two coats of joint compound and one coat of taping compound, feathered out onto panel faces.
- .8 Fill screw head depressions with joint and taping compounds to bring flush with adjacent surface of gypsum board so as to be invisible after surface finish is completed.
- .9 Completed installation to be smooth, level or plumb, free from waves and other defects and ready for surface finish.

### **3.6 CLEANING**

- .1 Leave Work area clean at end of each day.
- .2 Final Cleaning: upon completion remove surplus materials, rubbish, tools and equipment.
- .3 Waste Management: separate waste materials for reuse and recycling.
- .4 Remove recycling containers and bins from site and dispose of materials at appropriate facility.

### **3.7 PROTECTION**

- .1 Protect installed products and components from damage during construction.
- .2 Repair damage to adjacent materials caused by partition installation.

**3.8 SCHEDULES**

- .1 Construct fire rated assemblies where indicated.

END OF SECTION

This page left blank intentionally.

---

**Part 1 GENERAL**

**1.1 SECTION INCLUDES**

- .1 Suspended metal grid ceiling system and perimeter trim.
- .2 Acoustic tile.

**1.2 SYSTEM DESCRIPTION**

- .1 Suspension System: Rigidly secure acoustic ceiling system including integral mechanical and electrical components with maximum deflection of 1:240.

**1.3 PROJECT CONDITIONS**

- .1 Sequence work to ensure acoustic ceilings are not installed until sufficient heat is provided, dust generating activities have terminated, and overhead work is completed, tested, and approved.
- .2 Install acoustic units after interior wet work is dry.

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 SUSPENSION SYSTEM MATERIALS**

- .1 Manufacturers:
  - .1 Track: CGC standard white; 15/16" or approved equal.
  - .2 Perimeter molding: CGC standard white wall molding or approved equal.
  - .3 Perimeter molding or channel trim.
- .2 Accessories: Stabilizer bars, splices and all other parts required for suspended grid system.

**2.2 ACOUSTIC UNIT MATERIALS**

- .1 Manufacturers:
  - .1 Acoustic ceiling tiles: Match tiles in pattern and colour with existing tiles in office and corridor areas.

**2.3 ACCESSORIES**

- .1 Touch-up Paint: Type and colour to match acoustic and grid units.

**Part 3 Execution**

**3.1 EXAMINATION**

- .1 Section 01 11 10: Verification of existing conditions before starting work.
- .2 Verify that layout of hangers will not interfere with other work.

### **3.2 INSTALLATION - LAY-IN GRID SUSPENSION SYSTEM**

- .1 Install suspension system in accordance with manufacturer's written instructions and as supplemented in this section.
- .2 Install system capable of supporting imposed loads to a deflection of 1/240 maximum.
- .3 Locate system on room axis according to reflected plan.
- .4 Install after major above ceiling work is complete. Coordinate the location of hangers with other work.
- .5 Hang suspension system independent of walls, columns, ducts, pipes and conduit. Where carrying members are spliced, avoid visible displacement of face plane of adjacent members.
- .6 Where ducts or other equipment prevent the regular spacing of hangers, reinforce the nearest affected hangers and related carrying channels to span the extra distance.
- .7 Do not support components on main runners or cross runners if weight causes total dead load to exceed deflection capability.
- .8 Do not eccentrically load system, or produce rotation of runners.
- .9 Perimeter Molding:
  - .1 Install edge molding at intersection of ceiling and vertical surfaces.
  - .2 Use longest practical lengths.
  - .3 Mitre corners.

### **3.3 INSTALLATION - ACOUSTIC UNITS**

- .1 Install acoustic units in accordance with manufacturer's written instructions.
- .2 Fit acoustic units in place, free from damaged edges or other defects detrimental to appearance and function.
- .3 Lay directional patterned units one way with pattern parallel to longest room axis. Fit border trim neatly against abutting surfaces.
- .4 Install units after above ceiling work is complete.
- .5 Install acoustic units level, in uniform plane, and free from twist, warp, and dents.
- .6 Cutting Acoustic Units:
  - .1 Cut to fit irregular grid and perimeter edge trim.
  - .2 Cut edges to match tile design on field cut units.
  - .3 Field paint exposed edges of cut units.]

### **3.4 ERECTION TOLERANCES**

- .1 Maximum Variation from Flat and Level Surface: 1/8 inch in 10 feet.
- .2 Maximum Variation from Plumb of Grid Members Caused by Eccentric Loads: 2 degrees.

**END OF SECTION**

**Part 1 GENERAL**

**1.1 SUBMITTALS**

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Provide product data in accordance with Section 01 11 01.
- .3 Provide samples in accordance with Section 01 11 01.
- .4 Submit duplicate 150 x 150 mm sample pieces of sheet material, 150 mm long base.
- .5 Closeout Submittals:
  - .1 Provide maintenance data for resilient flooring for incorporation into manual specified in Section 01 11 01.

**1.2 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING**

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Waste Management and Disposal:
  - .1 Separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 11 01.

**1.3 AMBIENT CONDITIONS**

- .1 Maintain air temperature and structural base temperature at flooring installation area above 20 degrees for 48 hours before, during and 48 hours after installation.

**Part 2 PRODUCTS**

**2.1 MATERIALS**

- .1 Materials
  - .1 Vinyl Composite Tiles:
    - .1 Planks: 101mm x 915mm or 229mm x 1219mm, AmericanBiltrite Mirra Wood vinyl plank
    - .2 Tiles: 457mm x 457mm, AmericanBiltrite Mirra Stone vinyl tile.
  - .2 Colour and patterns to be selected by the Architect.
  - .3 Up to 2 different colours and patterns of each type of plank and each type of tile may be used in the design of the flooring.
  - .4 Allowance should be made for cut patterns using a maximum of 2 colours and patterns.
- .2 Primers and Adhesives: Waterproof of types recommended by resilient flooring manufacturer for specific material on applicable substrate, above, at, or below grade.
- .3 Sealer and Wax: Type recommended by resilient flooring material manufacturer for material type and location.
- .4 Sub-Floor Filler: White premix latex requiring water only to produce cementitious paste.

- .5 Metal Edge Strips: Aluminium extruded, smooth, with lip to extend under floor finish, shoulder flush with top of adjacent floor finish.
- .6 Rubber Base: Coved rubber to CAN4.102.2-M83, 4" high, in standard colours to a maximum of 5 colours. Product to be American Biltrite, Johnsonite or approved equal.

### **Part 3 EXECUTION**

#### **3.1 MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS**

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written recommendations or specifications, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheets.

#### **3.2 SITE VERIFICATION OF CONDITIONS**

- .1 Ensure concrete floors are clean and dry by using test methods recommended by flooring manufacturer.

#### **3.3 PREPARATION**

- .1 Clean floor and apply filler; trowel and float to leave smooth, flat hard surface. Prohibit traffic until filler cured and dry.
- .2 Remove sub-floor ridges and bumps. Fill low spots, cracks, joints, holes and other defects with sub-floor filler.
- .3 Prime and seal gypsum underlayment to resilient flooring manufacturer's printed instructions.

#### **3.4 FLOORING APPLICATION**

- .1 Provide high ventilation rate, with maximum outside air, during installation, and for 48 hours after installation. If possible, vent directly to outside. Do not let contaminated air recirculate through district or whole building air distribution system. Maintain extra ventilation for at least one week following building occupation.
- .2 Apply adhesive uniformly using recommended trowel. Do not spread more adhesive than can be covered by flooring before initial set takes place.
- .3 Use a single sheet of material without seams, joints or breaks.
- .4 Run sheet in long direction of room.
- .5 After installation roll flooring with 45 kg minimum roller to ensure full adhesion.
- .6 Cut flooring around fixed objects.
- .7 Install flooring in pan type floor access covers. Maintain floor pattern.
- .8 Continue flooring over areas which will be under built-in furniture.
- .9 Install 150mm feature strip of contrasting colour to resilient sheet vinyl at door frame.

#### **3.5 BASE APPLICATION**

- .1 Install rubber base to primed and sealed gypsum board surface using manufacturer's recommended adhesive.
- .2 Mitre base corners.

- .3 Apply adhesive to back of base.
- .4 Set base against wall and floor surfaces tightly by using 3 kg hand roller.

**3.6 CLEANING**

- .1 Proceed in accordance with Section 01 11 01.
- .2 Remove excess adhesive from floor, base and wall surfaces without damage.
- .3 Clean, seal and wax floor and base surface to flooring manufacturer's printed instructions.

**3.7 PROTECTION**

- .1 Protect new floors from time of final set of adhesive until final inspection.
- .2 Prohibit traffic on floor for 48 hours after installation.

**END OF SECTION**

This page left blank intentionally.

**Part 1 GENERAL**

**1.1 WORK OF THIS SECTION**

- .1 The work of this section includes preparation and painting of the following:
  - .1 Existing and new block and gypsum wall surfaces
  - .2 Doors, frames and casing trim.
  - .3 Mechanical and electrical equipment and fittings as per mechanical and electrical drawings.

**1.2 REFERENCES**

- .1 The Master Painters Institute (MPI)
  - .1 Maintenance Repainting Manual 2004, Master Painters Institute (MPI), including Identifiers, Evaluation, Systems, Preparation and Approved Product List.
- .2 Environmental Protection Agency (EPA)
  - .1 Test Method for Measuring Total Volatile Organic Compound Content of Consumer Products, Method 24 (for Surface Coatings).
- .3 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS)
  - .1 Material Safety Data Sheets (MSDS).

**1.3 QUALITY ASSURANCE**

- .1 Qualifications:
  - .1 Contractor: to have a minimum of five years proven satisfactory experience.
  - .2 Qualified journeypersons as defined by local jurisdiction to be engaged in repainting work.
  - .3 Apprentices: may be employed provided they work under the direct supervision of qualified journeyperson in accordance with applicable trade regulations.
- .2 Conform to latest MPI requirements for interior repainting work including cleaning, preparation and priming.
- .3 Materials (primers, paints, coatings, varnishes, stains, lacquers, fillers, thinners and solvents) shall be in accordance with the latest edition of the MPI Approved Product List and shall be from a single manufacturer for each system used.
- .4 Paint materials such as linseed oil, shellac, reducers and turpentine shall be the highest quality product of an approved manufacturer listed in MPI Maintenance Repainting Manual and shall be compatible with other coating materials as required.
- .5 Retain purchase orders, invoices and other documents to prove conformance with noted MPI requirements when requested by Consultant.
- .6 Standard of Acceptance: when viewed using final lighting source surfaces shall indicate the following:
  - .1 Walls: no defects visible from a distance of 1000 mm at 90 degrees to surface.
  - .2 Ceilings: no defects visible from floor at 45 degrees to surface.
  - .3 Final coat to exhibit uniformity of colour and sheen across full surface area.

#### **1.4 SCHEDULING**

- .1 Submit schedule a minimum of 48 hours in advance of proposed operations.
- .2 Paint occupied facilities in accordance with approved schedule. Schedule operations to approval of Consultant such that painted surfaces will have dried and cured sufficiently before occupants are affected.
- .3 Obtain written authorization from Consultant for changes in work schedule.
- .4 Schedule repainting operations to prevent disruption by other trades if applicable and by occupants in and about building.

#### **1.5 SUBMITTALS**

- .1 Provide product data and manufacturer's installation/application instructions for each paint and coating product to be used in accordance with the requirements of Section 01 11 01.
- .2 Provide samples in accordance with Section 01 11 01.
  - .1 Submit full range colour sample chips for review and selection. Indicate where colour availability is restricted.
  - .2 Submit WHMIS MSDS - Material Safety Data Sheets for paint and coating materials.
- .3 Closeout Submittals:
  - .1 Provide maintenance data for incorporation into manual specified in Section 01 11 01.
    - .1 Submit records of products used. List products in relation to finish system and include following:
      - .1 Product name, type and use (i.e. materials and location).
      - .2 Manufacturer's product number.
      - .3 Colour code numbers.
      - .4 MPI Friendly classification system rating.
      - .5 Manufacturer's Material Safety Data Sheets (MSDS).

#### **1.6 DELIVERY, HANDLING AND STORAGE**

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 11 01, supplemented as follows:
  - .1 Deliver and store materials in original containers, sealed, with labels intact.
  - .2 Labels to indicate:
    - .1 Manufacturer's name and address.
    - .2 Type of paint or coating.
    - .3 Compliance with applicable standard.
    - .4 Colour number in accordance with established colour schedule.
  - .3 Remove damaged, opened and rejected materials from site.
  - .4 Store and handle in accordance with manufacturer's recommendations.
  - .5 Store materials and equipment in secure, dry, well-ventilated area with temperature range between 7 degrees C to 30 degrees C. Store materials and supplies away from heat generating devices and sensitive products above minimum temperature as recommended by manufacturer.
  - .6 Keep areas used for storage, cleaning and preparation, clean and orderly to approval of Consultant. After completion of operations, return areas to clean condition to approval of Consultant.
  - .7 Remove paint materials from storage in quantities required for same day use.

- .8 Comply with requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling storage, and disposal of hazardous materials.
- .9 Fire Safety Requirements:
  - .1 Provide one 9 kg Type ABC fire extinguisher adjacent to storage area.
  - .2 Store oily rags, waste products, empty containers and materials subject to spontaneous combustion in ULC approved, sealed containers and remove from site daily.
  - .3 Handle, store, use and dispose of flammable and combustible materials in accordance with National Fire Code of Canada.

## 1.7 SITE CONDITIONS

- .1 Heating, Ventilation and Lighting:
  - .1 Do not perform repainting work unless adequate and continuous ventilation and sufficient heating facilities are in place to maintain ambient air and substrate temperatures above 10 degrees C for 24 hours before, during and after paint application and until paint has cured sufficiently.
  - .2 Ventilate enclosed spaces. Where required, provide continuous ventilation for seven days after completion of application of paint.
  - .3 Co-ordinate use of existing ventilation system with Consultant and ensure its operation during and after application of paint as required.
  - .4 Provide temporary ventilating and heating equipment where permanent facilities are not available or supplemental ventilating and heating equipment if ventilation and heating from existing system is inadequate to meet minimum requirements. Use of gas-fired appliances is not permitted.
  - .5 Do not perform painting work unless minimum lighting level of 323 Lux is provided on surfaces to be painted.
- .2 Temperature, Humidity and Substrate Moisture Content Levels:
  - .1 Unless specifically pre-approved by specifying body, Paint Inspection Agency and, applied product manufacturer, do not perform repainting work when:
    - .1 Ambient air and substrate temperatures are below 10 degrees C.
    - .2 Substrate temperature is over 32 degrees C unless paint is specifically formulated for application at high temperatures.
    - .3 Relative humidity within area to be repainted is above 85%.
  - .2 Conduct moisture tests using properly calibrated electronic Moisture Meter, except use simple "cover patch test" on concrete floors to be repainted.
  - .3 Do not perform repainting work when maximum moisture content of substrate exceeds:
    - .1 12% for plaster and gypsum board.
  - .4 Test painted concrete, masonry and plaster surfaces for alkalinity as required.
- .3 Surface and Environmental Conditions:
  - .1 Apply paint finish in areas where dust is no longer being generated by related construction operations or when ventilation conditions are such that airborne particles will not affect quality of finished surface.
  - .2 Apply paint to adequately prepared surfaces and to surfaces within moisture limits noted herein.

- .3 Apply paint when previous coat of paint is dry or adequately cured, unless otherwise pre-approved by specific coating manufacturer.
- .4 Schedule operations to approval of the Consultant such that painted surfaces will have dried and cured sufficiently before occupants are affected.

## 1.8 MAINTENANCE

- .1 Extra Materials:
  - .1 Submit maintenance materials in accordance with Section 01 11 01.
  - .2 Submit one four litre can of each type and colour of finish coating. Identify type and colour in relation to established colour schedule and finish system.

## Part 2 PRODUCTS

### 2.1 MATERIALS

- .1 Paint materials listed in latest edition of MPI Approved Product List (APL) are acceptable for use on this project.
- .2 Paint materials for repaint systems to be products of single manufacturer.
- .3 Paints and coatings must not be formulated or manufactured with formaldehyde, halogenated solvents, mercury, lead, cadmium, hexavalent chromium or their compounds.

### 2.2 COLOURS

- .1 A minimum of five (5) colours will be used in the colour scheme. Refer to interior elevations for colour locations.
- .2 Selection of colours will be from manufacturers full range of colours.
- .3 Where specific products are available in restricted range of colours, selection will be based on limited range.
- .4 First coat in two coat (Premium) repaint system to be tinted slightly lighter colour than top coat to show visible difference between coats.

### 2.3 MIXING AND TINTING

- .1 Perform colour tinting operations prior to delivery of paint to site. On-site tinting of painting materials is allowed with Consultant's written permission.
- .2 Mix paste, powder or catalyzed paint mixes in accordance with manufacturer's written instructions.
- .3 Where thinner is used, addition not to exceed paint manufacturer's recommendations. Do not use kerosene or such organic solvents to thin water-based paints.
- .4 Re-mix paint in containers prior to and during application to ensure break-up of lumps, complete dispersion of settled pigment, and colour and gloss uniformity.

### 2.4 GLOSS/SHEEN RATINGS

- .1 Paint gloss defined as sheen rating of applied paint, in accordance with following MPI gloss/ sheen standard values:

Gloss Level Category	Units @ 60 Degrees	Units @ 85 Degrees
-------------------------	-----------------------	-----------------------

G1 – matte finish	0 to 5	maximum 10
G2 – velvet finish	0 to 10	10 to 35
G3 – eggshell finish	10 to 25	10 to 35
G4 – satin finish	20 to 35	minimum 35
G5 - semi-gloss finish	35 to 70	
G6 - gloss finish	70 to 85	
G7 - high gloss finish	> 85	

- .2 Gloss level ratings of repainted surfaces shall be as specified herein.

## **2.5 INTERIOR PAINTING SYSTEMS**

- .1 RIN 5.1 – Metal Fabrications on new and existing surfaces
- .1 RIN 5.1N – Latex G4 satin finish on metal doors and frames, and convector covers.
- .2 RIN 9.2 - Gypsum Board and block on new and existing surfaces:
- .1 RIN 9.2B - High Performance Acrylic Latex G3 eggshell finish in all room walls and bulkheads.
- .2 RIN 9.2B - High Performance Acrylic Latex G4 satin finish in new and existing wood doors.

## **Part 3 EXECUTION**

### **3.1 MANUFACTURER’S INSTRUCTIONS**

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written recommendations or specifications, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheets.

### **3.2 EXAMINATION**

- .1 Interior surfaces requiring repainting: inspected by painting contractor and General Contractor who will notify Consultant in writing of defects or problems, prior to commencing repainting work, or after surface preparation if unseen substrate damage is discovered.
- .2 Where an assessed degree of surface degradation of DSD-1 to DSD-3 before preparation of surfaces for repainting is revealed to be DSD-4 after preparation, repair or replacement of such unforeseen defects discovered are to be corrected, as mutually agreed, before repainting is started.

### **3.3 PREPARATION**

- .1 Perform preparation and operations for interior painting in accordance with MPI Maintenance Repainting Manual requirements except where otherwise specified.
- .2 Apply paint materials in accordance with paint manufacturer's written application instructions.
- .3 Clean and prepare interior surfaces to be repainted in accordance with MPI Maintenance Repainting Manual requirements. Refer to MPI Manual in regard to specific requirements and as follows:
- .1 Remove dust, dirt, and surface debris by vacuuming, wiping with dry, and/or clean cloths.
- .2 Wash surfaces with a biodegradable detergent and clean warm water using stiff bristle brush to remove dirt, oil and surface contaminants.
- .3 Rinse scrubbed surfaces with clean water until foreign matter is flushed from surface.
- .4 Allow surfaces to drain completely and to dry thoroughly. Allow sufficient drying time and test surfaces using an electronic moisture meter before commencing work.

- .5 Use water-based cleaners in place of organic solvents where surfaces will be repainted using water based paints.
- .6 Many water-based paints cannot be removed with water once dried. Minimize use of kerosene or such organic solvents to clean up water-based paints.
- .4 Clean metal surfaces to be repainted by removing rust, dirt, oil, grease and foreign substances in accordance with MPI requirements. Remove such contaminants from surfaces, pockets and corners to be repainted by brushing with clean brushes, blowing with clean dry compressed air, or brushing/vacuum cleaning as required.
- .5 Prevent contamination of cleaned surfaces by salts, acids, alkalis, other corrosive chemicals, grease, oil and solvents before priming and between applications of remaining coats. Touch-up, spot prime, and apply primer, paint, or pre-treatment as soon as possible after cleaning and before deterioration occurs.
- .6 Do not apply paint until prepared surfaces have been accepted by Consultant.
- .7 Sand and dust between coats as required to provide adequate adhesion for next coat and to remove defects visible from distance up to 1000 mm.

### 3.4 EXISTING CONDITIONS

- .1 Prior to commencing work, examine site conditions and existing interior substrates to be repainted. Report in writing to Consultant and General Contractor damages, defects, or unsatisfactory or unfavourable conditions or surfaces that will adversely affect this work.
- .2 Conduct moisture testing of surfaces to be painted using properly calibrated electronic moisture meter, except test concrete floors for moisture using simple "cover patch test" and report findings to Consultant and General Contractor. Maximum moisture content not to exceed specified limits.
- .3 Do not commence until such adverse conditions and defects have been corrected and surfaces and conditions are acceptable to Painting Subcontractor and Inspection Agency.
- .4 Degree of surface deterioration (DSD) to be assessed using MPI Identifiers and Assessment criteria indicated in MPI Maintenance Repainting Manual. MPI DSD ratings and descriptions are as follows:

#### Condition Description

DSD-0 Sound Surface ( includes visual (aesthetic) defects that do not affect film's protective properties).

DSD-1 Slightly Deteriorated Surface (indicating fading; gloss reduction, slight surface contamination, minor pin holes scratches).

DSD-2 Moderately Deteriorated Surface (small areas of peeling, flaking, slight cracking, and staining).

DSD-3 Severely Deteriorated Surface (heavy peeling, flaking, cracking, checking, scratches, scuffs, abrasion, small holes and gouges).

DSD-4 Substrate Damage (repair or replacement of surface required).

### 3.5 PROTECTION

- .1 Protect existing surfaces and adjacent fixtures and furnishings from paint spatters, markings and other damage by suitable non-staining covers or masking. If damaged, clean and restore such surfaces as directed by Consultant.
- .2 Protect items that are permanently attached such as Fire Labels on doors and frames.
- .3 Protect factory finished products and equipment.

- .4 Protect general public and building occupants in and about building.
- .5 Remove electrical cover plates, light fixtures, surface hardware on doors, bath accessories and surface mounted equipment, fittings and fastenings prior to undertaking re-painting operations. Store items and re-install after painting is completed.
- .6 Move and cover furniture and portable equipment as necessary to carry out repainting operations. Replace as painting operations progress.
- .7 As repainting operations progress, place "WET PAINT" signs in occupied areas to approval of Consultant.

### **3.6 APPLICATION**

- .1 Apply paint by method that is best suited for substrate being repainted using brush and or roller. Conform to manufacturer's application instructions unless specified otherwise. Methods of application as pre-approved by Consultant before commencing work.
- .2 Brush and Roller Application:
  - .1 Apply paint in uniform layer using brush and/or roller of types suitable for application.
  - .2 Work paint into cracks, crevices and corners.
  - .3 Paint surfaces and corners not accessible to brush using spray, daubers and/or sheepskins. Paint surfaces and corners not accessible to roller using brush, daubers or sheepskins.
  - .4 Brush and/or roll out runs and sags, and over-lap marks. Rolled surfaces free of roller tracking and heavy stipple unless approved by Consultant.
  - .5 Remove runs, sags and brush marks from finished work and repaint.
- .3 Use dipping, sheepskins or daubers when no other method is practical in places of difficult access and when specifically authorized by Consultant.
- .4 Apply paint coats in continuous manner and allow surfaces to dry and properly cure between coats for minimum time period as recommended by manufacturer. Minimum dry film thickness of coats not less than that recommended by manufacturer. Repaint thin spots or bare areas before next coat of paint is applied.
- .5 Sand and dust between coats to remove visible defects.
- .6 Repaint surfaces both above and below sight lines as specified for surrounding surfaces, including such surfaces as tops of interior cupboards and cabinets and projecting ledges.
- .7 Paint and/or repaint top, bottom, and vertical edges of doors to be repainted.

### **3.7 MECHANICAL AND ELECTRICAL EQUIPMENT**

- .1 Unless otherwise noted, repainting to include exposed to view / previously painted mechanical and electrical equipment and components (panels, conduits, piping, hangers, and ductwork.).
- .2 Touch up scratches and marks and repaint such mechanical and electrical equipment and components with colour, and sheen finish to match existing unless otherwise noted or scheduled.
- .3 Do not paint over name plates or instruction labels.
- .4 Leave unfinished exposed conduits, piping, hangers, ductwork and other mechanical and electrical equipment in original finish.
- .5 Keep sprinkler heads free of paint.
- .6 Do not paint interior transformers and substation equipment.

.7 Standard of Acceptance: when viewed using natural prevailing sunlight at peak period of day (mid-day) on surface viewed, surfaces to indicate following:

- .1 Walls: no defects visible from distance of 1000 mm at 90 degrees to surface.
- .2 Final coat to exhibit uniformity of colour and sheen across full surface area.

### **3.8 FIELD QUALITY CONTROL**

.1 Inspection:

- .1 Advise Consultant when each surface and applied coating is ready for inspection. Do not proceed with subsequent coats until previous coat has been approved.

### **3.9 CLEANING**

.1 Proceed in accordance with Section 01 11 01, supplemented as follows:

- .1 Remove paint where spilled, splashed, splattered or sprayed as work progresses using means and materials that are not detrimental to affected surfaces.
- .2 Keep work area free from unnecessary accumulation of tools, equipment, surplus materials and debris.
- .3 Remove combustible rubbish materials and empty paint cans each day and safely dispose of same in accordance with requirements of authorities having jurisdiction.
- .4 Clean equipment and dispose of wash water used for water borne materials, solvents used for oil based materials as well as other cleaning and protective materials (e.g. rags, drop cloths, and masking papers), paints, thinners, paint removers/strippers in accordance with safety requirements of authorities having jurisdiction and as noted herein.
- .5 Clean painting equipment in leak-proof containers that will permit particulate matter to settle out and be collected. Sediment remaining from cleaning operations to be recycled or disposed of in manner acceptable to authorities having jurisdiction.
- .6 Recycle paint and coatings in excess of repainting requirements as specified.

### **3.10 RESTORATION**

- .1 Clean and re-install hardware items removed before undertaken painting operations.
- .2 Remove protective coverings and warning signs as soon as practical after operations cease.
- .3 Remove paint splashings on affected exposed surfaces. Remove smears and spatter immediately as operations progress, using compatible solvent.
- .4 Protect freshly completed surfaces from paint droppings and dust to approval of Consultant. Avoid scuffing newly applied paint.
- .5 Restore areas used for storage, cleaning, mixing and handling of paint to clean condition as approved by Consultant.

END OF SECTION

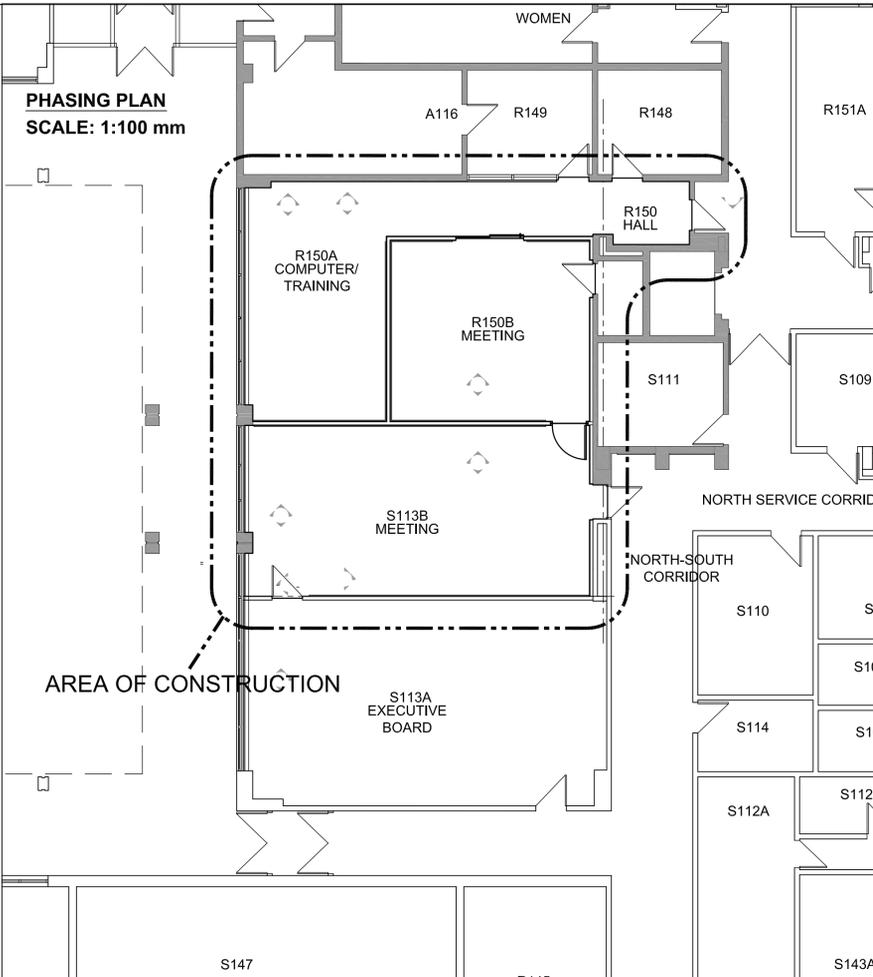
**GENERAL NOTES**

- THE CONTRACTOR IS RESPONSIBLE FOR VISITING THE SITE. VERIFY ALL SITE DIMENSIONS & CONDITIONS AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANT IMMEDIATELY.
- CONTRACTOR IS RESPONSIBLE TO CONFIRM INFORMATION SHOWN IN DOCUMENTS.
- ALL DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF THE ARCHITECT AND MUST BE RETURNED AT THE COMPLETION OF THE WORK.
- DRAWINGS ARE TO BE READ. DO NOT SCALED DRAWINGS UNDER ANY CIRCUMSTANCES. ACCURATE DIMENSIONS ARE TO BE OBTAINED FROM THE SITE.
- UNLESS OTHERWISE INDICATED, DOOR FRAMES ARE TO BE LOCATED 100 MM FROM THE INSIDE CORNER.
- ALL GYPSUM BOARD, BLOCK OR COMBINATION PARTITIONS EXTEND TO THE U/S OF THE ROOF DECK UNLESS STATED AND/OR ILLUSTRATED OTHERWISE.
- REFER TO ROOM FINISH SCHEDULE FOR FINISH ON INTERIOR WALLS AND PARTITIONS.
- PATCH AND MAKE GOOD ALL PARTITIONS & WALLS THAT ARE TO REMAIN AND HAVE HAD FLOOR BASE AND/OR ADJACENT PARTITIONS/DOORS REMOVED.
- SEE DEMOLITION PLANS FOR EXTENT OF EXISTING WALLS/DOORS REMOVED/RELOCATED.
- REFER TO MECHANICAL & ELECTRICAL DRAWINGS FOR LOCATIONS REQUIRING CUTTING & PATCHING OF FLOOR, WALL AND CEILINGS.
- WHERE NEW WALL CONSTRUCTION IS INDICATED, ALIGNING WITH AN EXISTING WALL. PATCH AND MAKE GOOD ADJOINING WORK.
- AT THE EXISTING FLOOR SUBSTRATE, REPAIR BUMPS, RIDGES AND OTHER IRREGULARITIES CAUSED BY DEMOLITION ACTIVITY OR EXPOSED BY DEMOLITION.
- AT EXISTING SERVICES, PIPES, CONDUITS THAT PENETRATE SEPARATIONS, EXTERIOR WALL AND/OR ROOF AND ARE TO BE REMOVED, MAKE GOOD OPENINGS WITH ASSEMBLY TO MATCH EXISTING.
- CONFIRM THE REMOVAL OF ALL MECHANICAL EQUIPMENT WITH MECHANICAL DOCUMENTS.
- CONFIRM THE REMOVAL OF ALL ELECTRICAL EQUIPMENT WITH ELECTRICAL DOCUMENTS.
- WORK SHALL BE PERFORMED BY THE FOLLOWING TERMS:  
"REMOVE" - ITEM SHALL BE REMOVED AND DEMOLISHED  
"RELOCATE" - ITEM SHALL BE CAREFULLY REMOVED, PROTECTED & RELOCATED AS INDICATED  
"SALVAGE" - ITEM SHALL BE CAREFULLY REMOVED & TURNED OVER TO OWNER  
"REUSE" - ITEM SHALL BE CAREFULLY REMOVED & STORED FOR INCORPORATION INTO NEW CONSTRUCTION.
- WHERE EXISTING FLOOR FINISHES ARE TO BE REMOVED, INCLUDE REMOVAL OF THE EXISTING FLOOR BASE.
- PROTECT EXISTING ACCESSORIES, UNLESS NOTED OTHERWISE, FOR REUSE.
- SEAL ALL SUPPLY AND RETURN LOUVERS AND GRILLES AND MAINTAIN A NEGATIVE PRESSURE IN THE WORK AREA.
- RELOCATE EXISTING FURNITURE AND EQUIPMENT TO ACCOMMODATE WORK AND COVER WITH POLY DURING CONSTRUCTION.
- SALVAGE ALL DOOR HARDWARE REMOVED.
- FIRE STOP ALL PENETRATIONS THROUGH SEPARATIONS.
- FIRE SEPARATIONS TO EXTEND TO THE U/S OF METAL DECK OR U/S OF FIRE RATED GYPSUM CEILING AS NOTED ON DRAWINGS.
- PROVIDE FIRE DAMPERS IN ALL DUCTS PASSING THROUGH SEPARATIONS - REFER TO MECHANICAL DOCUMENTS.
- REMOVE ALL DOOR HARDWARE FOR SALVAGE OR REUSE.

**PHASING NOTES**

- PHASE I: REPLACEMENT OF EX CURTAIN WALL ASSEMBLY AND SOFFIT BOARDS.  
PHASE II: ALTERATIONS TO COMPUTER/TRAINING ROOM 150A & MEETING ROOM 150B.  
PHASE III: ALTERATIONS TO MEETING ROOMS 113A & B.

**PHASING PLAN**  
SCALE: 1:100 mm



2015-11-23  
DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tel: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**Harrow** Ontario  
Agriculture and Agri-Food Canada  
2585 County Rd. 20

**Meeting Room  
Alterations**

drawing title  
titre du dessin  
**Notes,  
NBC Matrix, and  
Key Plan**

designed by  
conc par DA

drawn by  
dessiné par DA

reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par

project date  
date du projet 2015-11-23

project no.  
no. du projet 15-06

drawing no.  
dessiné no. A.0

**DRAWING INDEX**

No.	Item Description
-----	------------------

**ARCHITECTURAL**

- A.0** DRAWING LIST, GENERAL NOTES, KEY & PHASING PLANS & BUILDING CODE ANALYSIS
- A.1** FLOOR AND DEMOLITION PLANS, SCHEDULES
- A.2** REFLECTED CEILING AND FLOOR FINISH PATTERN PLANS
- A.3** SECTIONS
- A.4** SECTIONS
- A.5** ROOM ELEVATIONS
- A.6** ROOM ELEVATIONS
- A.7** ROOM ELEVATIONS

**MECHANICAL & ELECTRICAL**

- M.1** FLOOR PLAN MECHANICAL NOTES & SCHEDULES
- M.2** FLOOR PLAN MECHANICAL NOTES & SCHEDULES

- E.1** FLOOR PLAN LIGHTING
- E.2** FLOOR PLAN POWER
- E.3** FLOOR PLAN POWER NOTES & SCHEDULES

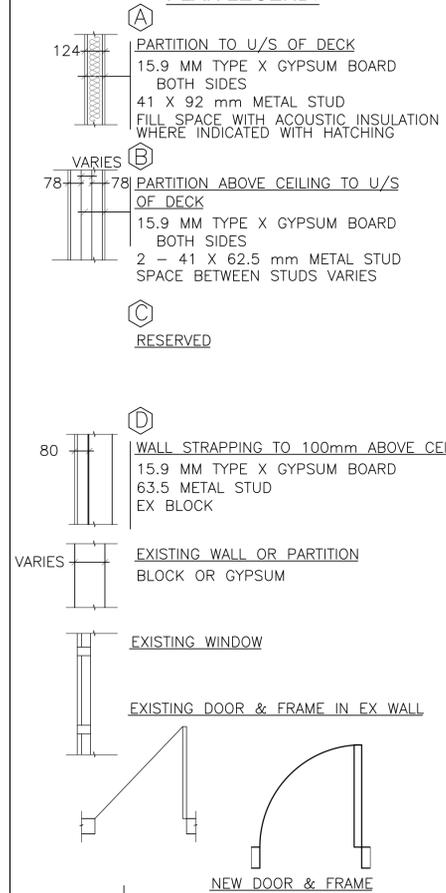
**ABBREVIATIONS LEGEND:**

- ACT - LAY-IN TILE ACOUSTIC CEILING ASSEMBLY  
AFF - ABOVE FINISHED FLOOR  
AL - ALUMINUM  
AN - ANODIZED  
BD - BOARD  
BLK - CONCRETE BLOCK  
B/S - BOTH SIDES  
CEM - CEMENT  
CH - CHANNEL  
CL - CLEAR  
CONC - CONCRETE  
C/W - COMPLETE WITH  
DR - DOOR  
EX - EXISTING  
EXP - EXPOSED STRUCTURE  
EPXY - EPOXY FINISH SYSTEM - FLOOR OR WALL  
F - FINISH  
FF - FINISHED FLOOR  
FRR - FIRE RESISTANCE RATING  
GWG - GEORGIAN WIRE GLASS  
GYP - GYPSUM BOARD  
HDWR - HARDWARE  
HM - HOLLOW METAL  
HT - HEIGHT  
INS - INSULATION  
M - MATERIAL  
MGE - MAKE GOOD EXISTING  
N/A - NOT APPLICABLE  
NFR - NO FINISHING REQUIRED  
OP - OPERABLE PANELS  
OWSJ - OPEN WEB STEEL JOIST  
PT - PAINT  
PREF - PREFINISHED  
RB - RUBBER BASE  
RM - ROOM  
SLR - SEALER  
SS - STAINLESS STEEL  
ST - STEEL  
SV - SHEET VINYL  
TM - TEMPERED  
U/S - UNDERSIDE  
/W - WITH  
WD - WOOD

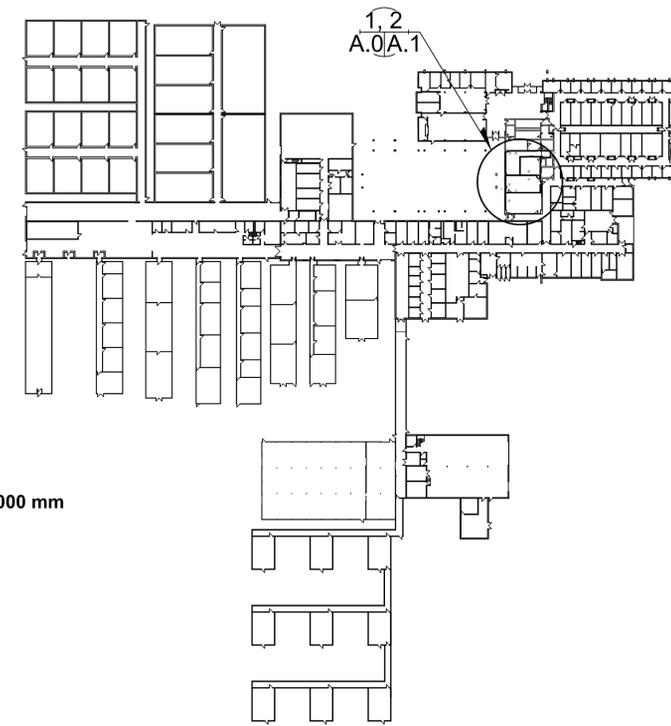
**COMBINED ABBREVIATIONS LEGEND**

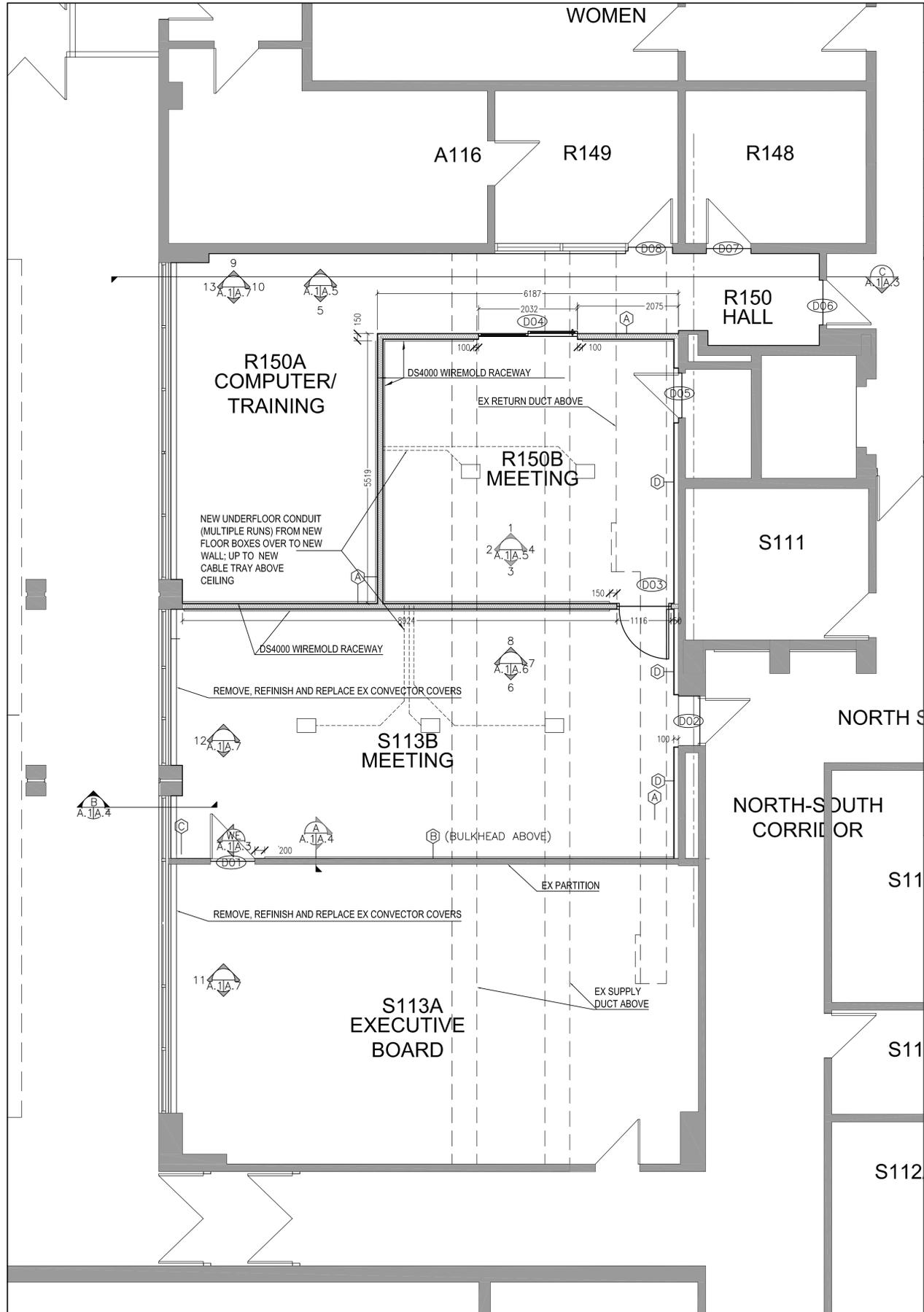
- EXAMPLE:  
EX GYP - EXISTING GYPSUM BOARD CONSTRUCTION  
EX/GYP - EXISTING CONSTRUCTION & NEW GYPSUM BOARD CONSTRUCTION

**PLAN LEGEND:**



**KEY PLAN**  
SCALE: 1:1000 mm





**1 FLOOR PLAN**  
A.0/A.2 SCALE: 1 mm = 50 mm

ROOM NO.	ROOM NAME	FLOORS		FLOORS				WALLS				CEILING		REMARKS	
		AREA	PERIM.	FLOOR	BASE	SOUTH	EAST	NORTH	WEST	MATERIAL	HEIGHT				
R150	HALL	15.0	21.9	M EX CONC	GYP/BK	EX BK/GYP	EX BK	EX BK	PT	PT	PT	PT	EX GYP/ACT	2700	CEILING HGT OF BULKHEAD ABOVE DOOR D06 TO REMAIN UNCHANGED.
R150A	COMPUTER/TRAINING ROOM	30.0	22.8	M EX CONC	GYP/BK	GYP	EX BK	GYP	PT	PT	PT	PT	ACT	2700	
R150B	MEETING ROOM	33.1	23.0	M EX CONC	GYP/BK	GYP	EX BK	GYP	EX GYP	PT	PT	PT	ACT	2700	

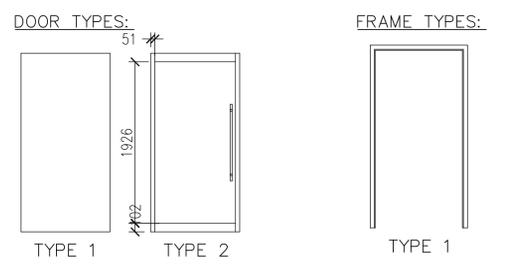
**MATERIAL & FINISH SCHEDULE NOTES:**

- THE MATERIAL AND FINISH SCHEDULE IS INTENDED TO ASSIST THE CONTRACTOR WITH TENDERING AND THE WORK. INFORMATION PERTAINING TO SUBSTRATE MATERIALS AND FINISHES ELSEWHERE IN THE CONTRACT DOCUMENTS SHALL BE INCLUDED IN THE WORK.
- FINISH MATERIAL FLAME SPREAD RATINGS SHALL CONFORM TO THE REQUIREMENTS OF THE ONTARIO BUILDING CODE.
- ALL WORK TO BE IN CONFORMANCE WITH THE REQUIREMENTS OF THE NATIONAL AND ONTARIO BUILDING CODES.
- UNLESS SPECIFICALLY STATED TO BE EXISTING, FINISHED SHALL BE NEW.
- IN LOCATIONS WHERE MATERIAL SUBSTRATES ARE SHOWN AS EXISTING, PATCHING OF EXISTING MATERIALS IS TO BE WITH NEW MATERIALS.
- REFER TO SPECIFICATION SECTIONS FOR FLOOR, BASE, WALL AND CEILING FINISHES MATERIALS.
- WHERE NEW FINISHES ARE APPLIED TO EXISTING SUBSTRATES, THE FINISHING SECTION RESPONSIBLE FOR THE NEW FINISH SHALL PROVIDE ALL PREPARATION INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ALL GRINDING, PATCHING, AND CHIPPING TO MAKE SURFACE SUITABLY LEVEL AND TRUE TO ACCEPT THE NEW FINISH. THE FINISHING SECTION SHALL ALSO STRIP ANY EXISTING FINISH BY MEANS OF POWER-WASHING ETCHING, SANDBLASTING OR OTHER APPROVED MEANS TO RENDER THE SURFACE CAPABLE OF COMPLETE AND PERMANENT FINISHING.
- COLOURS, PATTERNS, ACCENTS FOR WALLS AND FLOOR FINISHES SHALL BE PROVIDED AT A LATER DATE BY THE CONSULTANT. REFER TO SPECIFICATIONS FOR PRODUCT RANGES.
- SEE FLOOR PLANS FOR DETAIL LOCATIONS OF FLOOR FINISHES.

DOOR NO.	DOOR						FRAME				FRR (MIN.)	REMARKS		
	QUAN	TYPE	MATERIAL	WIDTH	HEIGHT	THICK	FINISH	GLAZING	TYPE	JAMB TYPE			HEAD TYPE	MATERIAL
D01	1	1	EX WD	915	2134		PT		1			EX WD	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED
D02	1	1	EX HM	915	2134		PT		1			EX HM	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED
D03	1	1	WD	1016	2134	45	CL F		1			HM	PT	
D04	1	2	AL	1016	2286	45	PREF					PREF		NEW PREF AL DOOR AND FRAME SYSTEM
D05	1	1	EX HM	915	2134		PT		1			EX HM	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED
D06	1	1	EX HM	915	2134		PT	EX	1			EX HM	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED
D07	1	1	EX HM	915	2134		PT	EX	1			EX HM	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED
D08	1	1	EX HM	915	2134		PT	EX	1			EX HM	PT	EX DOOR AND FRAME TO BE REFINISHED AND PAINTED

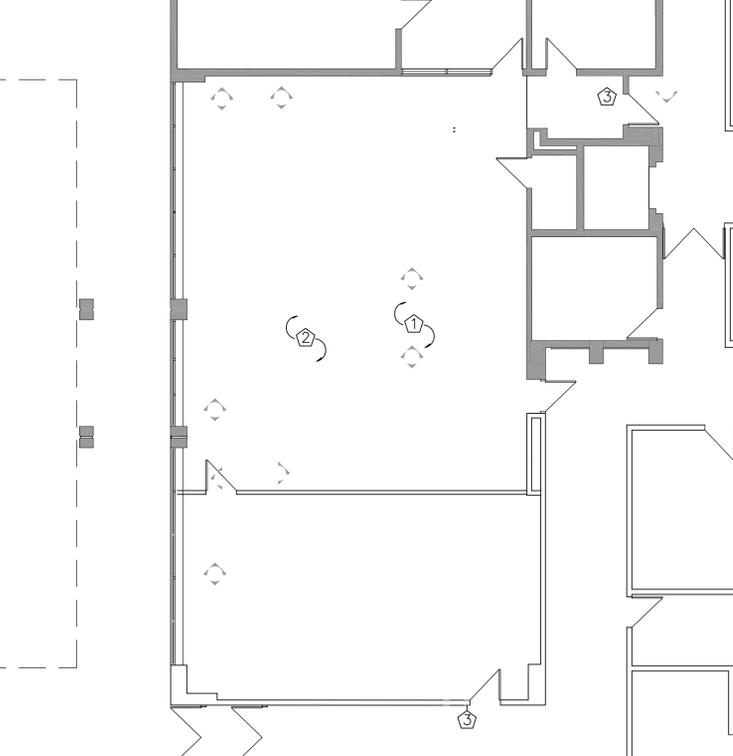
**DOOR & FRAME SCHEDULE NOTES:**

- THE DOOR AND FRAME SCHEDULE IS INTENDED TO ASSIST THE CONTRACTOR WITH TENDERING AND THE WORK. INFORMATION PERTAINING TO DOORS AND FRAMES ELSEWHERE IN THE CONTRACT DOCUMENTS SHALL BE INCLUDED IN THE WORK.
- ALL DOORS AND FRAMES SHALL BE PREPARED FOR SPECIFIED HARDWARE.
- THE WORK OF THESE SECTIONS SHALL CONFORM TO THE NATIONAL BUILDING CODE AND ONTARIO BUILDING CODE.
- MANUFACTURER'S DOOR AND FRAME SCHEDULE SHALL HAVE NOMENCLATURE CORRESPONDING TO CONSULTANT'S SCHEDULE. SUBMIT SCHEDULE FOR REVIEW BY ARCHITECT.



**DEMOLITION NOTES**

- REMOVE EX CEILING TILES, GRID, LIGHT FIXTURES, DIFFUSERS AND OTHER ATTACHED DEVICES. NOTE ELECTRICAL AND MECHANICAL DRAWINGS FOR DEVICES TO BE REMOVED AND SAVED FOR REINSTALLATION.
- REMOVE EX VAT TILE AND ADHESIVE. GRIND FLOOR SMOOTH TO RECEIVE LATEX UNDERLAYMENT AND NEW TILE.
- DO NOT REMOVE THE EX BULKHEAD AT DOOR O6.
- REFER TO MECHANICAL AND ELECTRICAL DRAWINGS FOR ADDITIONAL DEMOLITION INFORMATION.



**2 DEMOLITION PLAN**  
A.0/A.1 SCALE: 1 mm = 100 mm

Agriculture and Agri-Food Canada  
Agriculture et Agroalimentaire Canada

**Greenhouse and Processing Crops Research Centre**  
Centre de recherches sur les cultures abritées et industrielles

Revisions: ISSUED FOR TENDER Date: 2015-11-23

ONTARIO ASSOCIATION OF ARCHITECTS  
DONALD LORNE ARDIEL  
LICENCE 4662  
2015-11-23  
DONALD ARDIEL ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tel: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A Detail No.  
B No. du détail  
C drawing no. - where detail required  
dessin no. - ou détail exigé

project title  
titre du projet  
**HARROW ONTARIO**  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY ROAD 20

drawing title  
titre du dessin  
**MEETING ROOM ALTERATIONS**  
PLANS, SCHEDULE & NOTES

designed by  
conc par DA

drawn by  
dessiné par DA

reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par -

project date  
date du projet 2015-11-23

project no.  
no. du projet 15-06

drawing no.  
dessiné no. A.1



2015-11-23

DONALD ARDIEL  
 ARCHITECT  
 470 Ambleside Drive  
 London, Ontario N6G 4W9  
 Tele: 519-850-0792  
 Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
 titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
 AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
 2585 COUNTY RD. 20

**MEETING ROOM  
 ALTERATION**

drawing title  
 titre du dessin  
**REFLECTED CEILING &  
 FLOOR FINISH  
 PLANS**

designed by / conçu par DA

drawn by / dessiné par DA

reviewed by / examiné par

approved by / approuvé par

project date / date du projet 2015-11-23

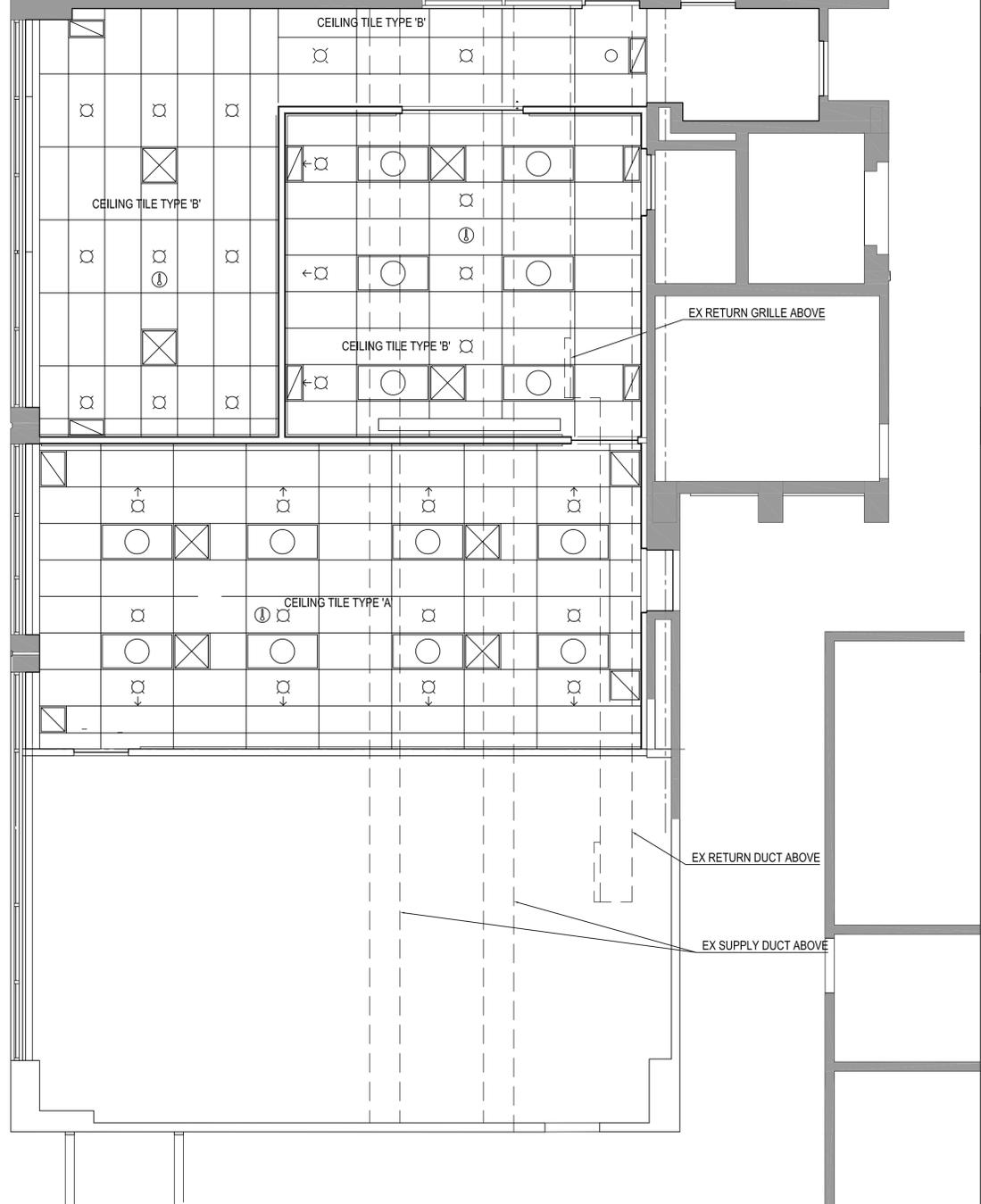
project no. / no. du projet 15-06

drawing no. / dessin no. A.2

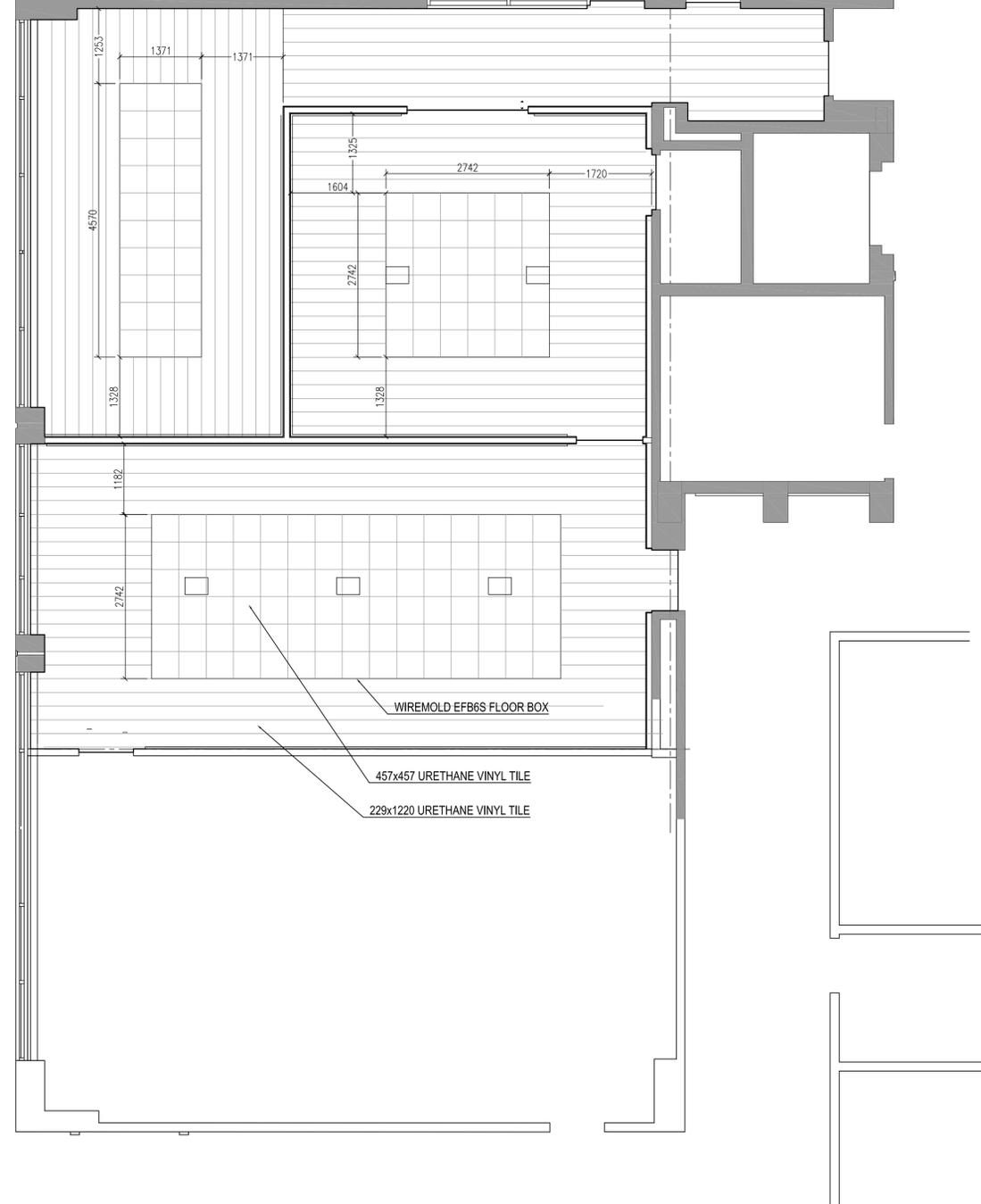
**CEILING LEGEND**

-  RECESSED CEILING FIXTURE
-  DIRECTIONAL RECESSED CEILING FIXTURE
-  HEAT DETECTOR

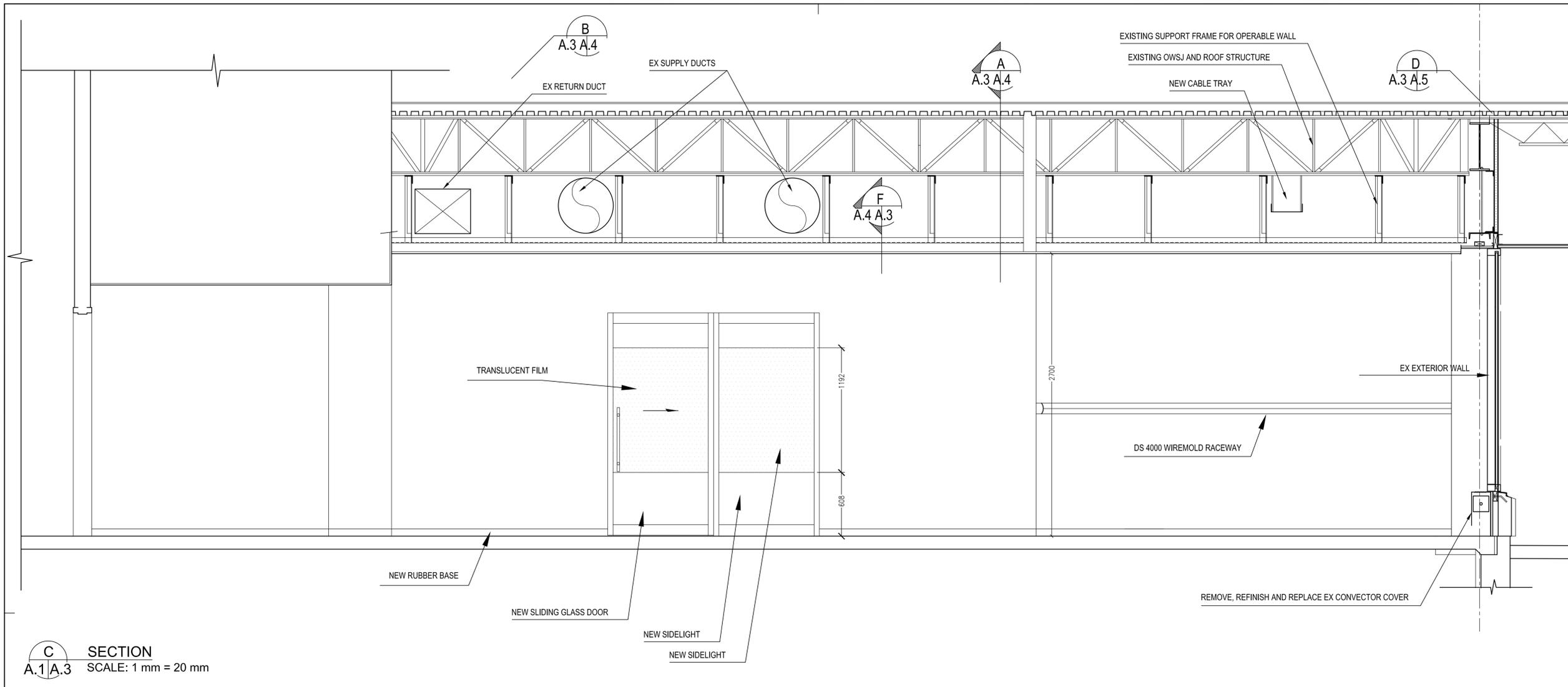
-  FLORESCENT FIXTURE
-  CEILING MOUNTED SPEAKER
-  SUPPLY AIR DIFFUSER
-  RETURN AIR DIFFUSER
-  CEILING MOUNTED DIGITAL PROJECTOR



**3**  
 A.0/A.2 REFLECTED CEILING PLAN  
 SCALE: 1 mm = 50 mm



**3**  
 A.0/A.2 FLOOR MATERIAL PATTERN PLAN  
 SCALE: 1 mm = 50 mm



**C**  
A.1 A.3 SECTION  
SCALE: 1 mm = 20 mm

Revisions	Date
ISSUED FOR TENDER	2015-11-23



2015-11-23

**DONALD ARDIEL**  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

<b>A</b>	Detail No. No. du détail
<b>B</b>	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
<b>C</b>	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY RD. 20

**MEETING ROOM  
ALTERATION**

drawing title  
titre du dessin  
**ROOM  
SECTION**

designed by  
conc par **DA**

drawn by  
dessiné par **DA**

reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par

project date  
date du projet **2015-11-23**

project no.  
no. du projet **15-06**

drawing no.  
dessiné no. **A.3**



2015-11-23

DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

- A Detail No.
- B drawing no. - where detail required
- C drawing no. - where detailed

project title  
titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY RD. 20

MEETING ROOM  
MODERNIZATION

drawing title  
titre du dessin  
**SECTIONS**

designed by  
conc par DA

drawn by  
dessiné par DA

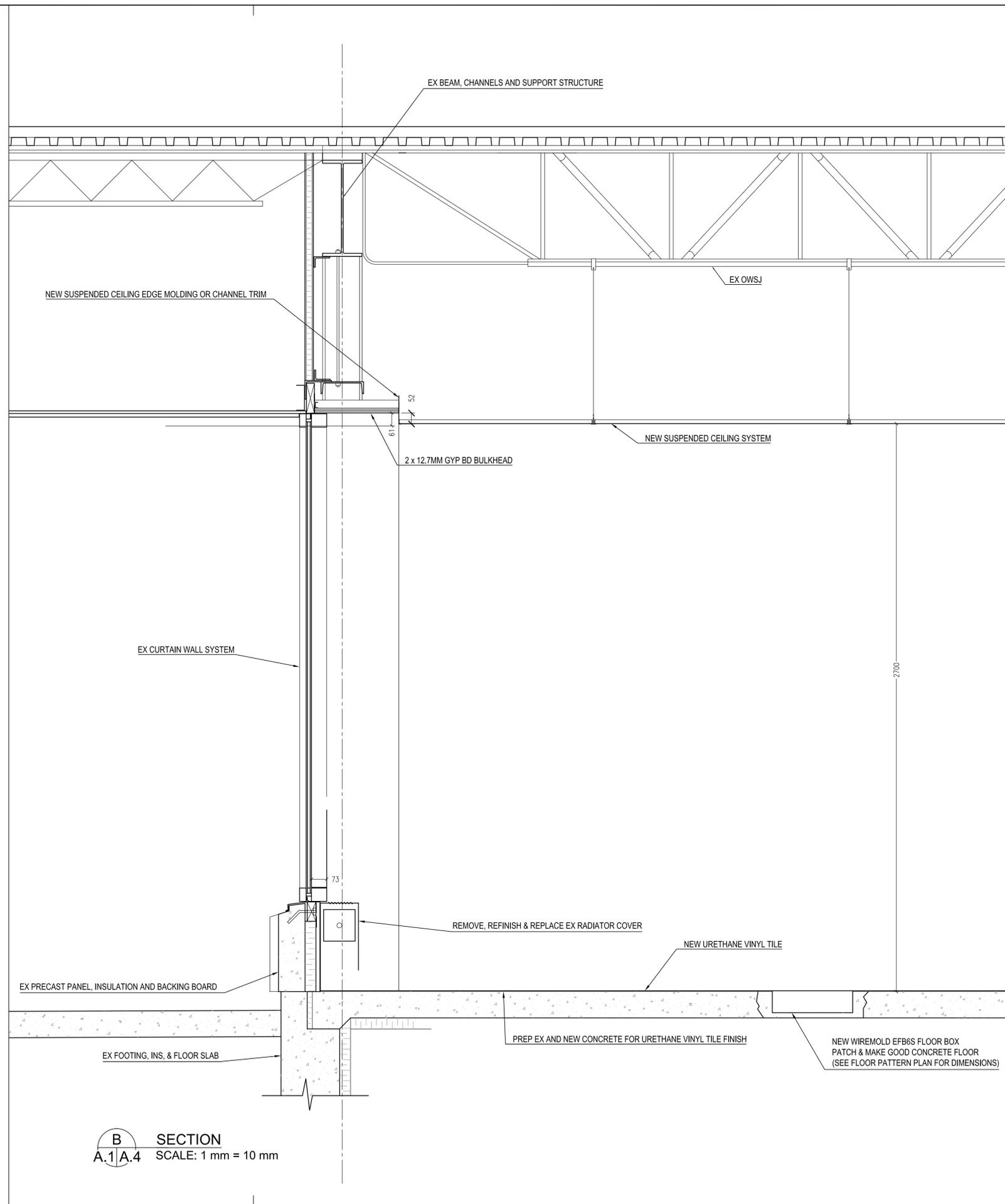
reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par

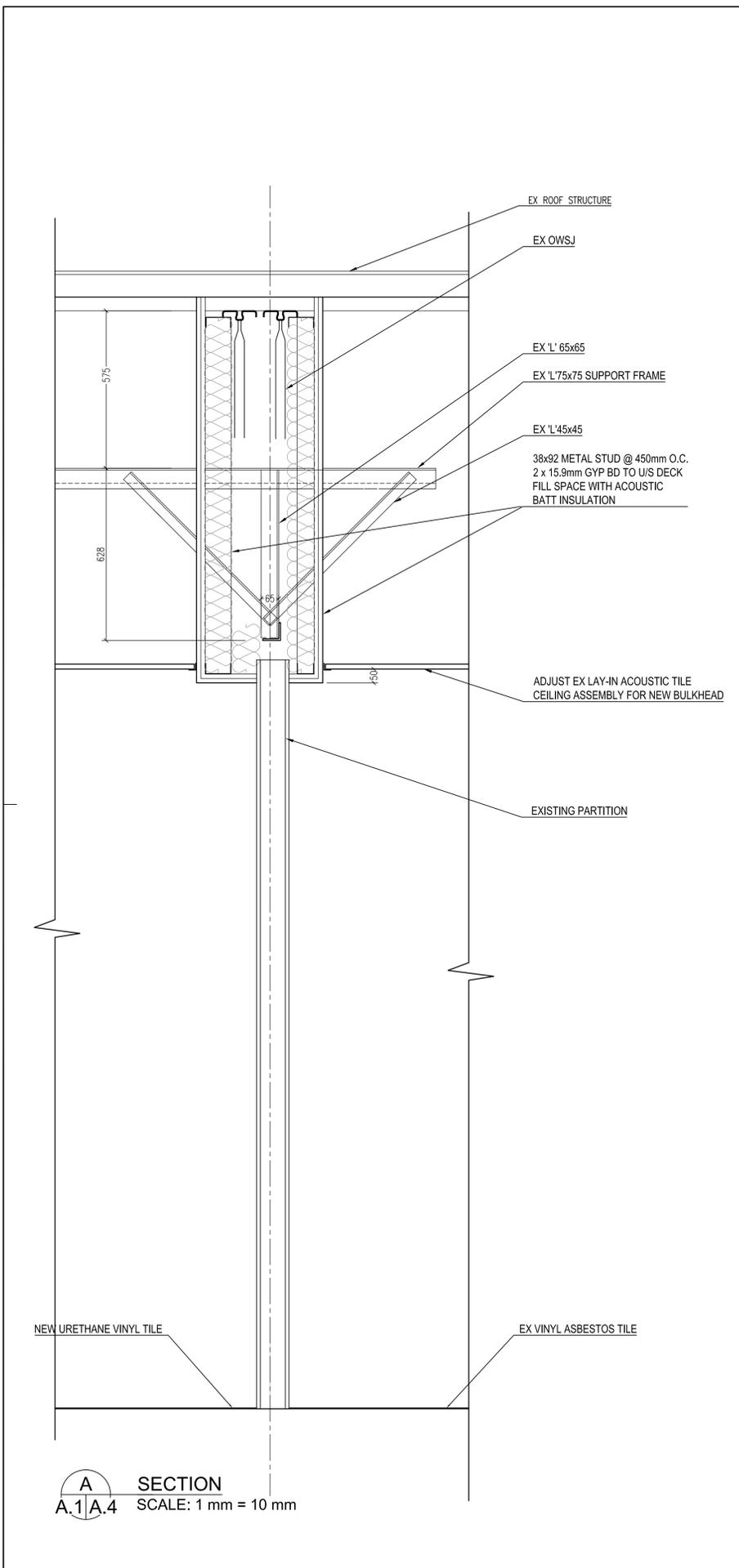
project date  
date du projet 2015-11-23

project no.  
no. du projet 15-06

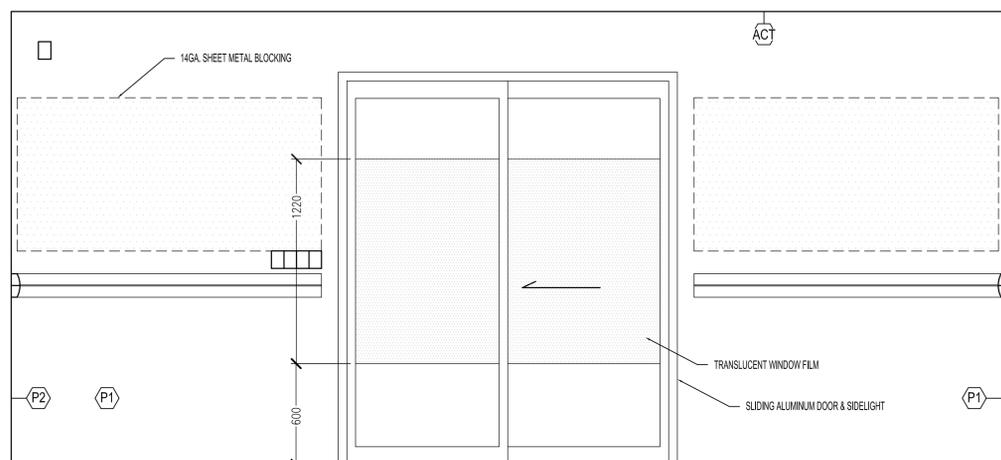
drawing no.  
dessiné no. A.4



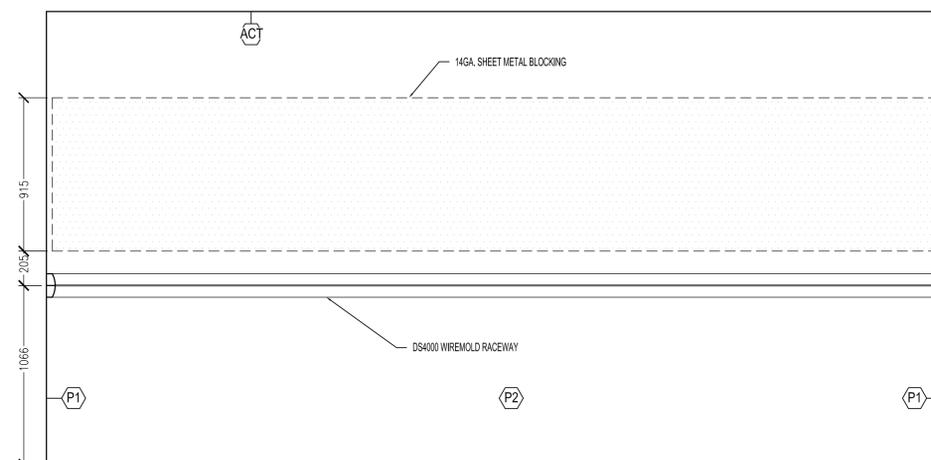
**B** SECTION  
A.1/A.4 SCALE: 1 mm = 10 mm



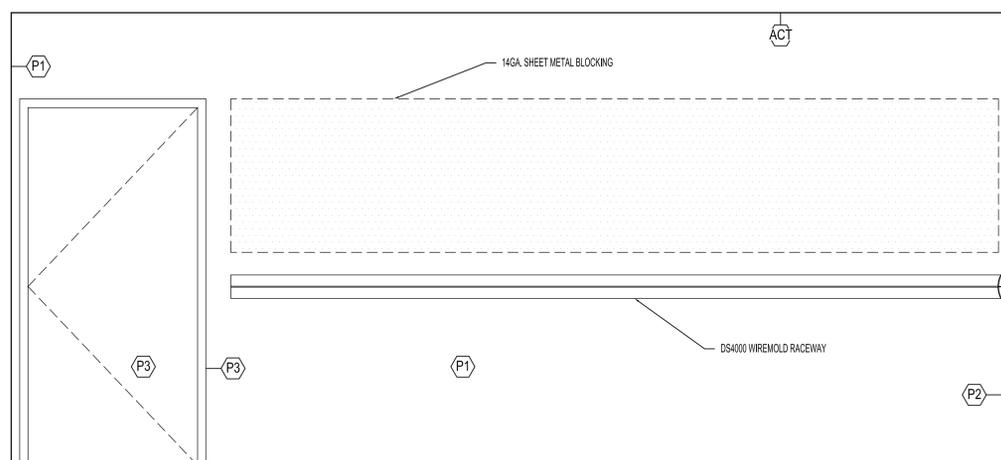
**A** SECTION  
A.1/A.4 SCALE: 1 mm = 10 mm



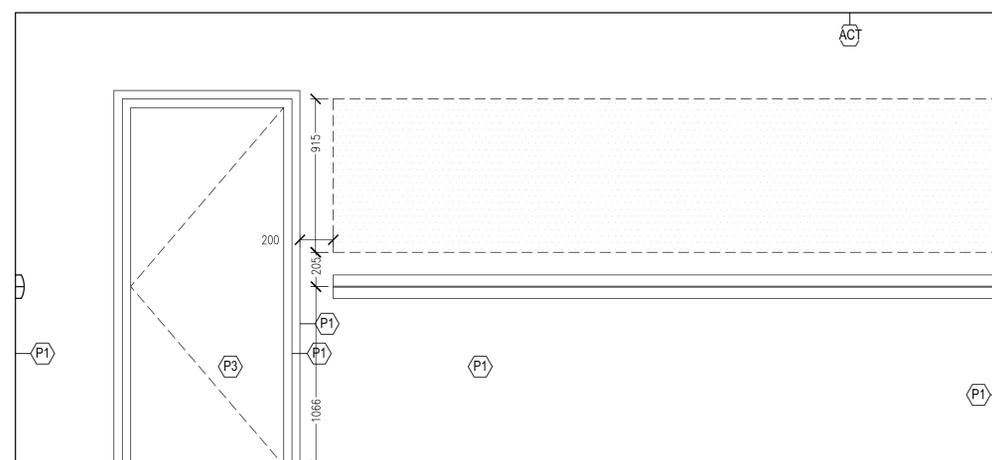
1 ROOM 150B NORTH ELEVATION  
A.1/A.5 SCALE: 1mm = 20mm



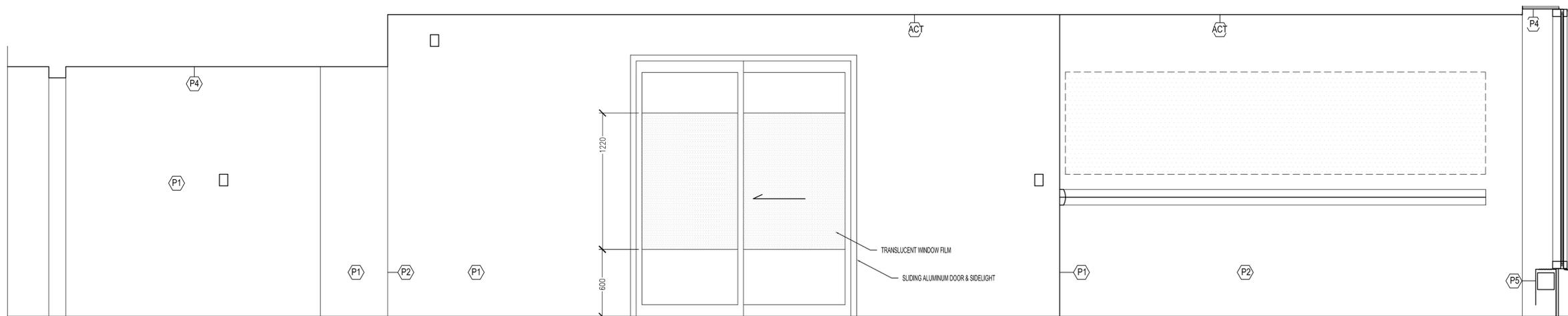
2 ROOM 150B WEST ELEVATION  
A.1/A.5 SCALE: 1mm = 20mm



3 ROOM 150B SOUTH ELEVATION  
A.1/A.5 SCALE: 1mm = 20mm



4 ROOM 150B EAST ELEVATION  
A.1/A.5 SCALE: 1mm = 20mm



5 ROOM 150B NORTH ELEVATION  
A.1/A.5 SCALE: 1mm = 20mm



2015-11-23

DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du detail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou detail exigé
	drawing no. - where detailed dessin no. - ou detaille

project title  
titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY RD. 20

MEETING ROOM  
ALTERATION

drawing title  
titre du dessin  
ROOM  
ELEVATIONS

designed by  
conç par DA

drawn by  
dessiné par DA

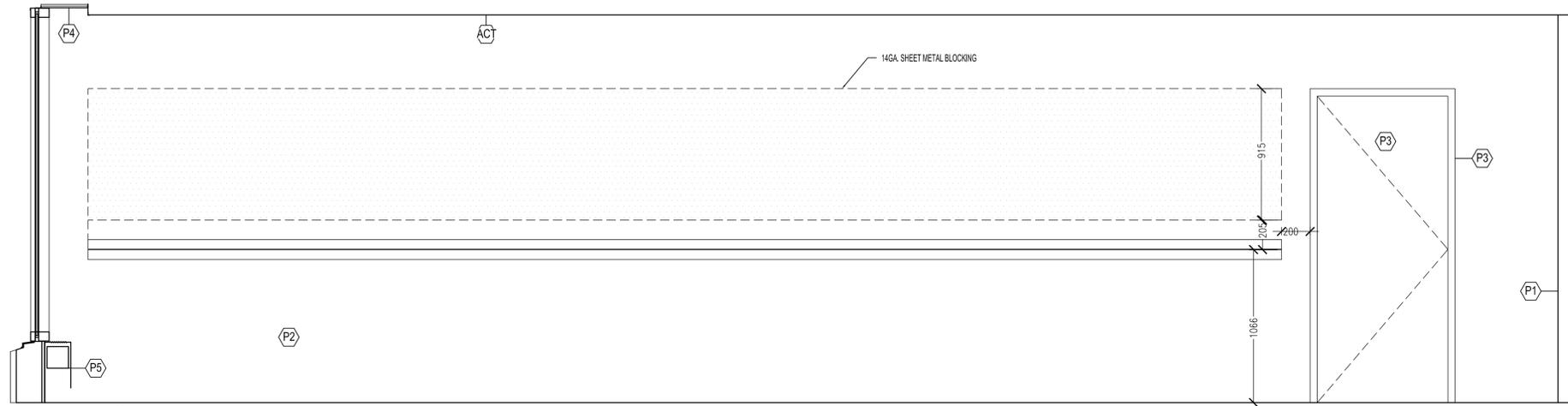
reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par

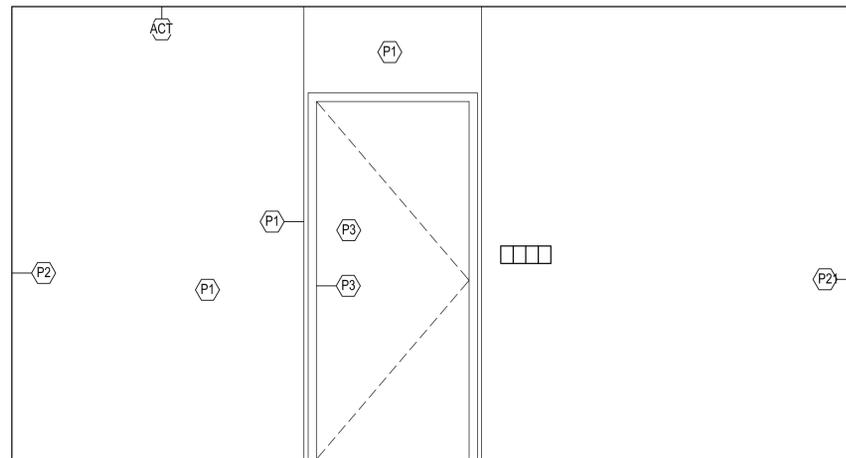
project date  
date du projet 2015-11-23

project no.  
no. du projet 15-06

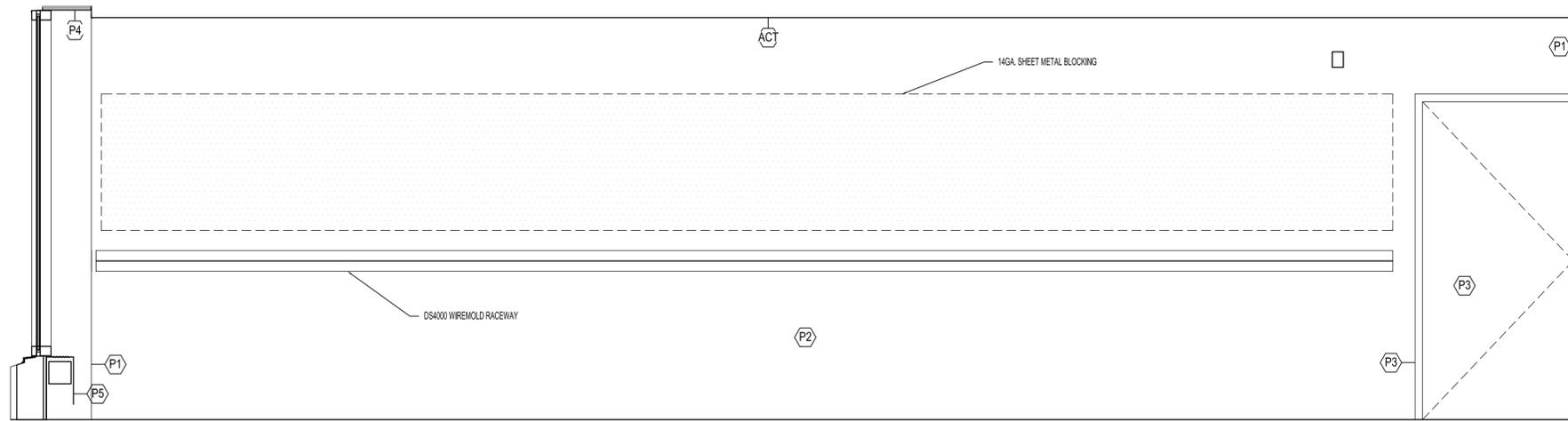
drawing no.  
dessiné no. A.5



6 ROOM 150B WEST ELEVATION  
A.1/A.6 SCALE: 1mm = 20mm



7 ROOM 150B EAST ELEVATION  
A.1/A.6 SCALE: 1mm = 20mm



8 ROOM 150B SOUTH ELEVATION  
A.1/A.6 SCALE: 1mm = 20mm

Revisions	Date
ISSUED FOR TENDER	2015-11-23



2015-11-23

DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No. No. du détail
B	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
C	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY RD. 20

MEETING ROOM  
ALTERATION

drawing title  
titre du dessin  
**ROOM  
ELEVATIONS**

designed by  
conç par DA

drawn by  
dessiné par DA

reviewed by  
examiné par

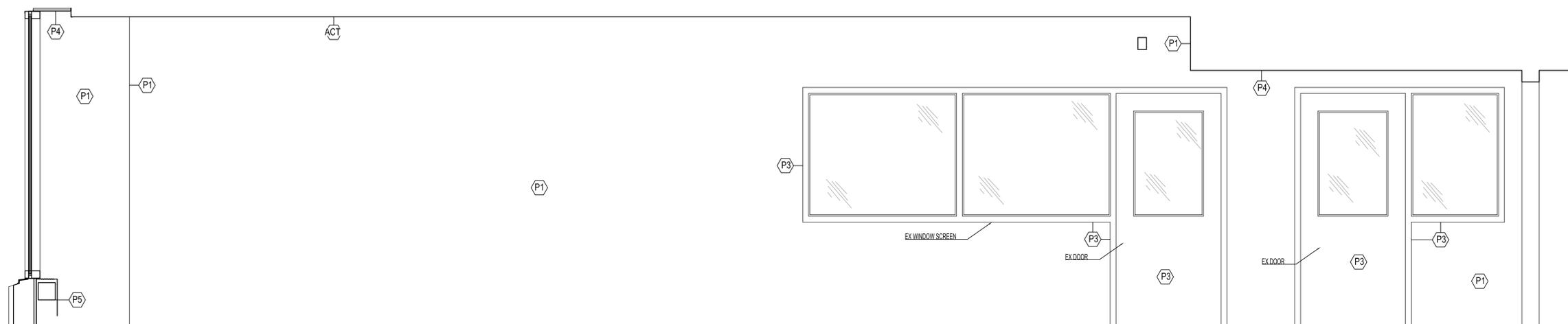
approved by  
approuvé par

project date  
date du projet 2015-11-23

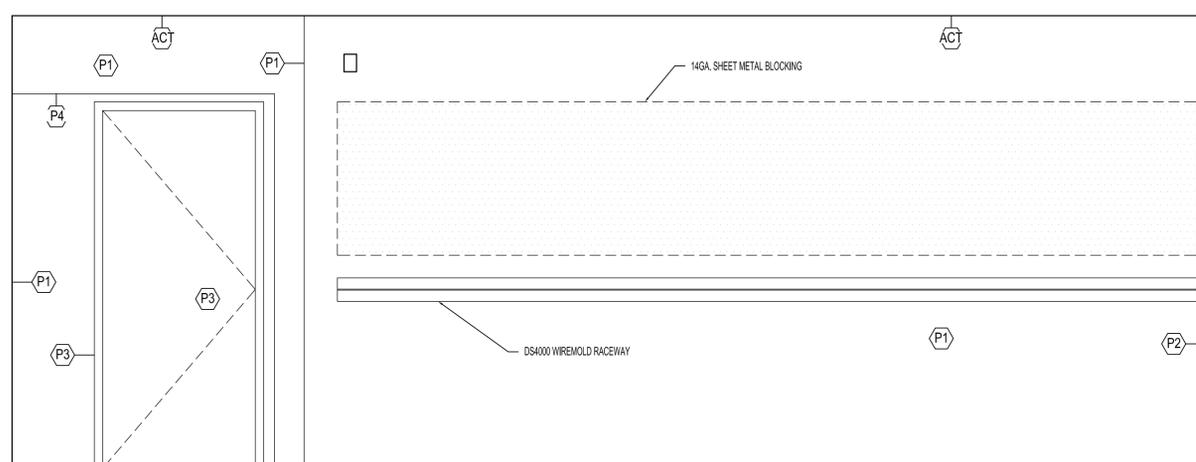
project no.  
no. du projet 15-06

drawing no.  
dessiné no. A.6

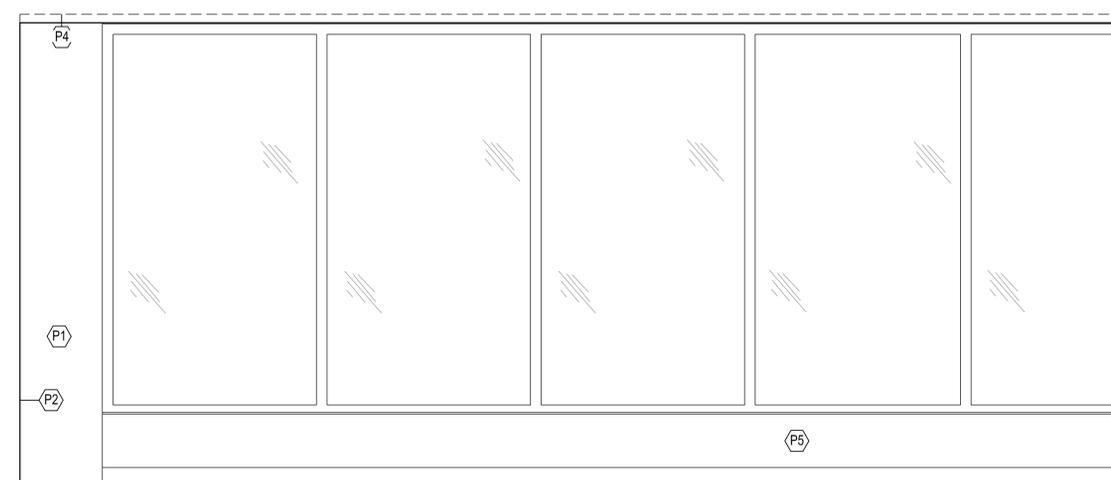
Revisions	Date
ISSUED FOR TENDER	2015-11-23



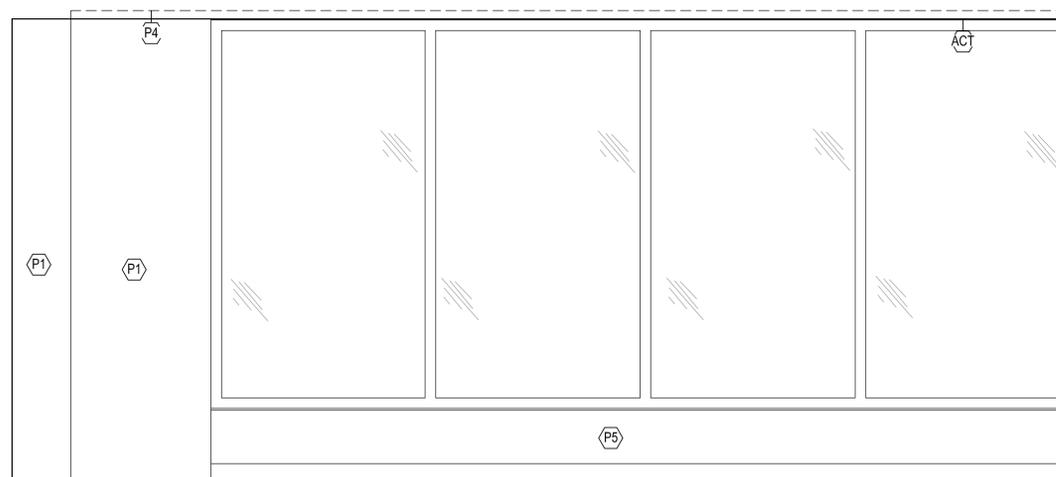
9 ROOM 150B NORTH ELEVATION  
A.1/A.7 SCALE: 1mm = 20mm



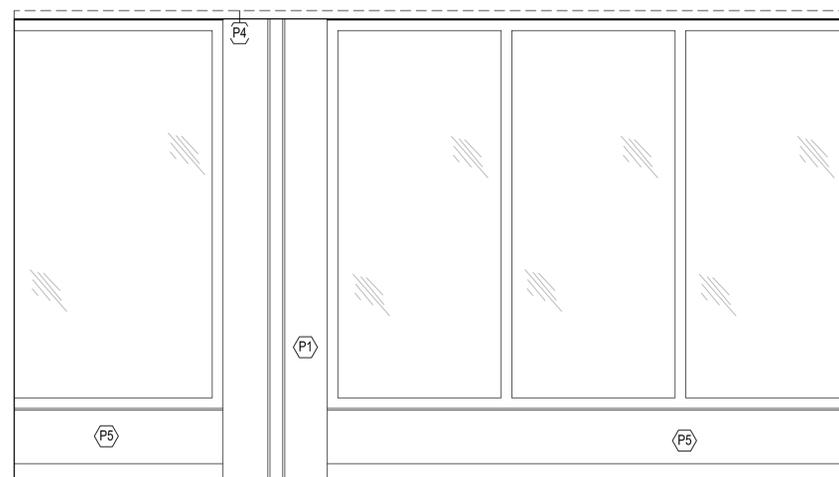
10 ROOM 150B EAST ELEVATION  
A.1/A.7 SCALE: 1mm = 20mm



11 ROOM 150A WEST ELEVATION  
A.1/A.7 SCALE: 1mm = 20mm



12 ROOM 113A WEST ELEVATION  
A.1/A.7 SCALE: 1mm = 20mm



13 ROOM 113B WEST ELEVATION  
A.1/A.7 SCALE: 1mm = 20mm



2015-11-23

DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**HARROW** ONTARIO  
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA  
2585 COUNTY RD. 20

MEETING ROOM  
ALTERATION

drawing title  
titre du dessin  
**AUDIOVISUAL SYSTEM  
LAYOUT**

designed by  
conc par DA

drawn by  
dessiné par DA

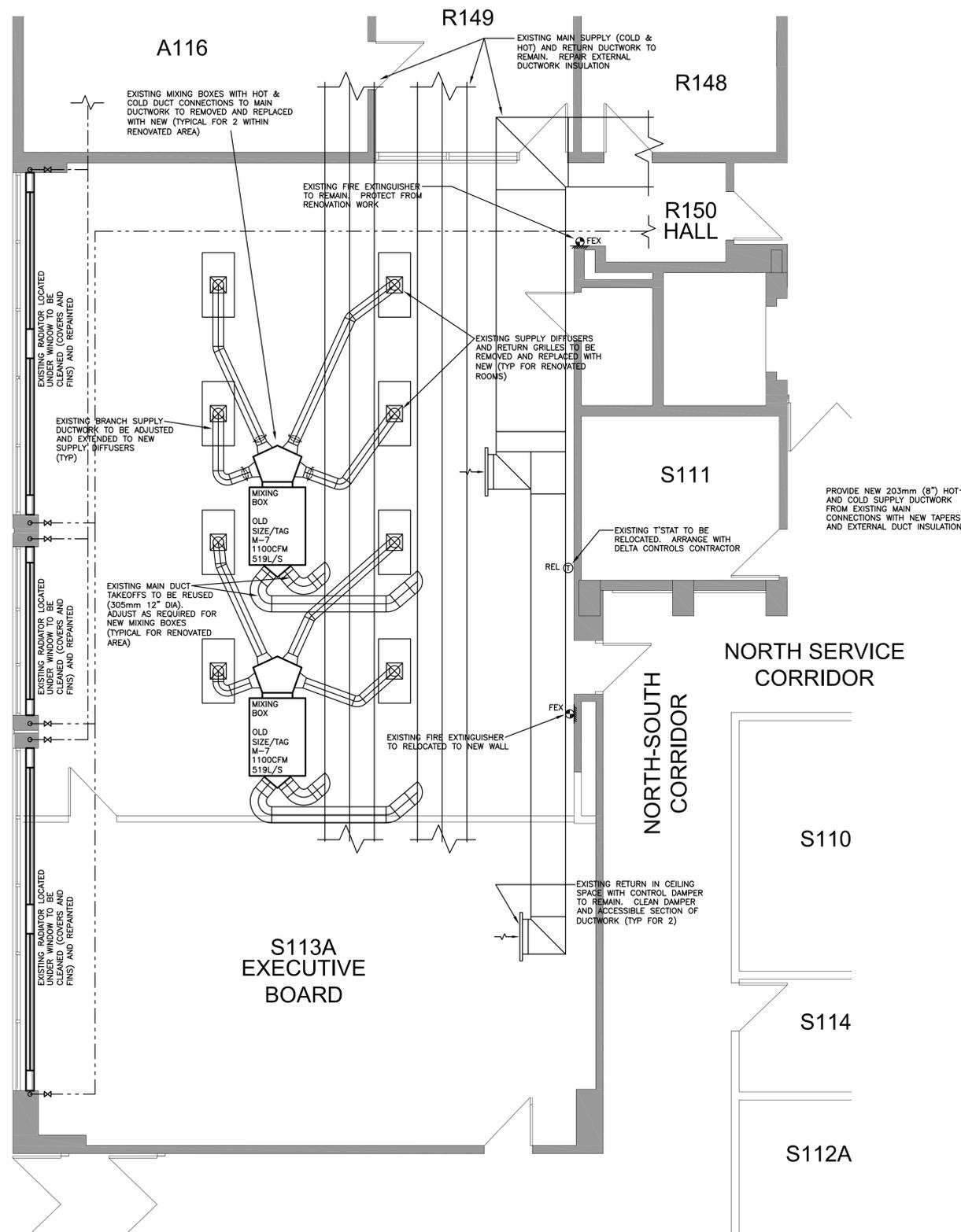
reviewed by  
examiné par

approved by  
approuvé par

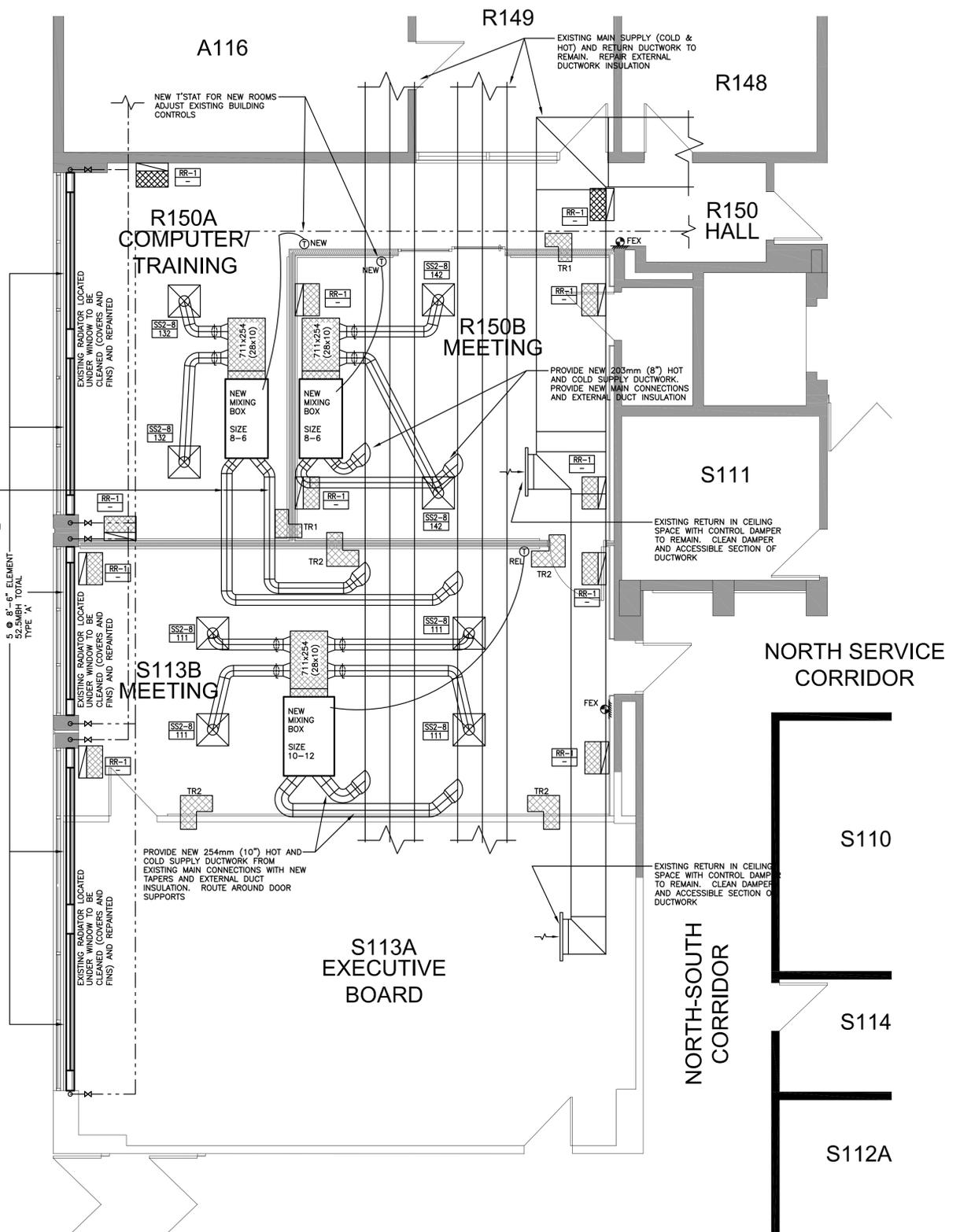
project date  
date du projet 2015-11-23

project no.  
no. du projet 15-06

drawing no.  
dessiné no. A.7



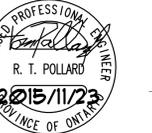
PROJECT NORTH  
DEMOLITION PLAN - MECHANICAL  
SCALE: 1:50



PROJECT NORTH  
NEW FLOOR PLAN - MECHANICAL  
SCALE: 1:50

BUILDING AUTOMATION SYSTEM (BAS)  
ADJUST EXISTING WALL T'STATS, CONTROL WIRING AND PROGRAMMING FOR EXISTING DELTA SYSTEM FOR RENOVATED AREAS AND NEW ROOM LAYOUT  
BAS CONTRACTOR WILL BE WORKING DIRECTLY FOR OWNER AFTER HVAC EQUIPMENT AND DUCTWORK ADJUSTMENTS COMPLETED

Revisions	Date
ISSUED FOR TENDER	2012-11-23



DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
C	drawing no. - where detail required / dessin no. - où détail exigé

project title / titre du projet  
Harrow Ontario  
Agriculture and Agri-Food Canada  
2585 County Rd. 20

Meeting Room Alterations

drawing title / titre du dessin  
FLOOR PLANS MECHANICAL

designed by / conçu par RTP

drawn by / dessiné par RTP

reviewed by / examiné par

approved by / approuvé par

project date / date du projet NOV 23/2015

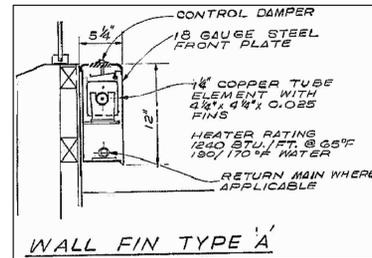
project no. / no. du projet 14-02

drawing no. / dessiné no. M.1

DATE: Nov 23, 2015 FILE: P:\2014-work\DonalArdiel\AgriCanada-Harrow-MtgRm\Draws\PLAN-ME.dwg

**MECHANICAL SPECIFICATIONS**

1. GENERAL
  - 1.1. PROVIDE ALL ITEMS, MATERIALS, EQUIPMENT, LABOUR, AND INCIDENTALS NECESSARY TO COMPLETELY SUPPLY, INSTALL, TEST, AND PUT INTO OPERATION ALL WORK INDICATED. USE ONLY NEW MATERIALS AND EQUIPMENT.
  - 1.2. ALL WORK SHALL BE IN ACCORDANCE WITH THE ONTARIO BUILDING CODE AND LOCAL STANDARDS OF THE AUTHORITY HAVING JURISDICTION.
  - 1.3. OBTAIN ALL NECESSARY PERMITS AND PAY ALL FEES AS REQUIRED FOR WORK BY THIS DIVISION.
  - 1.4. VISIT AND INSPECT THE EXISTING BUILDING AND SYSTEMS. MAKE ALL ALLOWANCES FOR EXISTING SITE CONDITIONS BEFORE SUBMITTING PRICING (FAILURE TO DO SO WILL NOT RELIEVE THE CONTRACTOR OF HIS FAILURE AND RESPONSIBILITY IN THIS REGARD). NOTIFY CONSULTANT/OWNER OF ANY DISCREPANCIES BEFORE SUBMITTING PRICING.
  - 1.5. THE CONTRACTOR SHALL GUARANTEE ALL EQUIPMENT, MATERIALS, AND WORKMANSHIP FOR A PERIOD OF ONE YEAR. MAKE GOOD ALL DEFECTS AT NO COST TO THE OWNER.
2. SUBMITTALS
  - 2.1. SUBMIT CERTIFICATES AS EVIDENCE THAT WORK INSTALLED COMPLIES WITH REGULATIONS AND LOCAL REQUIREMENTS.
  - 2.2. SUBMIT SHOP DRAWINGS FOR NEW GRILLES AND DIFFUSERS FOR CONSULTANT REVIEW.
  - 2.3. AT COMPLETION OF PROJECT, SUBMIT:
    - 2.3.1. OPERATION AND MAINTENANCE MANUALS IN HARD COVER BINDERS THAT CONTAIN:
      - 2.3.1.1. COPIES OF ALL EQUIPMENT SHOP DRAWINGS
      - 2.3.1.2. MAINTENANCE AND REPLACEMENT ITEMS
      - 2.3.1.3. LIST OF NAMES, ADDRESSES, AND TELEPHONE NUMBERS OF EQUIPMENT SUPPLIERS
      - 2.3.1.4. LIST OF NAMES, ADDRESSES, AND TELEPHONE NUMBERS OF SERVICE DEPARTMENTS ON NORMAL AND EMERGENCY CALL
    - 2.3.1.4. TESTING AND VERIFICATION REPORTS AND CERTIFICATES
3. DEFINITIONS
  - 3.1. "CONCEALED" - HIDDEN FROM NORMAL SITE IN FURRED SPACES, SHAFTS, CEILING SPACES WALLS, AND PARTITIONS
  - 3.2. "EXPOSED" - ALL WORK VISIBLE TO BUILDING OCCUPANTS
  - 3.3. "PROVIDE" - SUPPLY, INSTALL, AND CONNECT COMPLETE
  - 3.4. "INSTALL" - INSTALL AND CONNECT ONLY
  - 3.5. "SUPPLY" - SUPPLY ONLY
4. HVAC
  - 4.1. DUCTWORK
    - 4.1.1. CONFORM TO ASHRAE AND SMACNA STANDARDS.
    - 4.1.2. DUCTWORK CONSTRUCTED TO WITHSTAND 1/2 TIME WORKING STATIC PRESSURE AND DESIGNED FOR 2" OPERATING PRESSURE. HANGERS TO BE SAME MATERIAL AS DUCTWORK. DUCT SEAL ALL JOINTS.
  - 4.2. DUCTWORK INSULATION
    - 4.2.1. ALL INSULATION SHALL BE FIBREGLASS LOW PRESSURE PIPE COVERING AND FIRE RESISTANT VAPOUR BARRIER.
    - 4.2.2. PROVIDE EXHAUST DUCTWORK C/W EXTERNAL INSULATION (MIN = 1" THICK) FOR FULL LENGTH FROM EXTERIOR WALL/ROOF TO EXHAUST FAN HOUSING.
  - 4.3. AIR BALANCING
    - 4.3.1. FINAL HVAC SYSTEM BALANCING SHALL BE PERFORMED BY FIRM NORMALLY EMPLOYED IN THIS FIELD
    - 4.3.2. SUBMIT WRITTEN REPORTS INDICATING FINAL BALANCED CONDITIONS OF SYSTEMS (HVAC UNITS AND EXHAUST FANS).
    - 4.3.3. CONTRACTOR TO ADJUST AND BALANCE SYSTEM TO WITHIN 5% OF DESIGNED AIR QUANTITIES. MAKE ALL MODIFICATIONS AS REQUIRED.



THIS DETAIL TAKEN FROM EXISTING ORIGINAL BUILDING DRAWINGS.  
 WALL FIN UNITS UNDER WINDOWS WITHIN RENOVATED AREAS TO BE CLEANED BY HVAC CONTRACTOR  
 REMOVE FRONT COVERS  
 CLEAN AND STRAIGHTEN FINNS (USE HVAC FIN COMB)  
 CLEAN AND REINSTALL COVERS  
 GENERAL TRADES TO REPAINT COVERS AFTER HVAC COMPLETED

**PERIMETER HEATER**

NTS

**CEILING SPACE PLENUM**

THE HVAC SYSTEMS UTILIZE THE CEILING SPACE PLENUM AS A RETURN AIR SPACE. ALL MATERIALS (INCLUDING PIPING AND INSULATION) TO HAVE A FLAME SPREAD RATING OF NOT MORE THAN 25 AND A SMOKE DEVELOPMENT RATING OF NOT MORE THAN 50. ALL EXPOSED WIRING AND CABLES SHALL BE FTS RATED. ALL WORK IN ACCORDANCE WITH OBC 3.6.4.3. SUBMIT MANUFACTURER'S DOCUMENTATION TO CONSULTANT BEFORE STARTING ANY WORK.

**GRILLES & DIFFUSERS**

TAG	SIZE	FEATURES
SS-1 L/S	610x610 X = SIZE	SUPPLY DIFFUSER C/W PERFORATED FACE PANEL, WHITE COLOUR EH PRICE# PDM/B12 OR EQUAL
RR-1 L/S	610x152	NEW WHITE RETURN EGG CRATE WITH INTERNALLY LINED RETURN BOOT FOR NOISE CONTROL EH PRICE #80/F/B12 OR EQUAL

PROVIDE NEW BRANCH DUCTWORK TO NEW CEILING SUPPLY DIFFUSERS  
 NEW AIR FLOW RATES ARE BASED ON ASSUMED VALUES FOR EACH NEW ROOM.  
 AIR BALANCING WILL REQUIRE MEASUREMENT AND CONFIRMING EXISTING AIR FLOW RATED AND THEN ADJUSTING TO BALANCE AIR FLOWS ACROSS NEW SUPPLY DIFFUSERS.

**MIXING BOX**

TAG	RATING	BOX INFO	INLETS	OUTLET
8-6	189 TO 378 L/S 400 TO 800 L/S	1.5mLx0.81mWx0.31mD 59"Lx32"Wx12"D	0.20m 8"	0.71mWx0.23H 28"x9"
10-12	330 TO 566 L/S 700 TO 1200 L/S	1.5mLx0.97mWx0.36mD 59"Lx38"Wx14"D	0.25m 10"	0.71mWx0.31H 28"x12"

PROVIDE NEW DUAL DUCT MIXING BOXES WITH MECHANICAL TYPE ACTUATOR FOR CONSTANT SUPPLY AIR VOLUME OVER ITS OPERATING RANGE.  
 EH PRICE #DL SERIES OR EQUAL

COORDINATE CONTROLS ON SITE

PROVIDE INTERNALLY SUPPLY AIR DUCT FROM MIXING BOX OUTLET FOR BRANCH DUCTWORK CONNECTIONS WITH INTERNAL LINING (FOR SOUND CONTROL)

**TRANSFER SLEEVES**

TAG	OPEN SIZE	FEATURES
TR1	254x203 10"x8"	TRANSFER SLEEVE WITHIN CEILING SPACE FOR RETURN AIR C/W INTERNAL LINING. LOCATE TO ALLOW RETURN AIR THRU WALL BACK TO MAIN RETURN - MINIMUM LEG LENGTH TO BE NOT LESS THEN LARGER DUCT OPENING SIZE
TR2	305x254 12"x10"	

**GENERAL NOTES**

1. DO NOT SCALE DRAWINGS. OBTAIN ALL DIMENSIONS FROM ARCHITECTURAL PLANS, SITE INSPECTIONS AND MEASUREMENTS, AND MANUFACTURER'S DRAWINGS.
2. PRIOR TO INSTALLATION OF DEVICES WITHIN WALLS, VERIFY THAT NO INTERFERENCES EXIST. REFER TO ARCHITECTURAL PLANS AND ELEVATIONS BEFORE STARTING WORK. COORDINATE WITH OTHER TRADES.
3. MECHANICAL ELECTRICAL AND OTHER TRADES SHALL WORK IN CONJUNCTION WITH ONE ANOTHER SO AS TO AVOID CONFLICTS BETWEEN SERVICES.
4. MAKE GOOD ALL BUILDING COMPONENTS DAMAGED BY WORK OF THIS TRADE.
5. ALL MATERIALS AND WORKMANSHIP SHALL BE NEW, FREE OF DEFECTS, AND COMPLY WITH ALL APPLICABLE STANDARDS.
6. CONTRACTORS SHALL VISIT THE SITE TO DETERMINE THE FULL EXTENT OF THE WORK BEFORE SUBMITTING PRICING. MAKE ALL ALLOWANCES FOR SITE CONDITIONS.

**FIRE STOPPING**

1. THE CONTRACTOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR PROVIDING ALL FIRE STOPPING FOR ALL PENETRATIONS CREATED BY THE INSTALLATION OF ANY NEW SYSTEMS.
2. GENERAL: ULC LISTED, INTUMESCENT MATERIAL, SYNTHETIC ELASTOMERS, CAPABLE OF EXPANDING UP TO 8 TIMES WHEN EXPOSED TO TEMPERATURES OF 250 F OR HIGHER.
3. ACCEPTABLE PRODUCTS: HILTI FS-ONE. 3M #CP-25 CAULK OR #303 PUTTY. DOW CORNING FIRE STOP FOAM #RTV, T&B BURNDY
4. APPLICATIONS:
  - 4.1. CUL SYSTEM #SP731 - METAL PIPING OR CONDUIT THRU GYPSUM WALL ASSEMBLY (F RATING UP TO 1 HR OR 2 HR)
  - 4.2. CUL SYSTEM #SP717 - METAL PIPING OR CONDUIT THRU WOOD FLOOR ASSEMBLY (F RATING UP TO 1 HR OR 2 HR)
  - 4.3. CUL SYSTEM #WLS029 - INSULATED METAL PIPING THROUGH GYPSUM WALL ASSEMBLY (F RATING UP TO 1HR OR 2HR)
5. CONTRACTOR TO PROVIDE SHOP DRAWINGS WITH DETAILED MATERIAL INFORMATION INDICATING ULC OR CUL RATINGS AS WELL AS APPLICATION INSTRUCTIONS.



Greenhouse and Processing Crops  
 Research Centre  
 Centre de recherches sur les cultures  
 abritées et industrielles

Revisions  
 ISSUED FOR TENDER  
 Date  
 2012-11-23



**DONALD ARDIEL ARCHITECT**  
 470 Ambleside Drive  
 London, Ontario N6G 4W9  
 Tele: 519-850-0792  
 Email: don@ardiel.ca

A Detail No.  
 No. du détail  
 B drawing no. - where detail required  
 dessin no. - ou détail exigé  
 C drawing no. - where detailed  
 dessin no. - ou détaillé

project title  
 titre du projet  
**Harrow** Ontario  
 Agriculture and Agri-Food Canada  
 2585 County Rd. 20

Meeting Room  
 Alterations

drawing title  
 titre du dessin  
**NOTES & SCHEDULES**  
**MECHANICAL**

designed by  
 conc par RTP

drawn by  
 dessine par RTP

reviewed by  
 examine par

approved by  
 approuve par

project date  
 date du projet NOV 23/2015

project no.  
 no. du projet 14-02

drawing no.  
 dessine no. M.2



**DONALD ARDIEL ARCHITECT**  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
B	drawing no. - where detail required
B	dessin no. - ou détail exigé
C	drawing no. - where detailed
C	dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**Harrow** Ontario  
Agriculture and Agri-Food Canada  
2585 County Rd. 20

Meeting Room Alterations

drawing title  
titre du dessin  
**FLOOR PLANS LIGHTING**

designed by  
conc par  
RTP

drawn by  
dessine par  
RTP

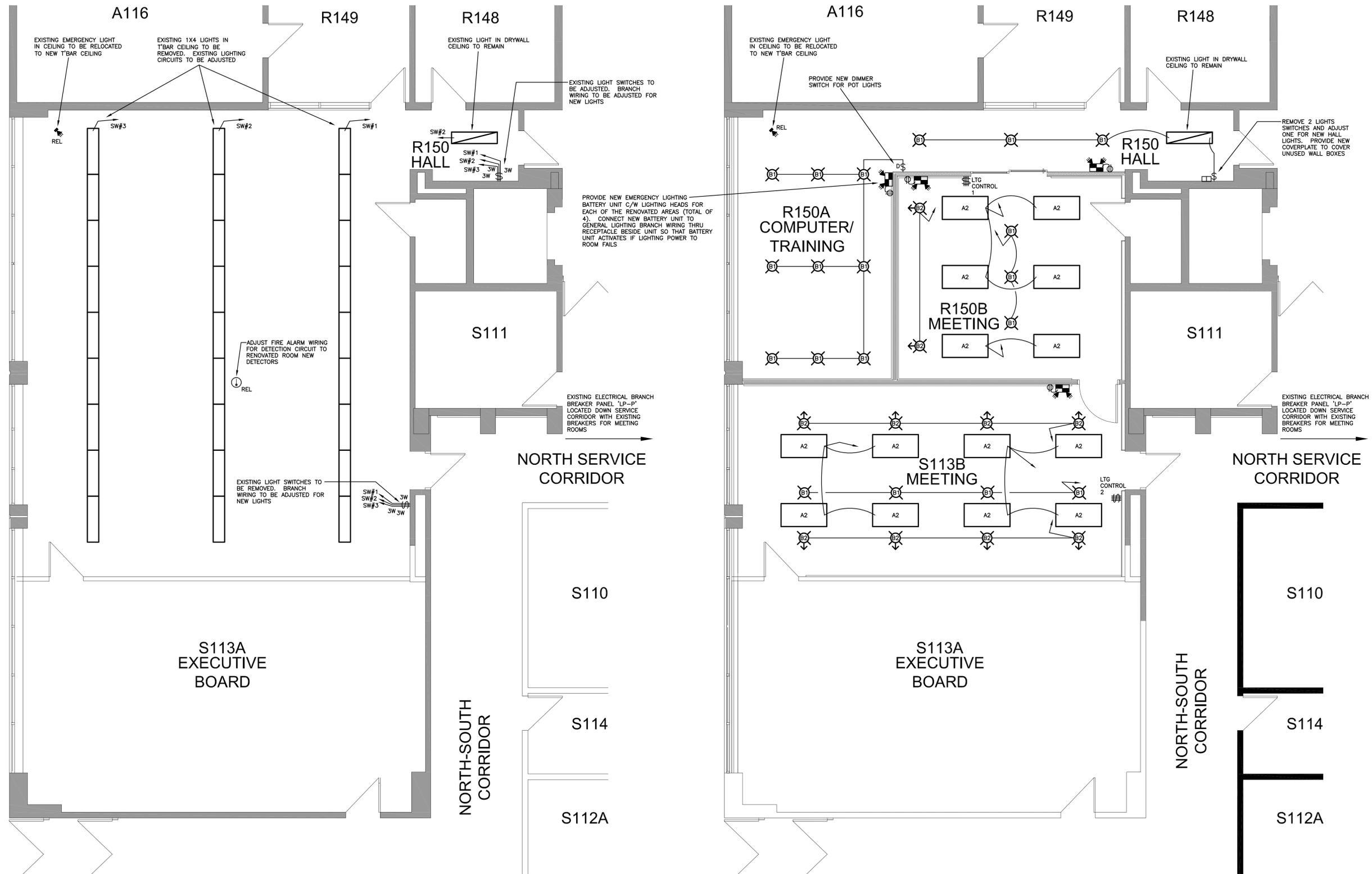
reviewed by  
examine par

approved by  
approuve par

project date  
date du projet  
NOV 23/2015

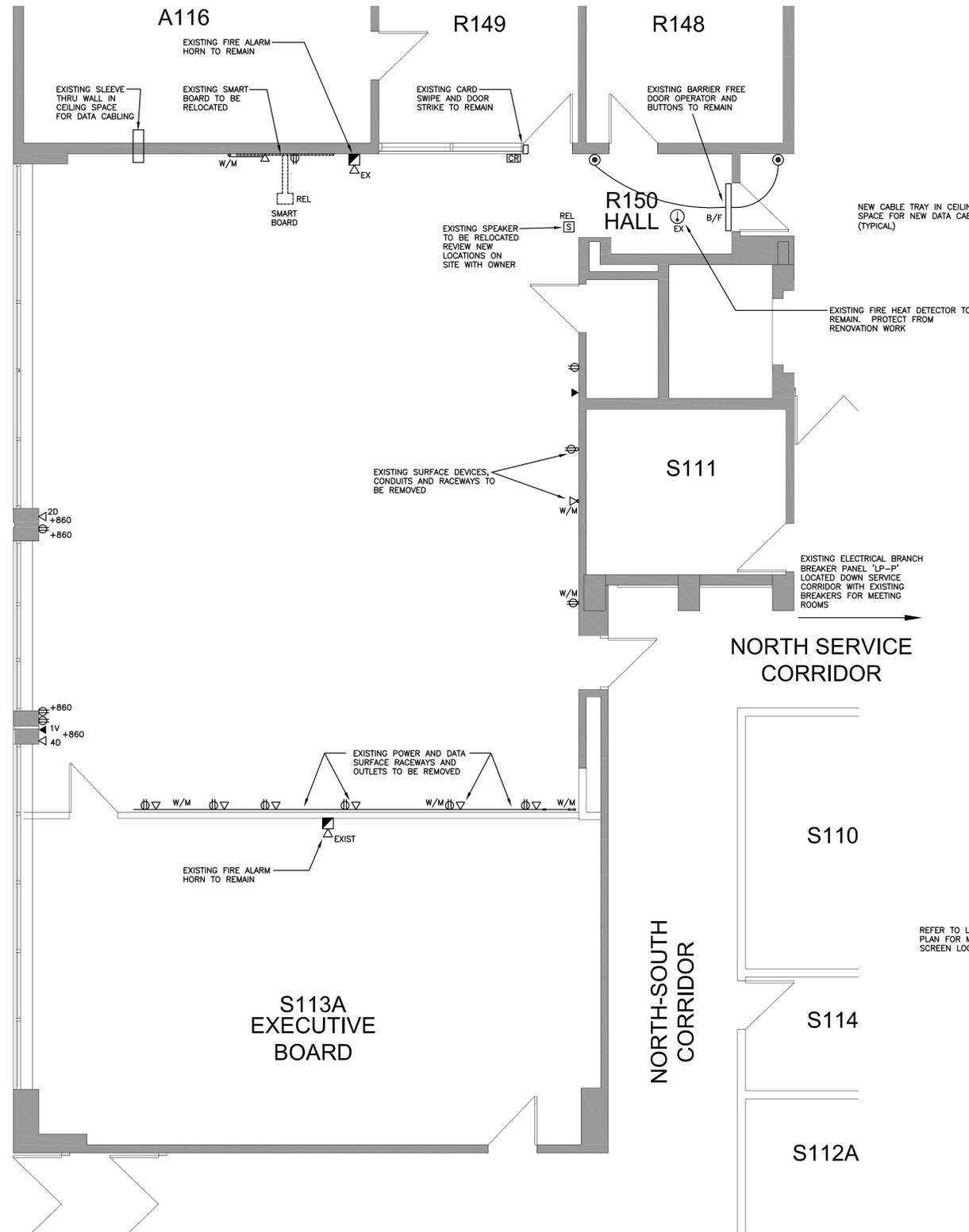
project no.  
no. du projet  
14-02

drawing no.  
dessine no.  
E.1

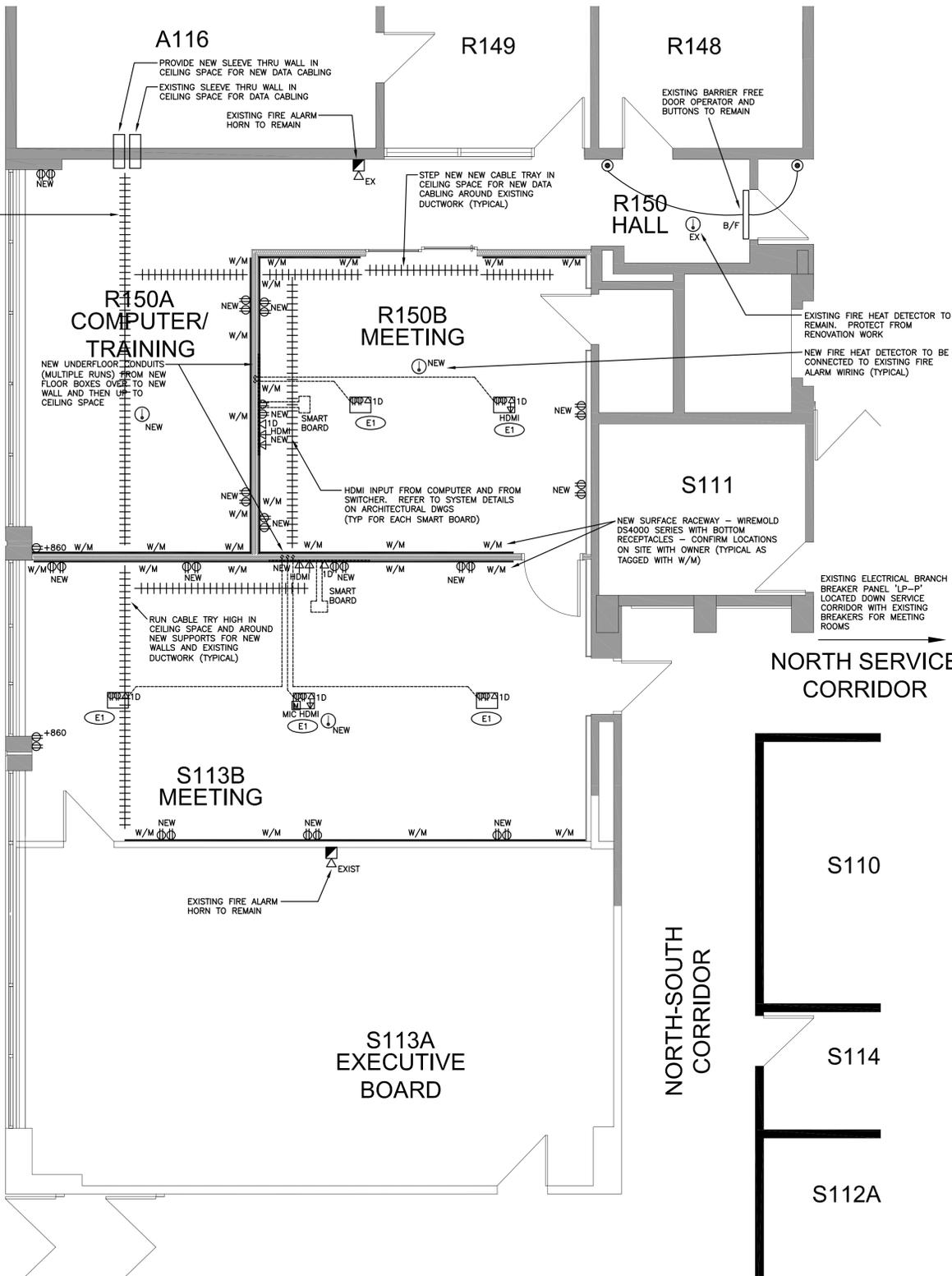


PROJECT NORTH  
**DEMOLITION PLAN - LIGHTING**  
SCALE: 1:50

PROJECT NORTH  
**NEW FLOOR PLAN - LIGHTING**  
SCALE: 1:50



PROJECT NORTH  
DEMOLITION PLAN - POWER  
SCALE: 1:50



PROJECT NORTH  
NEW FLOOR PLAN - POWER  
SCALE: 1:50

(E1) NEW IN-FLOOR BOX C/W RECEPTACLES, DATA AND HDMI AS INDICATED. PROVIDE NEW CONDUITS IN-FLOOR OVER TO WALL AND UP TO CEILING SPACE. CONFIRM IN-FLOOR BOX LOCATIONS ON-SITE WITH OWNER FURNITURE LAYOUT AND ORIENTATION FOR ACCESS DOOR AND DEVICE LAYOUT. (REFER TO DETAIL)



DONALD ARDIEL  
ARCHITECT  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du detail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou detail exigé

project title  
titre du projet  
**Harrow** Ontario  
Agriculture and Agri-Food Canada  
2585 County Rd. 20

Meeting Room  
Alterations

drawing title  
titre du dessin  
**FLOOR PLANS  
POWER**

designed by  
conc par  
RTP

drawn by  
dessine par  
RTP

reviewed by  
examine par

approved by  
approuve par

project date  
date du projet  
NOV 23/2015

project no.  
no. du projet  
14-02

drawing no.  
dessine no.  
E.2

FILE: P:\2014-work\Donal\AgriCanada-Harrow-MtLgfm\design\PLAN-HE.dwg  
DATE: Nov 23, 2015

### ELECTRICAL SPECIFICATIONS

1. GENERAL
  - 1.1. PROVIDE ALL ITEMS, MATERIALS, EQUIPMENT, LABOUR, AND INCIDENTALS NECESSARY TO COMPLETELY SUPPLY, INSTALL, TEST, AND PUT INTO OPERATION ALL WORK INDICATED. USE ONLY NEW MATERIALS AND EQUIPMENT.
  - 1.2. ALL WORK SHALL BE IN ACCORDANCE WITH THE ONTARIO BUILDING CODE AND LOCAL STANDARDS OF THE AUTHORITY HAVING JURISDICTION.
  - 1.3. OBTAIN ALL NECESSARY PERMITS AND PAY ALL FEES AS REQUIRED FOR WORK BY THIS DIVISION.
  - 1.4. VISIT AND INSPECT THE EXISTING BUILDING AND SYSTEMS. MAKE ALL ALLOWANCES FOR EXISTING SITE CONDITIONS BEFORE SUBMITTING PRICING (FAILURE TO DO SO WILL NOT RELIEVE THE CONTRACTOR OF HIS FAILURE AND RESPONSIBILITY IN THIS REGARD). NOTIFY CONSULTANT/OWNER OF ANY DISCREPANCIES BEFORE SUBMITTING PRICING.
  - 1.5. THE CONTRACTOR SHALL GUARANTEE ALL EQUIPMENT, MATERIALS, AND WORKMANSHIP FOR A PERIOD OF ONE YEAR. MAKE GOOD ALL DEFECTS AT NO COST TO THE OWNER.
2. SUBMITTALS
  - 2.1. SUBMIT CERTIFICATES AS EVIDENCE THAT WORK INSTALLED COMPLIES WITH REGULATIONS AND LOCAL REQUIREMENTS.
  - 2.2. SUBMIT SHOP DRAWINGS FOR NEW GRILLES AND DIFFUSERS FOR CONSULTANT REVIEW.
  - 2.3. AT COMPLETION OF PROJECT, SUBMIT:
    - 2.3.1. OPERATION AND MAINTENANCE MANUALS IN HARD COVER BINDERS (3 COPIES) THAT CONTAIN:
      - 2.3.1.1. COPIES OF ALL EQUIPMENT SHOP DRAWINGS
      - 2.3.1.2. MAINTENANCE AND REPLACEMENT ITEMS
      - 2.3.1.3. LIST OF NAMES, ADDRESSES, AND TELEPHONE NUMBERS OF EQUIPMENT SUPPLIERS INSTALLING CONTRACTORS, AND GENERAL CONTRACTOR. INCLUDE SPECIAL TELEPHONE NUMBERS FOR SERVICE DEPARTMENTS ON NORMAL AND EMERGENCY CALL
      - 2.3.1.4. TESTING AND VERIFICATION REPORTS AND CERTIFICATES
3. DEFINITIONS
  - 3.1. "CONCEALED" - HIDDEN FROM NORMAL SITE IN FURRED SPACES, SHAFTS, CEILING SPACES WALLS, AND PARTITIONS
  - 3.2. "EXPOSED" - ALL WORK VISIBLE TO BUILDING OCCUPANTS
  - 3.3. "PROVIDE" - SUPPLY, INSTALL, AND CONNECT COMPLETE
  - 3.4. "INSTALL" - INSTALL AND CONNECT ONLY
  - 3.5. "SUPPLY" - SUPPLY ONLY
4. ELECTRICAL MATERIALS AND WORK
  - 4.1. ALL EQUIPMENT SHALL BE NEW AND CSA APPROVED. AT COMPLETION OF PROJECT SUBMIT FINAL COMPLETION LETTER FROM ELECTRICAL SAFETY AUTHORITY.
  - 4.2. CONCEAL ALL NEW WIRING WITHIN WALLS AND ABOVE CEILINGS. NEW WIRING FOR DROPS FROM JUNCTION BOXES TO LIGHT FIXTURES MAY BE AC-90 (ARMORED 'BX' CABLE) WHEN LESS THAN 8'-0" LONG. ALL BRANCH WIRING FOR SHALL BE T90 IN CONDUIT AND COMPLY WITH OESC 24-104. MINIMUM WIRE SIZES: #12 FOR 15AMP BRANCH CIRCUITS LESS THAN 100FT TO NEAREST OUTLET, #10 TO NEAREST OUTLET FARTHER THAN 100FT. ALL WIRING SHALL BE COPPER WITH 90°C RATING.
  - 4.3. SWITCHES: TO MATCH EXISTING (BROWN).
  - 4.4. RECEPTACLES: TO MATCH EXISTING.
  - 4.5. COVER PLATES: TO MATCH EXISTING (STAINLESS STEEL)
  - 4.6. PANELS: PROVIDE NEW BRANCH BREAKERS AS REQUIRED. MULTI POLE BREAKERS SHALL OPERATE WITH A COMMON HANDLE (GANGED 1 POLE BREAKERS WITH TIE HANDLE WILL NOT BE ACCEPTABLE). PROVIDE UPDATED PANEL DIRECTORY CARD.
  - 4.7. FLUORESCENT LAMPS: WARM WHITE (3500°C) COLOUR, HIGH EFFICIENCY ELECTRONIC BALLAST (ASHRAE 90.1). PHILIPS/ADVANCED OR OTHER APPROVED COMBINATION
  - 4.8. AT COMPLETION OF PROJECT SUBMIT FINAL COMPLETION LETTER FROM ELECTRICAL SAFETY AUTHORITY TO INDICATE ANY ELECTRICAL WORK COMPLIES WITH ONTARIO ELECTRICAL SAFETY CODE.
  - 4.9. PROVIDE CONDUITS, BOXES, COVERPLATES AND CABLING FOR VOICE (PHONE) AND DATA CABLING ADJUSTMENTS AS INDICATED ON FLOOR PLANS AND DETAILS.
  - 4.10. PROVIDE NEW LIGHTING DIMMER UNITS AS DETAILED. CONFIRM DIMMER REQUIREMENTS WITH LED LIGHT FIXTURES TO ENSURE PROPER OPERATION.
  - 4.11. PROVIDE NEW SURFACE RACEWAYS ALONG WALLS WITHIN RENOVATED AREAS AS NOTED ON FLOOR PLANS. RACEWAYS TO BE WIREMOLD DESIGNER SERIES LARGE RACEWAY #DS4000 WITH BOTTOM MOUNTED DUPLEX RECEPTACLES (#DSDWINDQ), CENTRE BARRIER TO ALLOW FOR SEPARATE COMPARTMENT FOR DATA/VOICE CABLING, CROSSOVER KITS (#DSDWINK) AND ALL NECESSARY ACCESSORIES. REVIEW LOCATIONS OF RECEPTACLES AND VOICE/DATA JACKS ON SITE WITH OWNER BEFORE ORDER OF MATERIALS.
  - 4.12. FIRE ALARM
    - 4.12.1. EXISTING FIRE ALARM CONTROL PANEL AND DEVICES TO REMAIN UNLESS SPECIFICALLY NOTED OTHERWISE.
    - 4.12.2. ALL NEW COMPONENTS AND WIRING SHALL BE LISTED TO BE COMPATIBLE WITH EXISTING SYSTEM.
    - 4.12.3. PROVIDE ALL NEW DEVICES, WIRING, CONDUITS AS REQUIRED FOR NEW AND RELOCATED DEVICES NOTED.
    - 4.12.4. PROVIDE VERIFICATION REPORT AND CERTIFICATION OF ANY FIRE ALARM WORK.
    - 4.12.5. SATISFY THE REQUIREMENTS OF THE OBC, CAN/ULC-5524 AND CAN/ULC-5537.

### CEILING SPACE PLENUM

THE HVAC SYSTEMS UTILIZE THE CEILING SPACE PLENUM AS A RETURN AIR SPACE. ALL MATERIALS (INCLUDING PIPING AND INSULATION) TO HAVE A FLAME SPREAD RATING OF NOT MORE THAN 25 AND A SMOKE DEVELOPMENT RATING OF NOT MORE THAN 50. ALL EXPOSED WIRING AND CABLES SHALL BE FT6 RATED. ALL WORK IN ACCORDANCE WITH OBC 3.6.4.3. SUBMIT MANUFACTURER'S DOCUMENTATION TO CONSULTANT BEFORE STARTING ANY WORK.

### ELECTRICAL SERVICE NOTES

1. PRIOR TO THE INSTALLATION OF FUSES, CONDUCTORS, STARTERS, RECEPTACLES, ETC. FOR EQUIPMENT SUPPLIED BY OTHERS, VERIFY ALL NAMEPLATE RATINGS ON SITE.
2. GROUNDING OF ALL EQUIPMENT TO BE TO ELECTRICAL INSPECTION DEPART. APPROVAL AND IN ACCORDANCE WITH THE ONTARIO ELECTRICAL SAFETY CODE, DIVISION 16 TO PROVIDE GROUND TO ALL BUILDING SERVICES (WATER, GAS, WASTE, HVAC, ETC.) AS REQUIRED.
3. ALL WIRING SHALL BE COPPER R90 (UNLESS NOTED OTHERWISE). ALL OUTDOOR WIRING SHALL BE COPPER, RW90-XLPE.
4. MAIN DISTRIBUTION BOARDS SHALL HAVE FULL HEIGHT BUS WITH SPACE FOR FUTURE BREAKERS.
5. MINIMUM WIRE AND CONDUIT SIZES ARE INDICATED. INCREASE SIZES FOR VOLTAGE DROP AND CABLE PULL FORCE.

### GENERAL NOTES

1. DO NOT SCALE DRAWINGS. OBTAIN ALL DIMENSIONS FROM ARCHITECTURAL PLANS, SITE INSPECTIONS AND MEASUREMENTS, AND MANUFACTURER'S DRAWINGS.
2. PRIOR TO INSTALLATION OF DEVICES WITHIN WALLS, VERIFY THAT NO INTERFERENCES EXIST. REFER TO ARCHITECTURAL PLANS AND ELEVATIONS BEFORE STARTING WORK. COORDINATE WITH OTHER TRADES.
3. MECHANICAL, ELECTRICAL AND OTHER TRADES SHALL WORK IN CONJUNCTION WITH ONE ANOTHER SO AS TO AVOID CONFLICTS BETWEEN SERVICES.
4. MAKE GOOD ALL BUILDING COMPONENTS DAMAGED BY WORK OF THIS TRADE.
5. ALL MATERIALS AND WORKMANSHIP SHALL BE NEW, FREE OF DEFECTS, AND COMPLY WITH ALL APPLICABLE STANDARDS.
6. CONTRACTORS SHALL VISIT THE SITE TO DETERMINE THE FULL EXTENT OF THE WORK BEFORE SUBMITTING PRICING. MAKE ALL ALLOWANCES FOR SITE CONDITIONS.

### FIRE STOPPING

1. THE CONTRACTOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR PROVIDING ALL FIRE STOPPING FOR ALL PENETRATIONS CREATED BY THE INSTALLATION OF ANY NEW SYSTEMS.
2. GENERAL: ULC LISTED, INTUMESCENT MATERIAL, SYNTHETIC ELASTOMERS, CAPABLE OF EXPANDING UP TO 8 TIMES WHEN EXPOSED TO TEMPERATURES OF 250 F OR HIGHER.
3. ACCEPTABLE PRODUCTS: HILTI FS-ONE. 3M #CP-25 CAULK OR #303 PUTTY. DOW CORNING FIRE STOP FOAM #FRV, T&B BURNDY
4. APPLICATIONS:
  - 4.1. CUL SYSTEM #SP731 - METAL PIPING OR CONDUIT THRU GYPSUM WALL ASSEMBLY (F RATING UP TO 1 HR OR 2 HR)
  - 4.2. CUL SYSTEM #SP717 - METAL PIPING OR CONDUIT THRU WOOD FLOOR ASSEMBLY (F RATING UP TO 1 HR OR 2 HR)
  - 4.3. CUL SYSTEM #WLS029 - INSULATED METAL PIPING THROUGH GYPSUM WALL ASSEMBLY (F RATING UP TO 1HR OR 2HR)
5. CONTRACTOR TO PROVIDE SHOP DRAWINGS WITH DETAILED MATERIAL INFORMATION INDICATING ULC OR CUL RATINGS AS WELL AS APPLICATION INSTRUCTIONS.

### ELECTRICAL LEGEND

SYMBOL		DESCRIPTION	MTG	SYMBOL		DESCRIPTION	MTG
□		FLUORESCENT LIGHT		GFI		GROUND FAULT INTERRUPT	
⌘		LIGHT SWITCH	1.1m	OC		OVER COUNTER	
⊕		15A DUPLEX RECEPTACLE	0.46m	◀		PHONE OUTLET - 1 GANG BOX C/W 19mmC TO CEILING SPACE	0.46m
				◁		DATA OUTLET - 1 GANG BOX C/W 19mmC TO CEILING SPACE	0.46m
				◁		HDMI OUTLET - 1 GANG BOX C/W 19mmC TO CEILING SPACE	
				M		MIC & AUX LINE INPUT C/W 19mmC TO CEILING SPACE	

REFER TO ARCHITECTURAL DRAWINGS FOR ADDITIONAL INFORMATION ON EQUIPMENT AND CABLING REQUIREMENTS FOR HDMI, MIC, AUX LINE INPUTS



Greenhouse and Processing Crops Research Centre  
Centre de recherches sur les cultures abritées et industrielles

Revisions  
ISSUED FOR TENDER  
Date  
2012-11-23



**DONALD ARDIEL ARCHITECT**  
470 Ambleside Drive  
London, Ontario N6G 4W9  
Tele: 519-850-0792  
Email: don@ardiel.ca

A	Detail No.
B	No. du détail
C	drawing no. - where detail required dessin no. - ou détail exigé
	drawing no. - where detailed dessin no. - ou détaillé

project title  
titre du projet  
**Harrow** Ontario  
Agriculture and Agri-Food Canada  
2585 County Rd. 20

Meeting Room Alterations  
drawing title  
titre du dessin  
**NOTES & SCHEDULES ELECTRICAL**

designed by  
conc par  
**RTP**

drawn by  
dessine par  
**RTP**

reviewed by  
examine par

approved by  
approuve par

project date  
date du projet  
**NOV 23/2015**

project no.  
no. du projet  
**14-02**

drawing no.  
dessine no.  
**E.3**

3 OF 3

### EMERGENCY LIGHTING

ALL ITEMS TO MEET OBC 3.2.7 AND 3.4.5

EMERGENCY LIGHTING BATTERY UNIT, 120VOLT INPUT AND 12 VOLT OUTPUT, WATTAGE AS TAGGED FOR 30 MINUTES, TOTALLY SEALED 10 YEAR MAINTENANCE FREE LIFE EXPECTANCY WITH HEADS MOUNTED ON UNIT SHOWN ON PLANS AND DESCRIBED BELOW

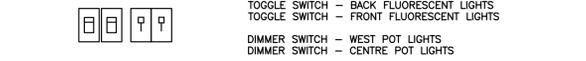
EMERG-LITE #12ELS SERIES LUMACELL #R012S SERIES UNIGLO #12US-X-C-10YEAR SERIES STANDPRO #SLA-12-x SERIES

EMERGENCY LIGHTING LIGHTING HEADS, 12 VOLT, 9 WATT, HIGH INTENSITY TUNGSTEN WITH MOUNTING PLATE IF WALL OR CEILING INSTALLED - SINGLE OR DOUBLE HEADED AS INDICATED BY SYMBOL. CONNECT TO EMERGENCY LIGHTING BATTERY UNIT

### LIGHT FIXTURES

TAG	SIZE	MOUNTING	LAMPS	BALLAST	DESCRIPTION
A2	2'x4'	RECESSED	30T8	120V	FLUORESCENT DIRECT/INDIRECT STYLE C/W MICROPERFORATED LAMP SHIELD
					LIGHTOLIER #QVS2GPFOS332-UNV-03 OR APPROVED EQUAL
B1		RECESSED		120V	DOWNLIGHT (DIMMABLE) C/W LED LAMP, COMFORT CLEAR DIFFUSER, WHITE TRIM RING, 3500K COLOUR TEMP, DIMMABLE POWER SUPPLY/DRIVER COMPATIBLE WITH LIGHTING CONTROLLER
					LIGHTOLIER #C4L10N1-LD+ C4L10DL35KCCDW OR APPROVED EQUAL
B2		RECESSED		120V	WALL WASH (DIMMABLE) SIMILAR APPEARANCE TO TYPE B1
					LIGHTOLIER #C4L10N1-LD+ C4L10W35KCCDW OR APPROVED EQUAL

### LTC CONTROL 1 MEETING ROOM R150B



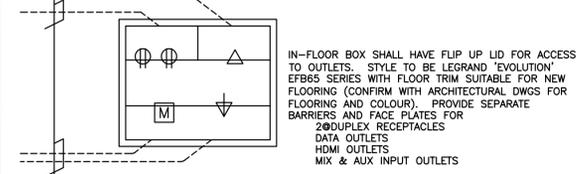
### LTC CONTROL 2 MEETING ROOM S113B



NOTE  
NEW DIMMERS SHALL BE CHECKED FOR COMPATIBILITY WITH LED POT LIGHTS. CHECK AND CONFIRM IF FORWARD PHASE OR REVERSE PHASE CONTROL REQUIRED AND PROVIDE MATCHING DIMMERS AS REQUIRED

### LIGHT CONTROLS

CONFIRM IN-FLOOR BOX LOCATIONS ON SITE WITH OWNER FURNITURE LAYOUT AND ORIENTATION FOR ACCESS DOOR AND DEVICE LAYOUT

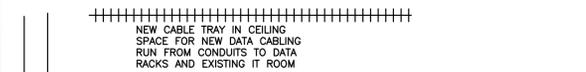


PROVIDE SEPARATE IN-FLOOR CONDUITS FOR IN-FLOOR BOXES THAT HAVE THE FOLLOWING:

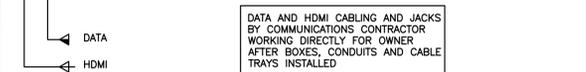
- POWER FOR RECEPTACLES (19mm 3/4")
- DATA CABLING (25mm 1")
- HDMI CABLING (38mm 1 1/2")
- MIC & AUX INPUT CABLING (38mm 1 1/2")

### IN-FLOOR BOXES

DATA, HDMI, MIC & AUX INPUT CABLING AND JACKS BY COMMUNICATIONS CONTRACTOR WORKING DIRECTLY FOR OWNER AFTER BOXES, CONDUITS AND CABLE TRAYS INSTALLED



PROVIDE 19mm (3/4") CONDUIT FROM OUTLET BOX TO CEILING SPACE FOR CABLING



### PHONE/VOICE & DATA CONDUITS & CABLING



## Annexe « F »

### CONDITIONS D'ASSURANCE



## CONDITIONS D'ASSURANCE

### CA1 GÉNÉRALITÉS

#### CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail

#### CA1.2 Indemnité

#### CA1.3 Preuve d'assurance

#### CA1.4 Assuré

#### CA1.5 Paiement de franchise

### CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

#### CA2.1 Portée de l'assurance

#### CA2.2 Période d'assurance

### CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE

#### CA3.1 Portée de l'assurance

### CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION

#### CA4.1 Portée de l'assurance

#### CA4.2 Montant d'assurance

#### CA4.3 Période d'assurance

#### CA4.4 Produit de l'assurance

### CA1 GÉNÉRALITÉS

#### CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail

- 1) L'entrepreneur accepte d'obtenir une indemnisation des accidentés du travail et d'y souscrire en conformité avec la prescription de la loi de la province ou du territoire où le travail a été accompli.

#### CA1.2 Indemnité

- 1) La garantie d'assurance requise par les dispositions des présentes conditions d'assurance ne doit d'aucune façon limiter la responsabilité de l'entrepreneur en vertu de la clause d'indemnité des conditions générales du contrat. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, d'ajouter toute garantie complémentaire qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à la clause susmentionnée.

#### CA1.3 Preuve d'assurance

- 1) Avant le début des travaux, et dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une ATTESTATION D'ASSURANCE (formulaire AAFC/AAC5314) disponible sur demande.
- 2) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux exigences des garanties d'assurance décrites aux présentes.

#### CA1.4 Assuré

- 1) Le contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'assuré additionnel, Sa

## **CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)**

Canada, à l'égard de la responsabilité découlant des activités de l'entrepreneur ayant trait aux travaux.

### **CA1.5 Paiement de franchise**

- 1) L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

## **CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES**

### **CA2.1 Portée de l'assurance**

- 1) La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par le formulaire BAC 2100 avec toutes ses modifications successives et doit avoir :
  - (a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 5,000,000.00 \$ ;
  - (b) un « Plafond pour risque produits / après travaux » d'au moins 5,000,000.00 \$ ; et
  - (c) un « Plafond global général » d'au moins 10,000,000.00 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- 2) Le contrat d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :
  - (a) Dynamitage.
  - (b) Battage de pieux et travaux de caisson.
  - (c) Reprise en sous-œuvre.
  - (d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, peu importe si ce support est naturel, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.
  - (e) Amiante.
  - (f) Police automobile des non-proprétaires.

### **CA2.2 Période d'assurance**

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du Certificat d'achèvement, mis à part le fait que la garantie pour les travaux complétés doit, quoi qu'il en soit, être maintenue pour un délai minimum de six (6) ans suivant la date du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL.

## **CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE**

### **CA3.1 Portée de l'assurance**

- 1) L'entrepreneur doit avoir une assurance responsabilité civile automobile visant les véhicules immatriculés d'au moins 1 million de dollars par sinistre couvrant les lésions corporelles, le décès et

## **CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)**

### **CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION**

#### **CA4.1 Portée de l'assurance**

- 1) La garantie d'assurance fournie par un contrat d'assurance des risques des entrepreneurs de construction ou un contrat d'assurance flottante d'installation ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par les formulaires BAC 4042 et BAC 4047, avec toutes leurs modifications apportées de temps à autre.
- 2) Le contrat d'assurance doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.
- 3) Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes ou dommages occasionnés par n'importe lequel des risques suivants :
  - (a) Amiante.
  - (b) Champignons et spores.
  - (c) Cyber.
  - (d) Terrorisme.

#### **CA4.2 Montant d'assurance**

- 1) Le montant de l'assurance doit égaler au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, le contrat d'assurance doit être modifié pour refléter la valeur révisée du contrat.

#### **CA4.3 Période d'assurance**

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet avant le début des travaux et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL.

#### **CA4.4 Produit de l'assurance**

- 1) Le contrat d'assurance doit stipuler que le produit de l'assurance correspondant doit être payé à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou selon les directives du Canada conformément à
- 2) L'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement du produit de l'assurance.



## Annexe « G »

### DOCUMENTS CONTRACTUELS



## GRANDS TRAVAUX - DOCUMENTS CONTRACTUELS

### CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 1) Les documents suivants constituent les documents contractuels :
  - (a) Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - (b) Formulaire de soumission et d'acceptation et les annexes s'y rattachant dûment remplis;
  - (c) Dessins et devis;
  - (d) Conditions générales d'AAC formulaire AAFC / AAC5321-F:
    - (i) CG1 Dispositions générales
    - (ii) CG2 Administration du contrat
    - (iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux
    - (iv) CG4 Mesures de protection
    - (v) CG5 Modalités de paiement
    - (vi) CG6 Retards et modification des travaux
    - (vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat
    - (viii) CG8 Règlement des différends
    - (ix) CG9 Sécurité des contrats
    - (x) CG10 Assurance
  - (e) Conditions supplémentaires, le cas échéant;
  - (f) Conditions d'assurance, formulaire AAFC / AAC5315-F;
  - (g) Toute modification ou toute révision de soumission recevable reçue avant l'heure et la date déterminées pour la clôture de l'appel d'offres;
  - (h) Toute modification intégrée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
  - (i) Toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux Conditions générales.
- 2) La langue des documents contractuels sera celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

### CS02 ACCEPTATION ET CONTRAT

- 1) Au moment de l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux cités à la section CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS.



Annexe « H »

CONTRAT



## CONTRAT

### BUREAU DES ACHATS

Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Centre de service de l'est  
Service de réception des offres  
2001, Boulevard Robert-Bourassa, bureau 671-TEN  
Montréal, QC  
H3A 3N2

**Nous acceptons votre soumission** de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Sujet		
N <sup>o</sup> de l'invitation / contrat		Date
N <sup>o</sup> de référence du client		
N <sup>o</sup> de dossier		
Code(s) financier(s)		<input type="radio"/> TPS <input type="radio"/> TVH <input type="radio"/> TVQ
F.A.B.		
Destination		
Taxes applicables		Inclus
Destination		
Factures - Envoyer l'original et deux copies à :		
Adresser toutes questions à :		
N <sup>o</sup> de téléphone	Poste	N <sup>o</sup> de télécopieur
Coût total estimatif		Devise CAD
Pour le Ministre		
Signature		Date



## FORMULAIRES

- Cautionnement de soumission
- Attestation d'assurance
- Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux
- Cautionnement d'exécution
- Attestation T4-A
- Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel



## CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : \_\_\_\_\_

MONTANT : \_\_\_\_\_

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que \_\_\_\_\_ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et \_\_\_\_\_,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

\_\_\_\_\_ dollars ( \_\_\_\_\_ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_.

ATTENDU QUE le débiteur principal a présenté une soumission écrite à la Couronne en date \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_, pour \_\_\_\_\_

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU :

- (a) si le débiteur principal, dans l'éventualité où sa soumission est acceptée dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres : signe, dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les quatorze (14) jours suivant la présentation pour signature des formulaires requis, tous les documents contractuels qu'il peut être tenu de signer aux termes de la soumission acceptée; fournit un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux d'une valeur nominale respective de 50 % de la valeur du contrat, à la satisfaction de la Couronne, ou toute autre garantie acceptable par la Couronne; ou
- (b) si le débiteur principal verse à la Couronne la différence entre le montant de sa soumission et le montant du contrat conclu par la Couronne pour les travaux, les fournitures et les services visés par ladite soumission, dans le cas où la valeur de ce contrat est supérieure au montant de la soumission du débiteur principal;

dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur.

POURVU TOUTEFOIS que la caution et le débiteur principal ne soient pas obligés envers la Couronne pour une somme supérieure au montant prévu dans le présent cautionnement.

POURVU ÉGALEMENT que la caution ne fasse l'objet d'aucune poursuite ou action en justice, à moins que cette poursuite ou cette action ne soit intentée et signifiée à son siège social au Canada dans les douze (12) mois suivant la date du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

\_\_\_\_\_  
Débiteur principal

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



## ATTESTATION D'ASSURANCE

À être complétée par l'Assureur

MARCHÉ					
Description et endroit des travaux					N° de contrat
					N° de projet
ASSUREUR			COURTIER		
Nom de la compagnie			Nom de la compagnie		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro
Rue			Rue		
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route	Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route
Municipalité (ville, village, etc.)			Municipalité (ville, village, etc.)		
Province / État	Code postal / ZIP		Province / État	Code postal / ZIP	
ASSURÉ			ASSURÉ ADDITIONNEL		
Nom de l' entrepreneur			Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro			
Rue					
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route			
Municipalité (ville, village, etc.)					
Province / État	Code postal / ZIP				
<p><b>L'assureur atteste que les polices d'assurance suivantes sont présentement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré, en fonction du marché conclu entre l'Assuré dénommé et Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.</b></p>					
POLICE					
Genre	Numéro	Date d'effet	Date d'expiration	Limites de garantie (\$)	
Responsabilité civile des entreprises					
Assurance des chantiers « Tous risques »					
Risques d'installation « Tous risques »					
Autre (énumérer)					
<p>Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été amendée pour couvrir Sa Majesté en tant qu'assuré additionnel. L'assureur convient de donner un préavis de trente (30) jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de changement visant la garantie d'assurance ou les conditions ou de l'annulation de n'importe quelle police ou garantie.</p>					
Nom du cadre ou de la personne autorisée		Numéro de téléphone		Ext.	
Signature		Date			



## CAUTIONNEMENT POUR LE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DES MATÉRIAUX

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : \_\_\_\_\_

MONTANT : \_\_\_\_\_

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que \_\_\_\_\_ à titre de débiteur principal (ci-après le débiteur principal), et \_\_\_\_\_,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

\_\_\_\_\_ dollars ( \_\_\_\_\_ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat écrite à la Couronne en date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_, pour \_\_\_\_\_

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si tous les paiements exigibles sont versés sans retard à tous les réclamants qui ont fourni de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux dans le cadre du contrat, y compris dans le cadre de toute modification contractuelle subséquente et de toute prolongation dûment autorisées, la caution renonçant par les présentes à son droit d'être avisée concernant ces modifications et prolongations; au cas contraire, le cautionnement demeurera valide et en vigueur, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cadre du présent cautionnement, le réclamant (demandeur) désigne toute personne ayant conclu un contrat directement avec le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants pour de la main-d'oeuvre des matériaux ou les deux, utilisés ou raisonnablement requis dans l'exécution du contrat; sont compris dans la main-d'oeuvre et les matériaux : l'eau, le gaz, l'énergie, l'éclairage, le chauffage, le mazout, l'essence naturelle, les services de téléphone et la location d'équipements (à l'exclusion de la location d'équipements dont le loyer doit être inclus dans le prix d'achat du contrat) directement liés au contrat.
2. Le présent cautionnement ne s'applique pas aux demandes de paiement portant sur de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux fournis dans le cadre du contrat lorsque ces demandes représentent une dépense d'immobilisation ou des frais généraux ou d'administration encourus par le débiteur principal dans l'exécution du contrat.
3. Le débiteur et la caution conviennent par les présentes, conjointement et solidairement avec la Couronne, que si un réclamant n'est pas payé en vertu de son contrat avec le débiteur ou avec un quelconque sous-traitant du débiteur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'achèvement des services ou de la livraison des matériaux, la Couronne pourra tenter une action en justice en vertu du présent cautionnement et poursuivre cette action jusqu'à jugement final et exécution pour toute somme qui peut être due. Le droit de la Couronne d'intenter une telle action est cédé au réclamant conformément à la Partie VIII de la
4. Aux fins du présent cautionnement, la responsabilité du débiteur et de la caution face à un réclamant qui n'a pas conclu de contrat avec le débiteur se limite au montant que le débiteur aurait eu à payer au réclamant si les dispositions législatives provinciales ou territoriales applicables en matière de liens et de privilèges s'étaient appliquées aux travaux. Un réclamant n'est pas tenu de respecter les dispositions de ces lois qui établissent les procédures à respecter relativement aux avis, aux enregistrements ou autres qu'il aurait autrement été tenu de respecter pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens ou de privilèges dont il aurait pu se prévaloir. Le réclamant doit avoir droit d'acheminer sa réclamation et d'obtenir recouvrement en vertu des présentes, sous réserve des conditions et des exigences de notification prévues au cautionnement.
5. Toute modification importante du contrat conclu entre le débiteur et la Couronne ne peut en aucune manière porter préjudice aux droits et intérêts d'un réclamant qui n'a pas contribué ou provoqué cette modification.

6. Aucun réclamant ne peut intenter une action en justice en vertu des présentes :

- (a) à moins d'avoir donné un avis écrit, dans le délai imparti aux présentes, au débiteur principal et à la caution désignée aux présentes, indiquant aussi précisément que possible le montant réclamé. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé à toute place d'affaires du débiteur et de la caution ou signifié conformément aux règles de signification des procédures judiciaires en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux faisant l'objet du contrat sont situés. L'avis doit être donné :
  - (i) pour toute réclamation portant sur la retenue ou une partie de la retenue que le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants est tenu de prélever en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou, le cas échéant, du contrat entre le réclamant et le sous-traitant du débiteur principal, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date d'exigibilité du dernier paiement dû au réclamant en vertu du contrat;
  - (ii) pour toute réclamation portant sur des sommes autres que la retenue mentionnée à l'alinéa qui précède, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant le dernier jour où les services, les travaux, la main-d'œuvre ou les matériaux visés par la réclamation ont été fournis en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou son sous-traitant;
- (b) après l'expiration d'un délai d'une (1) année suivant la date à laquelle le débiteur principal a cessé les travaux en vertu du contrat, y compris les travaux exécutés en vertu d'une garantie accessoire au contrat;
- (c) ailleurs que devant un tribunal compétent dans la province ou le district du Canada où sont situés les travaux ou une partie des travaux visés par le contrat; les parties au cautionnement conviennent par les présentes de se soumettre à la compétence de ce tribunal.

7. Doit être déduit du montant du présent cautionnement tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes.

8. La caution ne peut réclamer aucune somme en vertu du contrat et le montant et l'étendue de sa responsabilité en vertu du présent cautionnement demeurent inchangés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la caution est tenue de payer toutes les réclamations valables soumises par un réclamant en vertu du présent cautionnement avant qu'une somme quelconque relative au contrat et retenue par la Couronne ne puisse être versée à la caution.

9. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

\_\_\_\_\_  
Débiteur principal

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



### CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : \_\_\_\_\_

MONTANT : \_\_\_\_\_

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que \_\_\_\_\_ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et \_\_\_\_\_,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

\_\_\_\_\_ dollars ( \_\_\_\_\_ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat avec la Couronne en date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_,

pour \_\_\_\_\_

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si le débiteur principal s'acquitte, de manière satisfaisante et de bonne foi, de toutes les obligations qui lui incombent en vertu du contrat; dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur et aura plein effet, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cas où le débiteur principal omet d'exécuter l'une quelconque de ses obligations et que la Couronne déclare qu'il est en situation de défaut :
  - (a) si le mandat des travaux n'est pas retiré au débiteur principal, la caution doit remédier au défaut du débiteur principal;
  - (b) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal, sur instruction de la Couronne à cette fin, la caution doit achever les travaux conformément aux modalités du contrat, pourvu que, si un contrat est conclu à cette fin :
    - (i) ce contrat soit conclu entre la caution et l'entrepreneur chargé d'achever les travaux; et
    - (ii) le choix de cet entrepreneur soit approuvé par la Couronne;
  - (c) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal et si la Couronne, après en avoir donné un avis raisonnable à la caution, n'enjoint pas à la caution d'achever les travaux, cette dernière doit assumer les coûts d'achèvement des travaux qui excèdent le montant dont dispose la Couronne en vertu du contrat;
  - (d) la caution doit assumer la responsabilité et payer tous les dépassements de coûts liés à l'achèvement des travaux;
  - (e) la caution n'a pas droit aux sommes gagnées par le débiteur principal en vertu du contrat jusqu'à la date du défaut, ni aux retenues prélevées et détenues par la Couronne sur ces sommes; la responsabilité de la caution en vertu du présent cautionnement demeure pleinement en vigueur à condition toutefois, sans limiter la généralité de ce qui précède, qu'à l'achèvement des travaux, à la satisfaction de la Couronne, toute somme gagnée par le débiteur principal dans le cadre du contrat et toute retenue prélevée et détenue par la Couronne sur ces sommes soit versée à la caution.
2. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.
3. Aucune action en justice ou demande ne peut être intentée par la Couronne contre la caution en vertu des présentes après l'expiration d'un délai de deux (2) ans suivant la date d'exigibilité du dernier paiement en vertu du contrat.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

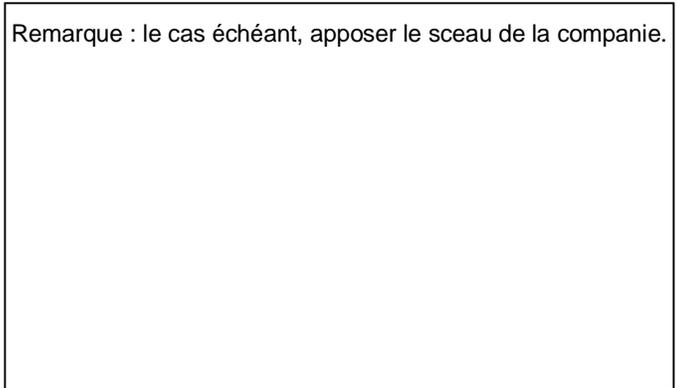
SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

\_\_\_\_\_  
Débiteur principal

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.





### ATTESTATION T4-A

L'entrepreneur doit remplir et soumettre la présente attestation T4-A dans les quatorze (14) jours civils de l'avis d'attribution du marché et dans les quatorze (14) jours civils suivant tout changement à l'information déjà fournie en vertu du marché. Le défaut de fournir cette information ou de fournir l'information correcte constituera une violation fondamentale du marché.

1. **L'entrepreneur doit inscrire un [ x ] dans l'une des cases ci-dessous, vis-à-vis de la description qui correspond le mieux à son statut.**

- [ ] Une entreprise incorporée en vertu des lois fédérales ou provinciales;
- [ ] Une entreprise non incorporée, soit une entreprise individuelle ou un partenariat; ou
- [ ] Un particulier.

**Nota.- L'information fournie à la section 2 doit concorder avec celle fournie à la section 1.**

**Nom de l'entreprise incorporée ou non incorporée ou du particulier :**

Nom de la rue ou n° de case postale : \_\_\_\_\_

Ville ou village : \_\_\_\_\_

Province : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

2. **L'entrepreneur doit remplir la section qui correspond à sa situation (2(a) ou 2(b) ou 2(c)).**

- (a) S'il est incorporé :
  - Numéro d'entreprise (NE) : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro de TPS/TVH : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro T2 (impôt des sociétés - NT2) : \_\_\_\_\_ , selon le cas
- (b) S'il n'est pas incorporé :
  - Numéro d'assurance sociale (NAS) : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro d'entreprise (NE) : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro de TPS/TVH : \_\_\_\_\_ , selon le cas

**Nota.- Le nom de l'entreprise non incorporée doit être le même que le nom associé au numéro d'entreprise de Revenu Canada ou au numéro de TPS.**

- (c) Si l'entrepreneur est un particulier :
  - Numéro d'assurance sociale (NAS) : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro d'entreprise (NE) : \_\_\_\_\_ , ou
  - Numéro de TPS/TVH : \_\_\_\_\_ , selon le cas

**Nota.- Le nom du particulier doit être le même que le nom associé au numéro d'assurance sociale.**

3. **JE/NOUS CERTIFIE/CERTIFIONS PAR LES PRÉSENTES avoir examiné l'information fournie ci-dessus, y compris le nom légal, l'adresse et l'identificateur à propos de Revenu Canada (NAS, NE, no de TPS/TVH, NT2), et que cette information est correcte et complète, et indique pleinement mon/notre identité.**

\_\_\_\_\_  
Signataire ou entrepreneur

\_\_\_\_\_  
Titre du signataire

\_\_\_\_\_  
Date



FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL

Table with 3 columns: N° de référence, N° du ministère/de l'organisation, N° de dossier. Header: RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

REMARQUE : Pour consulter l'énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels, voir la section C de ce formulaire. Pour obtenir les directives à suivre, consulter les DIRECTIVES ci-jointes. Prière de dactylographier ou d'écrire en lettres moulées.

A RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Form with checkboxes: Nouvelle, Mise à jour, Relèvement, Transfert, Supplémentaire, Réactivation du dossier

Form for security verification level: Niveau de la (des) vérification(s) de la fiabilité/sécurité requis. Includes options for Cote de fiabilité, Niveau I (CONFIDENTIEL), Niveau II (SECRET), Niveau III (TRÈS SECRET), and Autre.

RENSEIGNEMENTS SUR LA NOMINATION/L'AFFECTION/LE CONTRAT

Form with checkboxes: Période indéterminée, Période déterminée, Contrat, Secteur privé, Autre (préciser détachement / affectation, etc.)

Justification de la condition du contrôle de sécurité

Table with 4 columns: Numéro du poste/concours/contrat, Titre, Groupe/Niveau (Grade le cas échéant), and a section for identification details including N° d'identification, dates (Du/Au), and contact information (Nom et adresse du ministère, Nom de l'agent, N° de téléphone, N° de télécopieur).

B RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES (À remplir par le postulant)

Form for biographical information: Nom (de famille), Prénoms au complet (aucune initiale) souligner ou encercler le prénom usuel, Nom de famille à la naissance

Form for personal details: Tout autre nom utilisé (tel que sobriquet), Sexe (Masculin/Féminin), Date de naissance (A M J), Pays de naissance, Date d'entrée au Canada si né à l'extérieur du Canada (A M J)

Form for residence: RÉSIDENCE (indiquer les adresses des cinq dernières années en commençant par la plus récente), Adresse domiciliaire, N° de téléphone durant le jour, Adresse de courriel

Form for current residence (1): N° d'appartement, N° de rue, Nom de la rue, N° municipal (le cas échéant), Du (A M), À présentement, Ville, Province ou État, Code postal, Pays, N° de téléphone

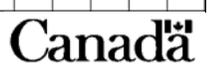
Form for previous residence (2): N° d'appartement, N° de rue, Nom de la rue, N° municipal (le cas échéant), Du (A M), Au (A M), Ville, Province ou État, Code postal, Pays, N° de téléphone

Form for previous security verification: Avez-vous déjà rempli auparavant un formulaire de vérification de sécurité du gouvernement du Canada? (Oui/Non), Dans l'affirmative, indiquer le nom de votre employeur ainsi que le niveau et l'année de la vérification.

CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU CANADA (voir instructions)

Form for criminal convictions: Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle vous n'avez pas obtenu de pardon? (Oui/Non), Dans l'affirmative, fournir des renseignements à ce sujet (infraction[s], nom du corps policier, ville, province/état, pays et date de la condamnation).

Form for conviction details: Infraction(s), Nom du corps policier, Ville, Province/État, Pays, Date de la condamnation (A M J)





FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL

Nom (de famille) et Prénoms au complet	Date de naissance	A	M	J
--	-------------------	---	---	---

**C CONSENTEMENT ET VÉRIFICATION (À remplir par le postulant et l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)**

Vérification requise (Voir instructions)	Initiales de la personne	Nom de l'agent (lettres moulées)	Initiales de l'agent	N° de téléphone de l'agent
1. <input type="checkbox"/> Date de naissance, adresse, études, compétences professionnelles, antécédents professionnels, références morales				( )
2. <input type="checkbox"/> Vérification de l'existence d'un dossier judiciaire				( )
3. <input type="checkbox"/> Vérification du dossier de crédit (évaluation financière, y compris de la solvabilité)				( )
4. <input type="checkbox"/> Loyauté (vérification de sécurité seulement)				
5. <input type="checkbox"/> Autre (préciser, voir instructions)				( )

**Énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels**  
 Les renseignements demandés sur ce formulaire sont exigés dans le but de fournir une évaluation de sécurité. Ils sont recueillis en vertu du paragraphe 7(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques et de la Politique de sécurité du gouvernement du Canada (PSG) et sont protégés par les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans les institutions qui sont assujetties aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels. La collecte de ces renseignements est obligatoire. Le refus de fournir les renseignements demandés entraînera la tenue d'un examen visant à déterminer si la personne est admissible à remplir un emploi ou à exécuter le contrat qui est associé à la présente Demande d'enquête de sécurité. Tout dépendant du niveau de sécurité exigé, les renseignements recueillis par l'institution gouvernementale peuvent aussi être divulgués à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui mèneront les vérifications ou les enquêtes nécessaires en vertu de la PSG, et à des entités à l'extérieur du gouvernement fédéral (comme des bureaux de crédit). Ces renseignements servent à appuyer des décisions concernant des particuliers travaillant ou demandant à travailler par l'entremise d'une nomination, d'une assignation ou d'un contrat, d'une mutation ou d'une promotion. Ils peuvent aussi être recueillis afin d'appuyer des décisions ayant trait aux personnes travaillant ou cherchant à obtenir un emploi par le biais d'une nomination, d'une affectation ou d'un contrat, d'une mutation ou d'une promotion. Ils pourront aussi servir dans le contexte de la mise à jour de la cote de fiabilité, de sécurité ou d'accès, ou de l'examen des causes justifiant leur attribution, ce qui pourrait donner lieu à une nouvelle évaluation du type de filtrage de sécurité applicable. Les renseignements recueillis par l'institution gouvernementale et les renseignements recueillis au moyen des vérifications ou des enquêtes peuvent servir à étayer les décisions qui pourront entraîner des mesures disciplinaires ou le congédiement ou l'annulation des contrats. Les renseignements recueillis sont conservés dans les fichiers ordinaires des employés POU 917 (Filtrage de sécurité) dans tous les organismes gouvernementaux, sauf au ministère de la Défense nationale et à la GRC qui utilisent respectivement les fichiers MDN/P-PE-834 (Dossier d'enquête sur la sécurité et vérification relative à la fiabilité) et GRC/P-PU-065 (Dossiers de l'habilitation sécuritaire et relative à la fiabilité), la SCRS qui utilise le SIS/P-PE 815 (Cotes de sécurité) et TPSGC qui utilise le TPSGC/P-PU-015 (Autorisations de sécurité et dossiers de fiabilité pour le personnel de l'industrie privée) pour le personnel de l'industrie canadienne. Les renseignements personnels liés aux évaluations de sécurité sont également conservés dans le fichier de renseignements personnels du SCRS SIS/P-PU-005 (Évaluations de sécurité/Avis).

Je, soussigné, consens à la divulgation de renseignements susmentionnés, y compris de ma photographie, à leur vérification ultérieure par le gouvernement du Canada et à leur utilisation dans le cadre d'une enquête d'autorisation de sécurité. En consentant à ce qui précède, je reconnais que les renseignements susmentionnés pourront être vérifiés ou utilisés dans le cadre d'une enquête pour mettre à jour la cote de fiabilité, de sécurité ou d'accès ou de tout autre examen pour les raisons prévues dans la Politique du gouvernement sur la sécurité. Ce formulaire de consentement deviendra périmé lorsque je ne nécessiterai plus de cote de fiabilité, de sécurité ou d'accès ou lorsque mon emploi ou mon contrat prendra fin, ou lorsque j'annulerai mon consentement par l'envoi d'un avis écrit à l'agent de sécurité autorisé.

\_\_\_\_\_  
Signature Date (A/M/J)

**D EXAMEN (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A, B et C)**

Nom et titre	N° de téléphone
Adresse	N° de télécopieur

**E APPROBATION (À remplir uniquement par l'agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)**

Je, soussigné, à titre d'agent de sécurité autorisé, approuve le niveau de sécurité ci-après.

Cotes de fiabilité

Approuvé/Cote de fiabilité       Non approuvé

\_\_\_\_\_  
Nom et titre

\_\_\_\_\_  
Signature Date (A/M/J)

Vérification de sécurité (le cas échéant)

Niveau I     Niveau II     Niveau III     Non recommandé

\_\_\_\_\_  
Nom et titre

\_\_\_\_\_  
Signature Date (A/M/J)

Commentaires





## INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL TBS/SCT 330-23 F (Rev. 2002/02)

Une fois rempli, le formulaire doit être sauvegardé et traité au niveau de sécurité PROTÉGÉ A.

### Instructions générales

Si l'espace alloué dans une partie est insuffisant, veuillez utiliser une feuille distincte et reproduire la même présentation.

#### 1. Section A (Renseignements administratifs) L'Agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation

L'Agent doit déterminer, basé sur l'historique des cinq dernières années, ce qui constitue une vérification suffisante des données personnelles, des études ainsi que des compétences et des antécédents professionnels conformément aux directives émises par l'agent de sécurité ministériel. Les références se limitent aux noms fournis par le postulant sur le formulaire de demande d'emploi ou d'autres formulaires équivalents.

#### RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS

Les personnes détenant une ATTESTATION DE SÉCURITÉ qui, après l'obtention de celle-ci, se sont mariées ou qui ont commencé à vivre en union de fait, doivent mettre à jour les sections du *Formulaire d'autorisation de sécurité (TBS/SCT 330-60)* et présenter une copie originale du *Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel*, et remplir les parties suivantes :

Partie A - Tel qu'indiqué à chaque question.

Partie B - Tel qu'indiqué à chaque question, sauf CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU CANADA.

Partie C - Seules la signature du demandeur et la date sont nécessaires.

"Autre". Ceci devrait être utilisé pour identifier si le filtrage de sécurité est pour Accès aux emplacements, NATO, SIGINT

#### 2. Section « B » (Renseignements biographiques)

À remplir par le postulant. Si vous avez besoin de plus d'espace, veuillez utiliser une feuille distincte. Toutes les feuilles doivent être signées.

***Pays de naissance - Pour de nouvelles demandes, si vous êtes né de parents canadiens à l'extérieur du pays, veuillez fournir une copie de votre Certificat d'inscription de naissance à l'étranger. Si vous demeurez au Canada depuis moins de cinq ans, veuillez fournir une copie de votre visa d'immigrant, un enregistrement du document de votre droit d'établissement ou une copie de votre passeport.***

- Indiquez seulement les condamnations pour les infractions criminelles à l'égard desquelles vous n'avez PAS obtenu de pardon. S'il y a plus d'une condamnation, joindre une feuille distincte. On doit faire mention également des condamnations à l'extérieur du Canada.
- Indiquez également les infractions en vertu de la *Loi sur la défense nationale* ainsi que les condamnations prononcées par une cour martiale.

#### 3. Section « C » (Consentement et vérification)

Une copie de la Section « C » peut être transmise à certaines institutions pour indiquer que le consentement a été accordé.

La vérification de l'existence d'un casier judiciaire (des empreintes digitales peuvent être requises) et la vérification de crédit ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire du Bureau de la sécurité du ministère ou de l'agent délégué.

Consentement : Seule un postulant qui a atteint l'âge de la majorité peut donner son consentement, sinon il faut la signature d'un parent ou de la personne qui a la charge légale de l'enfant.

L'âge de la majorité est de :

19 ans dans les provinces ou territoires suivants : T.-N., N.-É., N.-B., C.-B., Yukon, et T.N.-O., et Nunavut;

18 ans dans les provinces et territoires suivants : Î.-P.-É., Qc, Ont., Man., Sask. et Alb.

Le postulant doit inscrire ses initiales dans la case réservée aux initiales du postulant.

L'agent qui a effectué la vérification d'information imprimera son nom, insérera ses initiales et numéro de téléphone dans les espaces réservés à cet effet.

- Vérification de la fiabilité «pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A» : remplir les numéros 1, 2, et 3 le cas échéant.
- Autorisation de sécurité «pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A» : remplir les numéros 1 à 4 et 5 le cas échéant.
- Autre : le numéro 5 est utilisé seulement lorsque l'approbation préalable du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a été obtenue.

#### 4. Section « D » (Examen)

Doit être rempli par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A à C de la manière demandée.

#### 5. Section « E » (Approbation)

L'Agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation désigne les personnes déléguées par les ministères, organismes et organisations qui peuvent vérifier l'information sur la fiabilité et/ou approuver/ne pas approuver les résultats des vérifications de la cote de fiabilité et/ou de sécurité. Les cases «Approuvé Cote de fiabilité» et Niveau I, II, III ainsi que la signature de l'agent de sécurité autorisé ou du gestionnaire ont été ajoutées uniquement aux fins d'utilisation par le gouvernement du Canada. Les postulants doivent recevoir l'information nécessaire, en accuser réception et obtenir une copie du document "CERTIFICAT D'ENQUÊTE DE SÉCURITÉ ET PROFIL DE SÉCURITÉ - TBS/SCT 330-47".

**Remarque :** Les organisations du secteur privé ne sont pas habilitées à approuver un quelconque niveau de sécurité.

**Photographies :** Les ministères / organismes / agences doivent veiller à ce que trois photographies de taille passeport en couleur soient jointes au formulaire pour l'organisme chargé de l'enquête. Les dimensions maximales et minimales de ces photos sont respectivement de 50mm x 70mm et de 43mm x 54mm. La longueur du visage du menton au sommet de la tête doit être de 25 mm à 35 mm. Ces photographies doivent être signées par la personne et un responsable autorisé de la sécurité et **doivent avoir été prises au cours des six mois précédents**. Les photographies sont requises pour les nouvelles vérifications de sécurité ou les relèvements au Niveau III afin que l'organisme chargé de l'enquête puisse identifier la personne durant son enquête. Cependant, l'organisme chargé de l'enquête peut, en des cas particuliers, exiger une photographie pour les autorisations de sécurité de Niveau I ou II, lorsqu'une enquête est requise.